



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 20 MAI 1922.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 20TH MAY, 1922.

AVIS.

LOI DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE DE QUÉBEC DE THE QUEBEC PUBLIC CHARITIES ACT

(11 Geo. V, chapitre 79)

Les institutions d'assistance publique non reconnues qui désirent bénéficier des privilèges conférés par la loi de l'Assistance publique de Québec (11 Geo. V, chap. 79), devront transmettre leur demande officielle au service de l'Assistance publique, à Québec, conformément aux articles 6 et suivants de ladite loi, avant le 1er juillet 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2097 C.-J. SIMARD.

NOTICE

(11 Geo. V, chapter 79)

Unrecognized public charitable institutions which desire to benefit by the privileges granted by the Quebec Public Charities Act (11 Geo. V, chap. 79), must transmit their official application to The Quebec Bureau of Public Charities, at Quebec, in accordance with articles 6 and following of the said Act, previous to July 1st, 1922.

C. J. SIMARD,
2098 Assistant Provincial Secretary.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "*Gazette Officielle*" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1777

ADVERTISING RATES:

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "*Official Gazette*" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number, the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

1768

Lettres patentes

"Silver Cafe Tavern, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Henry Weinfeld, avocat, de la cité de Westmount, Marcus Meyer Sperber, avocat et conseil du Roi, Lyon Levine, avocat, Miss Sarah Miller, et Miss Elsie Bramson, sténographes, de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires de toutes manières comme taverniers, hôteliers et restaurateurs, exercer aussi aucun autre commerce qu'on peut exercer en rapport avec le précité ou s'y rattachant, selon les lois de cette Province, tel que tenir des échoppes pour cirage des chaussures, des boutiques de coiffeurs, des salles de billard et pool, des restaurants, magasins de cigars et tabacs;

Acquérir par achat, échange, louage ou autrement d'aucune personne, firme ou compagnie, à titre d'affaire exploitée ou autrement, exercer un commerce existant à tenir taberne, hôtel ou restaurant, avec ou sans les terrains et bâtiments servant ou destinés à son exploitation et outillage,

Letters patent

"Silver Cafe Tavern, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of April, 1922, incorporating: Henry Weinfeld, advocate, of the city of Westmount, Marcus Meyer Sperber, advocate, and King's Counsel, Lyon Levine, advocate, Miss Sarah Miller, and Miss Elsie Bramson, stenographers, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all branches thereof the business of tavern, hotel-keeper and restaurateurs, and any other business which may be carried on in connection therewith or incidental thereto, in accordance with the laws of this Province, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newstands, cigar and tobacco shops;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on a tavern, hotel or restaurant business, with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation and its equipment,

les meubles et tous les autres effets généralement, les payer en argent, en obligations ou en actions libérées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir ou détenir par bail ou par un autre titre aucune propriété immobilière qu'on croira nécessaire ou convenant aux objets de la compagnie, et payer cette acquisition de propriété en argent, en obligations ou en actions libérées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, aliéner ou trafiquer de toutes ses propriétés mobilières ou immobilières ou d'aucune d'icelles;

Hypothéquer ses immeubles, engager ses meubles et emprunter de l'argent sur la garantie d'iceux, construire, maintenir et exploiter, sur les terrains acquis ou détenus par la compagnie, des tavernes, hôtels, restaurants et tous autres bâtiments qu'on croira nécessaires pour la gestion des entreprises ci-haut;

Acheter, acquérir, détenir, vendre, céder et transférer des actions, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation se livrant au commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou faisant aucun commerce propre à être exercé au bénéfice de la compagnie;

Faire et parfaire tous autres actes et les choses qui pourront être appropriés ou sembler avantageux à la réalisation d'aucun des objets précités, sous le nom de "Silver Café Tavern, Limited", avec un fonds social total de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00), divisé en trois cent quatre-vingt (380) parts de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2003 C.-J. SIMARD.

"Le Cercle du Chevalier, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Rémi Benoit, Joseph-Napoléon Lazure, marchands, Louis-Joseph Trudeau, médecin, Joseph-Alexandre Viau, médecin vétérinaire, Horace Domina Lamarre, manufacturier, tous cinq du village de Saint-Rémi, dans le district d'Iberville, dans les buts suivants:

Encourager et promouvoir la culture physique parmi ses actionnaires et ses membres;

Etablir, aménager et exploiter des locaux, pour des fins d'instruction, pour l'esprit; de récréation et de délassement pour le corps;

Admettre des membres du cercle, moyennant souscriptions annuelles et mensuelles;

Acquérir et posséder, par voies d'achats ou autrement les biens, mobiliers et immobiliers, nécessaires à ses fins et les payer en actions acquittées de la compagnie;

Vendre ou autrement aliéner ses biens, mobiliers et immobiliers, et en acquérir d'autres à leurs places;

Emprunter des deniers sur son crédit et émettre des bons, obligations, billets à ordre ou autres valeurs, et les donner en garantie, ou les vendre pour les prix et sommes jugés nécessaires, pourvu que tels bons, obligations, ne soient pas moindre que pour une somme de cent piastres chacune;

Hypothéquer les biens immeubles ou donner

furnishings and all other assets generally and to pay for the same in cash, or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire, or hold by lease or other title any immovable property which may be deemed necessary or suitable for the objects of the company and to pay for such acquisition of property in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease, dispose of or deal with all or any of its moveable or immovable property;

To hypothecate its immovables and pledge its moveables and borrow money upon the security thereof, to construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, taverns, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire, hold, sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Silver Café Tavern, Limited" with a total capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into three hundred and eighty (380) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of April, 1922.

C. J. SIMARD,

2004 Assistant Provincial Secretary.

"Le Cercle du Chevalier, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of April, 1922, incorporating: Rémi Benoit, Joseph Napoléon Lazure, merchants, Louis Joseph Trudeau, physician, Joseph Alexandre Viau, veterinary surgeon, Horace Domina Lamarre, manufacturer, all five of the village of Saint Rémi, in the district of Iberville, for the following purposes:

To encourage and promote physical culture among the shareholders and members of the company;

To establish, furnish and operate premises for the education of the mind; recreation and relaxation for the body;

To admit members of the payment of yearly and monthly subscriptions;

To acquire and possess, by way of purchase or otherwise the moveable and immovable property necessary for its purposes and to pay for the same in paid up shares of the company;

To sell or otherwise alienate its moveable and immovable property and to acquire other property in their place;

To borrow money upon the credit of the company and issue bonds, debentures, promissory note or other securities, and to pledge or sell the same for such price and sums deemed necessary, provided non such bond or debenture be for a less sum than one hundred dollars each;

To hypothecate the immovables or pledge

en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties;

Faire tous contrats, arrangements, transactions ou conventions quelconques pour l'acquisition, par voie d'achat ou autrement, de tous droits, franchises, pouvoirs et privilèges, possédés par toute corporation, ou association similaires, et donner en paiement des actions acquittées de la présente compagnie;

S'unir avec toute corporation créée pour des fins similaires; donner des actions acquittées en paiement de services rendus à la compagnie;

Acquérir, posséder, exploiter une bibliothèque, salles de lecture, jeux de billard, pool, quilles, dames et tous autres jeux permis par la loi;

Faire, adopter, amender, abroger des règlements relativement à la direction de l'association, à l'admission, suspension, exclusion de ses membres, à l'ordre et à la discipline à être suivis et généralement pour tous objets se rapportant à l'administration de l'association et à la poursuite de ses buts;

Faire toutes autres choses qui pourront être utiles ou paraître avantageuses à la compagnie de nature à atteindre les fins ci-dessus;

Emettre des actions privilégiées pour une somme n'excédant pas six mille piastres (\$6,000.00), sur lesquelles actions privilégiées un dividende de 6% accumulé sera payé, sous le nom de "Le Cercle du Chevalier, Limitée", avec un capital total de dix-huit mille piastres (\$18,000.00) divisé en sept cent vingt (720) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Saint-Rémi, comté de Napierville, P. Q., dans le district d'Iberville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2007

C.-J. SIMARD.

Johnson & Lamarre, Limited.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Walter Seely Johnson, conseil du Roi, James Arthur Mathewson, avocat, Ethel May Pierce, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme peintres, décorateurs, plâtriers, vitriers, charpentiers, étameurs, tapisiers, entrepreneurs, métallurgistes, machinistes, constructeurs et couvreurs;

Fabriquer, importer, exporter et trafiquer d'effets, denrées et marchandises de toutes espèces, y compris les peintures, huiles, vernis, couleurs, brosses, grattoirs, papiers-peints, tapisseries, tentures, mastics, plâtres, le verre, ciment, béton, le papier goudronné, le bois, l'acier, le fer et généralement tous instruments et matériaux pouvant servir directement ou indirectement en rapport avec le commerce susmentionné;

Agir comme facteurs ou agents commerciaux, courtiers et agents pour acheter, vendre, importer, exporter des produits bruts ou ouvrés, des denrées commerciales de tout genre et description;

Procurer, posséder, louer et exploiter des ateliers et établissements manufacturiers pour

the moveables of the company or give both the above kinds of securities;

To make any contracts, arrangements, transactions, or agreements whatever for the acquisition, by way of purchase or otherwise, of any rights, franchises, powers and privileges possessed by any similar corporation or association and to give in payment therefor paid up shares of the present company;

To amalgamate with any corporation created for similar purposes;

To give paid up shares in payment of services rendered to the company;

To acquire, possess, operate a library, reading room, billiard rooms, pool rooms, bowling alleys, checker game and any other games permitted by law;

To make, adopt, amend, repeal by-laws respecting the management of the association, the admission, suspension, expulsion of its members, the rule and discipline to be followed and generally for all objects connected with the administration of the association and the pursuit of its objects;

To do all other things that may be suitable or seem advantageous to the company or conducive to the attainment of the above purposes;

To issue preference shares for a sum not exceeding six thousand (\$6,000.00) dollars, which preference shall bear a six per cent (6%) cumulative dividend, under the name of "Le Cercle Chevalier, Limitée", with a total capital stock of eighteen thousand (\$18,000.00) dollars, divided into seven hundred and twenty (720) shares of twenty five (\$25.00) dollars each.

The head office of the company will be at Saint Rémi, county of Napierville, P. Q., in the district of Iberville.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of April, 1922.

C. J. SIMARD,

2008

Assistant Provincial Secretary.

'Johnson & Lamarre, Limited'.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of April, 1922, incorporating: Walter Seely Johnson, King's Counsel, James Arthur Mathewson, barrister, Ethel May Pierce, secretary, spinster of the full age of majority, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as painters, decorators, plasterers, glaziers, carpenters, tinters, paper hangers, contractors, metal workers, machinists, builders and roofers;

To manufacture, import, export and deal in goods, wares and merchandise of all kinds, including paints, oils, varnishes, stains, brushes, scrapers, wall papers, tapestries, wall coverings, putty, plaster, glass, cement, concrete, tar paper, wood, steel, iron and generally all implements and materials which can be used directly or indirectly in connection with the business above referred to;

To act as commission or commercial agents, brokers and agents for the buying and selling, importing or exporting of natural or manufactured products and merchantable commodities of every kind and description;

To procure, own, lease, and operate mills and manufacturing establishments for the production

produire les denrées et produits de commerce de toute catégorie et description permis en loi;

Etablir, exploiter et gérer des usines et entrepôts de vente de tous articles manufacturés par la compagnie et dont elle trafique, ainsi que de tous effets, denrées ou marchandises dont on peut avantageusement faire commerce en rapport avec ce qui précède;

Exercer aucun autre commerce de même nature que la compagnie croira propre à, convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou corporation exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle, les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son commerce, ou partie d'iceux;

Emettre des actions, actions-hypothécaires, débetures, obligations et autres titres de la compagnie pour de l'argent, ou, après les avoir émises, libérées, en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété, des droits et avantages que la compagnie pourra acquérir, des services rendus, de l'ouvrage fait pour la compagnie, ou en paiement, à l'acquit dettes et obligations de la compagnie;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce semblable à celui de la compagnie constituée aux présentes, aussi organiser, aider à organiser, devenir actionnaire dans aucune telle compagnie, recevoir en paiement de ses services dans l'organisation de ces compagnies des actions, obligations et titres d'une ou plusieurs telles compagnies, acheter les actions, obligations et titres d'une ou plusieurs telles compagnies, les détenir, vendre, nantir, réémettre avec ou sans garantie, et autrement en trafiquer et disposer;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature, aucune propriété de la compagnie, et particulièrement les actions, obligations, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie, appartenant à la corporation ou dont cette dernière peut disposer;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change et d'autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, bons ou autres obligations d'aucune autre corporation dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent

of merchantable commodities and products of every kind and description not prohibited by law;

To establish, operate and conduct shops and warehouses for the sale of all the articles manufactured and dealt in by the company and any other goods, wares or merchandise which may be advantageously dealt in, in connection therewith;

To carry on any other business of the same or a similar nature which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance or render more profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property or any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, or any part thereof;

To issue shares, debenture stock, debentures, bonds and other securities of the company for cash, or, after being previously made paid-up, in payment or in part payment of any property, rights and easements which may be acquired by the company, and for any services rendered and work done for the company and in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, joint adventure, reciprocal concession or, otherwise with any person or company carrying on or about to carry on any business similar to that of the company hereby incorporated, and to promote or assist in promoting and to become a shareholder in any such company, and to receive in payment for its services in promoting such company or companies the shares, bonds and securities of any such company or companies, and to purchase the shares, bonds and securities of any such company or companies, and to hold, sell, pledge, re-issue with or without guarantee and otherwise deal in and deal with the same;

To invest the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures or securities in any other company belonging to the company, or which the company has power to dispose of;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other corporation having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental

ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Johnson & Lamarre, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2005

C.-J. SIMARD.

or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Johnson & Lamarre, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of April, 1922.

C. J. SIMARD,

2006

Assistant Provincial Secretary.

"Côté, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Edgar Côté, commis, Georges-Henri Lavoie, négociant, de la ville de Bagotville, et Raymond Belleau, notaire, de la ville de Chicoutimi, dans les buts suivants;

Faire en gros et en détail le commerce général de tous effets et marchandises de quelque nature et description que ce soit, et plus spécialement faire les opérations d'un magasin à rayons et faire le commerce d'épicerie, de nouveautés, de farine, grains, provisions, produits de la ferme, aliments et denrées alimentaires de toutes sortes, et exercer et exploiter toute industrie pour la préparation et la fabrication desdits effets et marchandises;

Importer, exporter, fabriquer, produire, acheter, vendre et échanger tous produits, marchandises, articles et effets se rapportant auxdits commerces, ainsi que toutes matières premières qui peuvent y être requises ou s'y attacher;

Agir comme agents de manufacturiers, de producteurs et de commerçants en semblables matières;

Accepter, posséder, exploiter, louer, échanger, vendre et aliéner des propriétés mobilières et immobilières nécessaires ou utiles à aucune des fins de la compagnie ou pour recouvrer des créances, ou pour en faciliter et assurer le recouvrement; accepter et recevoir des immeubles et des hypothèques en paiement ou en garantie de dettes existantes; et prendre, acquérir, détenir, échanger, vendre et aliéner des biens de toute nature, réels ou personnels, dans le cours de son commerce et dans l'exploitation de son entreprise;

Faire toute convention et conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts et des entreprises, la concession réciproque ou la coopération, avec toutes personnes, sociétés, compagnies, corporations ou associations engagées ou sur le point de s'engager dans un commerce ou dans une industrie que la présente compagnie est elle-même autorisée à exercer, ou dans quelque entreprise utile à la réalisation des objets de la présente compagnie ou s'y rattachant;

Acquérir, posséder, vendre et céder des actions, obligations, bons, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation exerçant une industrie ou un commerce de même nature ou s'y rattachant;

Employer ses fonds, en tout ou en partie, pour l'achat d'actions d'autres compagnies ou corporations, les placer sur toutes espèces de valeurs, personnelles ou réelles, obligations, bons, débetures, actions, hypothèques ou autres garanties

"Côté, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1922, incorporating: Edgar Côté, clerk, Georges Henri Lavoie, merchant, of the town of Bagotville, and Raymond Belleau, notary, of the town of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on wholesale and retail the business of general merchants of goods and merchandise of every nature and description whatever, and more especially to operate a departmental store and to deal in dry-goods, flour, grain, provisions, farm produce, eatables and foodstuffs of every kind, and to carry on and exploit any industry for the preparation and manufacture of the said goods and merchandise;

To import, export, manufacture, produce, buy, sell and exchange any products, merchandise, goods and wares incidental to the said businesses, as well as the raw materials required therefor and incidental thereto;

To act as agents, for manufacturers, producers and dealers in similar goods;

To accept, possess, exploit, lease, exchange, sell and alienate the moveable and immoveable property necessary or useful for any of the company's purposes or the collection of claims, or to facilitate and assure the collection thereof; accept and receive immoveables and hypothecs in payment of or as the security for existing debts; and to take, acquire, hold, exchange, sell and alienate property of any nature, real or personal, in the course of its business and in the exploitation of its undertaking;

To enter into any agreement or arrangement for sharing of profits, union of interests and undertakings, reciprocal concession or co-operation, with any persons, partnerships, companies, corporations or associations engaged or about to engage in any trade or business which the present company is authorized to carry on, or in any undertaking conducive or incidental to the attainment of the objects of the present company;

To acquire, possess, sell and assign shares, bonds, obligations, debentures or other securities of any other company or corporation carrying on a trade or business of a like nature or incidental thereto;

To apply the whole or part of its funds to the purchase of shares of other companies or corporations, invest its moneys in all kind of securities, personal or real, obligations, bonds, debentures, shares, hypothecs or other securities, in such

de la manière et aux conditions qui seront déterminées par le bureau de direction;

Faire toutes choses se rapportant à l'entreprise de la compagnie, à l'exercice de son commerce et à la réalisation de ses objets, et exercer toute industrie et tout commerce susceptible d'être exercés conjointement avec ceux mentionnés ci-dessus;

S'associer ou se fusionner avec toutes compagnies ayant des objets en totalité ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, et acquérir par achat, bail ou autrement la propriété, les franchises, l'entreprise et l'industrie de toute corporation et en assurer les obligations, et les payer en totalité ou en partie en argent, actions, obligations et autres valeurs de la présente compagnie;

Vendre, céder et aliéner ses franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges, et pouvoirs possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou toute partie d'icelle à toute personne ou personnes, compagnie ou compagnies pour tels prix et considérations et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenables, et particulièrement pour les actions, soit privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies;

Faire toutes choses pertinentes à aider à l'accomplissement des objets ci-dessus, sous le nom de "Côté, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Bagotville, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2019

C.-J. SIMARD.

"Unic Electric Heating, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Georges Mayrand, notaire, demeurant au No 1323, rue Delorimier, Honoré Mayrand, employé civil, demeurant au No 1079, rue Delorimier Paul Thiernes, agent importateur, demeurant au No 982, rue Cartier, Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de métaux en général, bruts ou manufacturés, les exporter et les importer;

Construire et exploiter:

(a) Des ateliers pour la fonderie générale et la purification des métaux;

(b) Des ateliers mécaniques pour la construction générale et la confection de machines de toutes espèces;

(c) Des barrages, des écluses de cours d'eau ou autres;

(d) Des pouvoirs hydrauliques, à vapeur, à l'électricité ou à tout autre produit explosif pour la production de la force motrice directe, de l'électricité et de son transport à distance par câble pour la force motrice et la lumière, dans le district de Montréal pour la fabrication et dans tous les comtés de la province pour faire le commerce;

(e) Des plants complets pour la fabrication de la glace et la réfrigération;

(f) Des garages pour automobiles, voitures, matériaux, yachts et autres de ce genre;

manner and on such conditions as may be determined by the board of directors;

To do all things incidental to the undertaking of the company, the carrying on of its business and the attainment of its objects, and to carry on any trade of business capable of being carried on in conjunction with those mentioned above;

To enter into partnership or amalgamate with any companies having objects in whole or in part similar to those of the present company, and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchises, undertakings and business of any corporation and to guarantee the liabilities thereof, and to pay for the above in whole or in part in cash, shares, bonds and other securities of the present company;

To sell, assign and alienate its franchises and any or the whole of the rights, privileges and powers possessed by the company as well as its undertakings or any part thereof to any person or persons, company or companies for such price and consideration it may think expedient, and particularly for the shares, either preferred or common, bonds, obligations or other securities of such companies;

To do all things conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Côté, Limitée" with a total capital stock of ninety nine thousand (\$99,000.00) dollars, divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Bagotville, in the district of Chicoutimi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,

2620

Assistant Provincial Secretary.

"Unic Electric Heating, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of April, 1922, incorporating: Georges Mayrand, notary, Honoré Mayrand, civil employee, Paul Thiernes, importing agent, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To generally deal in metals, coarse or manufactured, export and import the same;

To construct and operate:

(a) Shops for the general smelting and refining of metals;

(b) Machine shops for the general construction and making of machinery of every kind;

(c) Dams and locks on water courses and other streams;

(d) Hydraulic, steam, electric or any other producing power plants for the production of electric motive power and the transmission of the same by cable for motive power, and light in the district of Montreal for manufacturing purposes and in all the counties of the Province for commercial purposes;

(e) Complete ice-making and refrigerating plants;

(f) Garages for automobiles, carriages, materials and yachts and other like stores;

(g) Manufacturer des moteurs à l'électricité, à l'huile, à gazoline, réchauds à vapeur, à l'eau chaude;

(h) Manufacture des machineries de toutes sortes pour la marine;

(i) Acquérir par achat aucun brevet d'invention pour réchauffer l'eau et la vapeur (heaters) et autres brevets; aliéner ces brevets d'invention en tout ou en partie, ainsi que le droit de fabriquer les plans;

Exercer tous pouvoirs généraux pour l'industrie de la fabrication, réparations et trafic des articles métalliques de toutes sortes;

Faire en gros et en détail le commerce d'engins, moteurs, machineries, outillages, ustensils de toutes descriptions, et accessoires, tant comme importateurs que comme exportateurs;

Acheter, importer, exporter, assembler, réparer, manufacturer, louer et vendre tous tels effets et autres connexes en métal, métalloyé, bois, cuivre, laine, coton ou produits similaires, ou connexes, ainsi que tous effets de sellerie, savonnerie, peinture, teinture, vernis et autres composés et composants;

D'agir comme courtiers et agents à commission pour la vente et l'achat de tels produits et accessoires;

Faire affaires comme marchands généraux et importer, exporter, acheter ou vendre, échanger tous produits pouvant faire l'objet de ce commerce, au besoin fabriquer tels produits;

Acquérir par achat, bail ou autrement le commerce, la propriété mobilière ou immobilière, l'actif, l'achalandage, les droits, privilèges et contrats de toutes entreprises exerçant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie, et faire le paiement de ces acquisitions en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie, ou partie en argent et partie en actions ou autrement;

Exercer tous industries et commerces susceptibles d'être exercé conjointement avec ce qui fait l'objet principal de la compagnie ou de nature à aider directement ou indirectement la compagnie dans l'accomplissement de ses objets principaux;

Employer en tout ou en partie ses fonds pour l'achat d'actions du capital d'autres compagnies;

Faire tout ce qui est nécessaire, utile ou approprié à la réalisation des objets ou à l'obtention des fins sus-mentionnées, sous le nom de "Unic Electric Heating, Limited", avec un capital total de cent quarante-neuf mille piastres (\$149,000.00), divisé en quatorze cent quatre-vingt-dix (1490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2023 C.-J. SIMARD.

"Tourist Inn, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 25 avril 1922, constituant en corporation : Joseph Roy, chauffeur, Joseph-Placide Lymburner, industriel, Charles-Edouard Lymburner,

(g) Manufacture electric, oil and gasoline motors, steam and hot water heaters;

(h) Manufacture general marine machinery;

(i) Acquire by purchase any patents for water and steam heaters and other patents; alienate any patents in whole or in part as well as the right to manufacture the plans thereof;

To exercise any general powers for the manufacturing, repairing and dealing in of metal goods of every kind;

To deal wholesale and retail in engines, materials, machinery, equipment, utensils of every description and the accessories thereof both as importers and exporters;

To buy, import, export, assemble, repair, manufacture, lease and sell any such goods and other germane goods in metal, metalloid, wood, copper, wool, cotton or similar or germane products as well as saddlery, soap, paint, dye, varnish and other compounds and components thereof;

To act as brokers and commission agents for the sale and purchase of such products and accessories;

To carry on the business of general merchants and to import, export, buy or sell, exchange any products capable of being dealt in and when required to manufacture such products;

To acquire by purchase, lease or otherwise the business, property, moveable or immovable, assets and goodwill, rights, privileges, and contracts of any undertakings carrying on a business similar in whole or in part to that of the present company, and to pay for the above acquisitions in cash or in bonds or in paid up shares of the company or partly in cash and partly in shares or otherwise;

To carry on any businesses or and trades capable of being carried on in connection with the main object of the company or which may seem directly or indirectly calculated to assist the company in the attainment of its main objects;

To apply the whole or part of its funds to the purchase of shares of the capital stock of other companies;

To do everything necessary, useful or expedient for the accomplishment of the objects or the attainment of the aforementioned purposes, under the name of "Unic Electric Heating, Limited", with a total capital stock of one hundred and forty nine thousand (\$149,000.00), dollars, divided into one thousand four hundred and ninety (1490) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1922.

C. J. SIMARD,
2024 Assistant Provincial Secretary.

"Tourist Inn, Limited".

Notice is hereby given that under the Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th of April, 1922, incorporating : Joseph Roy, chauffeur, Joseph-Placide Lymburner, manufacturer, Charles Edouard Lymburner, accountant. all

comptable, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants ;

Exercer en général dans toutes ses branches, le commerce d'hôtelier et de restaurateur, et faire toutes autres affaires se rapportant à tel commerce, tels que installation de cirage de chaussure, salon de coiffure, salle de billards et de pool, dépôt de journaux, et publications périodiques, magasins de cigars, cigarettes, salle à manger, exploitation de permis pour la vente de vins, bière et liqueurs, suivant la loi ;

Acquérir par voie d'achat, d'échange ou autrement tout autre commerce similaires, et payer en argent, obligations ou actions de la compagnie ;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement tous biens mobiliers ou immobiliers, et les payer en argent, actions ou obligations de la compagnie ;

Vendre, échanger, louer, aliéner toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières ; construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, restaurants ou autres immeubles nécessaires à la compagnie ;

Acheter, posséder, vendre, céder des actions, obligations ou autres valeurs, de toute autre corporation similaire ;

Se fusionner avec toute autre compagnie similaire ;

Rémunérer aux moyens d'actions libérées, les services rendus par toute personne, ou corporation en rapport avec les affaires de la compagnie ;

Faire toutes autres opérations nécessaires ou utiles, aux fins pour lesquelles la compagnie est incorporée, sous le nom de "Tourist Inn, Limited". Le capital-actions de la compagnie est divisé en deux cents actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de mille piastres.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'avril, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2025 C.-J. SIMARD.

"Blauer Bros., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mai 1922, constituant en corporation : Henry Keene Symonds Hemming, comptable, 24 rue Durocher, Henry Thompson Heselton, secrétaire, 332 2ème Ave, Verdun, tous de Montréal, Greta Ethel Dougall, fille majeure, comptable, 1098 Greene Ave, Westmount, aux fins suivantes :

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter ou autrement faire commerce de hardes pour hommes, femmes et enfants, soit en gros soit au détail ;

Manufacturer les marchandises et articles dont la compagnie peut se servir ou trafiquer ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret et autres renseignements relatifs à toutes inventions propres à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement, de profiter à la compagnie et utiliser, exercer, déve-

three of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on generally and in all its branches the business of hotel-keepers and restaurateurs, and to carry on any other business incidental thereto such as shoe shines, barber shops, billiard and pool rooms, new stands cigar and cigarettes stores, dining rooms, the exploitation of a license for the sale of wine, beer and liquor, according to law ;

To acquire by way of purchase, exchange or otherwise any other similar business and to pay for the same in cash, bonds, shares of the company ;

To buy or otherwise acquire and possess by lease or otherwise any moveable or immovable property and to pay for the same in cash, shares or bonds of the company ;

To sell, exchange, lease, alienate all or any of the moveable or immovable property of the company ; construct, maintain and operate upon any lands acquired or possessed by the company, hotels, restaurants and other immovables necessary for the company ;

To buy, possess, sell, assign shares, bonds or other securities of any other similar company ;

To amalgamate with any other similar company ;

To remunerate with paid up shares, the services rendered by any person or corporation in connection with the company's business ;

To carry on any other transactions necessary or useful for the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Tourist Inn, Limited". The capital stock of the company is divided into two hundred shares of no nominal or par value and the amount of capital with which the company shall commence its operations is one thousand dollars.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary this twenty fifth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
2026 Assistant Provincial Secretary.

"Blauer Bros., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st May 1922, incorporating: Henry Keene Symonds Hemming, accountant, 24 Durocher street, Henry Thompson Heselton, secretary, 332 2nd Ave, Verdun, both of Montreal, Greta Ethel Dougall, spinster, accountant, 1098 Greene Ave, Westmount, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell, import, export or otherwise deal, in all kinds of clothing for wear by men, women and children, either at wholesale or retail ;

To manufacture such merchandise and articles as the company may have use for, or trade in ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant

lopper et accorder des permis y relatifs, faire valoir les biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce de la propriété, du passif d'aucune personne, ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de la compagnie;

Acquérir par achat, échange ou autrement du terrain, des bâtisses ou autres immeubles dans la province de Québec, les bâtir, développer, améliorer, louer, vendre, grever ou autrement aliéner et en disposer;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, et spécialement pour des actions, privilégiées ou ordinaires, débiteures ou obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation;

Exercer aucune industrie manufacturière ou autre que la compagnie croira propre à être avantageusement exercée en rapport avec la susmentionnée ou aucune partie d'icelle, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens et droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, aussi les vendre, détenir, rémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Souscrire ou autrement acquérir, détenir, vendre et autrement aliéner des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Conclure avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et d'obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir et exécuter, exercer, et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds et commodités propres à profiter aux employés et aux ex-employés de la compagnie, à ses prédécesseurs en affaires, aux dépendants ou parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations faire des paiements d'assurance, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables ou de bienveillance, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité publique ou générale;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui paraîtra propre, directement ou indirectement, à profiter à la compagnie;

licenses in respect of or other wise turn to account the property, rights, or information so acquired.

To acquire or undertake the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To acquire by purchase or exchange or otherwise any land, buildings, or other immoveable property in the Province of Quebec, and to build on same, develop, improve, lease, sell, hypothecate or otherwise deal with or dispose of the same;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may see fit, in particular for shares, preferred or common, or bonds or other security in any other company, the objects of which are altogether or partly similar to those of the present company;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with this business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To enter into partnership, or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, firm or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business, or transaction which the company is authorized to carry on or engage in any business, or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, firm or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such person, firm or company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal with the same.

To take or otherwise acquire, hold, sell and otherwise dispose of shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company

To enter into any arrangement with any authorities municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authorities any rights, privileges and concessions which the company think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences, calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibitions, or for any public, general or useful objects

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liability of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce et spécialement des machines, un outillage, un assortiment;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, fabriques, entrepôts, ateliers, magasins et autres structures et commodités que la compagnie croira susceptibles directement ou indirectement de procurer les intérêts de la compagnie, aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre, louer, ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, mandataires, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie d'aucune procédure ou action;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en rela-

To purchase, take on lease or exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular any land, building, easements, machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve maintain, work, manage, carry out, or control any roads, wharves, bridges, reservoirs, watercourses, ways, manufactories, warehouses, shops, stores and other works, and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments

To sell, lease, or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books or periodicals, and by granting prizes, awards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To any or all of the above things as principals, factors, agents, brokers, commission agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority, or any corporation, or other public body, may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets, to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognised in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To raise and to assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or bond, debentures or other securities or otherwise, any other company and corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by other person or persons with whom the company may have business relations, under the na-

tions d'affaires, sous le nom de "Blauer Bros. Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20 000.00) divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mai 1922.

2041 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

"Bouret, Limitée",

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Jean-Marie Guérard, avocat, 81 d'Artigny, Joseph-Télesphore Bisson, négociant, 32 rue du Pont, et Wilfrid Bolduc, notaire, 268 Saint-Cyrille tous trois de la cité de Québec;

Comme principal ou agent, entrepreneurs généraux, ou sous-entrepreneurs et en toutes autres qualités ou titres;

Se livrer aux opérations de construction de toute manière et d'entreprise de toute catégorie et description;

Faire soit par soumission, à forfait, à la pièce, ou à la journée ou de toutes manières autrement, toutes les constructions de fer, d'acier, de pierre, de ciment, de béton, de bois, de terre, de macadam, et généralement toutes constructions d'ordre privé ou public, de tous genres et de toutes espèces;

Acquérir de toute manière, posséder, détenir, développer, exploiter, vendre et autrement disposer, de carrière, gisements de sable, et de gravier, de mines et de terrains métalliques, acquérir et vendre de la pierre, du sable, ciment, minéraux, métaux;

Acheter, louer, détenir, acquérir, vendre tous commerces, de même nature que celui exercé par la compagnie;

Acheter, louer, posséder, ou autrement acquérir tous meubles ou immeubles appartenant à des corporations ou compagnies quelconques ou à toutes personnes ou individus;

Faire le commerce d'immeubles sous toutes ses formes et en transiger;

Généralement faire tous ce qui se rapporte directement ou indirectement aux objets ci-dessus mentionnés, sous le nom de "Bouret, Limitée" avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1922.

2027 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

**"La Compagnie de Charbon Scranton, Limitée—
The Scranton Coal Company, Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 24 avril 1922, constituant en corporation: Arthur Lacoste, négociant, Joseph-Emile Côté, comptable, de la cité de Montréal, et Paul Lacoste, avocat et conseil du Roi, de la cité d'Outremont dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme marchands en gros et en détail, importateurs, exportateurs

me of "Blauer Bros. Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars \$20,000.00, divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of May, 1922.

2042 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Bouret, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of April, 1922, incorporating: Jean Marie Guérard, advocate, Joseph Télesphore Bisson, merchant, and Wilfrid Bolduc, notary, all three of the city of Quebec, for the following purposes:

As principal or agent, general contractors or sub-contractors, and in any other quality or title;

To carry on a general construction and contracting business in all branches thereof;

To do by tender, the job, piece or day work or in any other manner, all construction work in iron, steel, stone, cement, concrete, wood, earth, macadam, and generally all private or public construction work of every kind and class;

To acquire in any manner, possess, hold, develop, exploit, sell and otherwise dispose of quarries, sand and gravel pits, mines and mineral lands, acquire and sell stone, sand, cement, minerals and metals;

To buy, lease, hold, acquire, sell any businesses of a like nature to that carried on by the company;

To buy, hold, possess or otherwise acquire any moveables or immoveables belonging to any corporations or companies whatsoever and any persons or individuals;

To deal and trade in real estate under all forms;

Generally to do everything directly or indirectly connected with the above mentioned objects, under the name of "Bouret, Limited", with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial secretary, this twenty fifth day of April, 1922.

2028 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

**"La Compagnie de Charbon Scranton, Limitée—
The Scranton Coal Company, Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of April, 1922, incorporating: Arthur Lacoste, merchant, Joseph-Emile Côté, accountant, of the city of Montreal, and Paul Lacoste, advocate and King's Counsel, of the city of Outremont, for the following purposes:

To carry on the trade and business of wholesale and retail merchants, importers, exporters

tateurs et négociants généralement, soit comme principal ou comme agent ; et à cette fin, manufacturer, acheter et vendre les objets et produits suivants : à savoir, charbon, coke, huile, gazoline, bois et combustibles de toute nature, grain, foin, paille, engrais, produits de ferme, fournitures d'écurie, toutes espèces de remèdes pour animaux et tous autres effets ou produits de quelque nature qu'ils soient, pouvant se rattacher d'une façon quelconque à ceux ci-haut mentionnés ;

Faire le commerce des objets ci-haut mentionnés, comme agents, courtiers, mandataires et consignataires de toute manière quelconque ;

Manufacturer, fabriquer et exercer l'industrie et le commerce de tous accessoires ou incidents aux objets et fins de la compagnie, et plus spécialement du charbon de bois ;

Exercer tous autres commerces et industries que la compagnie jugera convenable d'exercer ou d'entreprendre, par rapport au commerce et aux fins de la compagnie ou qui paraîtront être de nature à favoriser les objets et fins de la compagnie ;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement posséder, détenir, améliorer, utiliser et exploiter toute propriété, terre, ferme, droits, privilèges, concessions, tourbières, terres boisées, permis ou licences forestières, lots de grève, chutes d'eau, droits de prise d'eau, pouvoirs et droits hydrauliques et intérêts dans iceux et droits mobiliers de quelque nature que ce soit, pouvant être utiles à la compagnie en rapport avec aucunes de ses fins et objets ; et à cet effet, y entreprendre, maintenir et exercer toute exploitation et faire tout ce qui peut-être jugé utile ou nécessaire en rapport avec telle exploitation ;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement et détenir la totalité ou aucune partie, y compris l'achalandage de l'entreprise, affaires, propriétés, biens ou engagements de toute personne, société ou compagnie, des actions, obligations, débiteures, stock ou autres valeurs d'aucune autre compagnie exerçant en toute ou en partie une industrie similaire à celle que la compagnie est autorisée à exercer ;

Vendre, louer, échanger ou trafiquer de tous ou partie des biens, propriétés, droits ou entreprises de la compagnie, pour telle compensation et à tels termes et conditions que la compagnie jugera bon, et en particulier par des actions, obligations, débiteures, actions-débiteures et autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ;

Acquérir, prendre à bail ou exploiter des immeubles sous quelque forme que ce soit ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, concessions et autres choses semblables conférant des droits exclusifs, non exclusifs ou limités, ou tout secret ou autre connaissance se rapportant à toute invention qui semblerait de nature à pouvoir être employée pour les fins de cette compagnie, ou dont l'acquisition semblerait, directement ou indirectement avantageuse pour cette compagnie, et employer, utiliser, développer ou octroyer des licences relativement aux biens, droits et informations ainsi acquis ou autrement les faire valoir ;

S'associer ou conclure des arrangements au sujet du partage des profits, de la réunion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant une entreprise ou transaction, ou engagée ou se proposant d'exercer ou de s'engager dans une entreprise ou transaction que la présente compagnie est auto-

and traders generally, either as principal or agent, and to that end to manufacture, buy and sell the following goods and articles, namely: coal, coke, oil gasoline, wood and fuel of every kind, grain, hay, straw, fertilizers, farm produce, stable supplies, all kinds of stock remedies, and any other goods or products of any nature whatsoever in any way whatever incidental to those above mentioned ;

To deal in the above mentioned goods as agents brokers, factors and consignors in any manner whatever ;

To manufacture, fabricate and carry on the trade and business of all accessories or goods incidental to the objects and purposes of the company, and more particularly charcoal ;

To carry on any other trades and businesses which may appear to the company capable of being conveniently carried on or undertaken in connection with the business and purposes of the company, or which may seem calculated to promote the objects and purposes of the company ;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, possess, hold, improve, utilize and exploit any property, land, farm, rights, privileges, concessions, peat bogs, wooded lands, timber permits or licenses, water lots, water falls, rights to water intakes, water powers and rights and interests therein and moveable rights of any nature whatsoever capable of being useful to the company in connection with any of its purposes and objects ; and to that end to undertake, maintain and exercise any works and do everything deemed useful or necessary in connection with such exploitation ;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise and to hold the whole or any part, including the goodwill of the undertaking, business, property, assets and liabilities of any person, partnership or company, the shares, bonds, debentures, stock of other securities of any other company carrying on in whole or in part a business similar to that which the company is authorized to carry on ;

To sell, lease, exchange or trade in the whole or part of the assets, property, rights or undertakings of the company for such consideration and on such terms and conditions as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures, debenture-stock and other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company ;

To acquire, take on lease or exploit immovables in any form whatsoever ;

To apply for, buy or otherwise acquire any patents, concessions, and the like conferring exclusive, non-exclusive or limited rights, or any secret or other informations as to any invention capable of being used for the company's purposes, or the acquisition of which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to use, utilize, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or informations so acquired ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on a business or transaction or engaged in or about to engage in any business or transaction that the present company is authorized to carry on or engage in, or any business or tran-

risée à exercer ou entreprendre, ou toute industrie ou transaction capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, en garantissant les contrats ou autrement l'assister, prendre ou autrement acquérir et détenir les actions ou valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, détenir ou rémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer ;

Conclure des arrangements avec toute autorité municipale, locale ou autres qui seront de nature à atteindre les objets de la compagnie ou chacun d'eux et obtenir de ces autorités tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter ou exercer tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions et s'y conformer ;

Vendre, améliorer, gérer, faire valoir, échanger, louer, exploiter, mettre en valeur toutes les propriétés mobilières et immobilières et tous les droits de la compagnie, ou autrement en disposer en tout ou en partie ;

Emettre et attribuer comme entièrement ou partiellement libérées des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie, en paiement total ou partiel ou en considération de toute dette ou obligation dues par la compagnie et en particulier en paiement ou en considération de tout bien ou droit achetés par la compagnie, ou de tout service rendu à la compagnie ou de tout travail fait pour elle, soit par les tiers, soit par les actionnaires, officiers ou employés de la compagnie, relativement au placement et à la vente des actions ou des obligations de la compagnie ou à toute autre chose ;

Prêter de l'argent ou des fonds à ses clients ou autres ayant des relations avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats ou obligations de toutes telles personnes ;

Fournir ou prélever ou aider à fournir ou à prélever des fonds ou contributions, de quelque façon que ce soit, et en particulier au moyen de bonis, prêts, endossements, garanties, promesses ou autrement pour aider les autres compagnies ou personnes ayant des relations d'affaires avec cette compagnie et garantir l'exécution de tous contrats et obligations pour toutes telles compagnies ou personnes ;

Etablir ou soutenir ou aider à l'établissement et au soutien d'associations, institutions, fonds de secours, fiducies et autres organisations dans le but de protéger ou secourir les employés ou anciens employés de la compagnie ou leurs parents relations et autres personnes qui en dépendent, et accorder aussi des pensions et allocations et verser des paiements pour fins d'assurance et souscrire de l'argent ou en garantir pour des fins charitables ou de bienfaisance ou pour toute exposition ou toute fin utile à l'intérêt public et général ;

Soutenir et promouvoir toute compagnie dans le but d'acquiescer les biens et dettes de la compagnie en tout ou en partie ou dans tout autre but qui peut paraître de nature, directement ou indirectement, à devoir bénéficier à la compagnie ;

Placer les fonds de la compagnie qui ne sont pas immédiatement nécessaires ou en disposer de la façon qui sera déterminée de temps à autre ;

Procurer à la compagnie son enregistrement ou sa reconnaissance dans tous pays étrangers et désigner et nommer toute personne ou plusieurs d'entre elles pour l'y représenter et en particulier pour recevoir signification de toute procédure ou action, le tout conformément aux lois du dit pays étranger ;

Employer les moyens jugés utiles pour faire

saction capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit the company, guarantee the contracts of or otherwise assist, take or otherwise and hold the shares or securities of any such company and to hold, sell or re-issue with or without warranty or otherwise dispose of the same ;

To enter into any arrangements with any authority, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from such authorities all the rights, privileges and concessions that the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To sell, improve, manage, render valuable, exchange, lease, exploit, turn to account all the moveable and immoveable properties and all the rights of the company, or otherwise dispose of the same in whole or in part ;

To issue and allot as fully or partly paid up, shares, bonds, debentures or other securities of the company in full or part payment or as the consideration for any debt or liability due by the company and in particular in payment of or as the consideration for any property or right bought by the company, or any service rendered to the company or any work done for the company, either by third parties or by the shareholders, officers or employees of the company, in or about the placing and sale of the shares or bonds of the company or for any other services ;

To lend or make advances of money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts and or obligations by any such persons ;

To supply or raise or assist in supplying or raising funds or contributions, in any way whatsoever, and in particular by way of bonus, loans, endorsements, guarantees, promises or otherwise, to assist other companies or persons having dealings with the company and to guarantee the performance of any contracts or obligations by any such companies or persons ;

To establish or support or aid in the establishment or support of associations, institutions, assistance funds, trusts and other conveniences calculated to protect or assist the employees or ex-employees of the company, the dependants or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent purposes or for any exhibition or for any useful public and general object ;

To assist and promote any company for the purpose of acquiring the property and liabilities of the company, in whole or in part, or for any other purpose that may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To invest and deal with the funds of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate and name any person or persons to represent the company therein and in particular to accept the service of any suit or action, according to the laws of such foreign country ;

To adopt such means of making known the pro-

connaître les produits de la compagnie et en particulier l'annonce dans les journaux, les circulaires, l'achat et l'exposition de travaux d'art ou d'intérêt pour la compagnie, la publication de livres et périodiques et l'allocation de prix, dons et récompenses;

Faire toutes les choses ci-dessus mentionnées ou chacune d'elles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, soit seul ou conjointement avec d'autres;

Faire toute autre chose qui semblera nécessaire pour atteindre les objets ci-dessus, sous le nom de "La Compagnie de Charbon Scranton, Limitée—The Scranton Coal, Company Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal,

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2045

C.-J. SIMARD.

ducts of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, the purchases and exhibition of works of art or interest for the company, the publication of books and periodicals and the granting of prizes, awards and donations;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as may seem conducive to the attainment of the above objects, under the name of "La Compagnie de Charbon Scranton, Limitée—The Scranton Coal Company, Limited" with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into four hundred (400) shares of fifty (\$50.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Tourist Guide & Information Bureau, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 26 avril 1922, constituant en corporation : Arthur Thomas Rogers, Georges Herbert Loader, pourvoyeurs et John Joseph McElhew, electricien, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Tenir un office de renseignements, de secours et de régie des touristes et voyageurs, faire aussi toutes choses connexes et aucune d'icelles ;

Imprimer, publier, contrôler, gérer et vendre des papiers-nouvelles, journaux, guides, livres de publicité, mappes, cartes, gravures et illustrés, et faire affaire comme imprimeurs, relieurs, papetiers, artistes et éditeurs ;

Acheter et vendre de l'espace ou des privilèges de publicité, acquérir et exploiter des franchises pour annoncer, acheter ou vendre les privilèges de publicité, et généralement se livrer aux opérations générales de publicité ;

Tenir un office de placement, faire tous actes et choses nécessaires s'y rapportant ;

Exercer aucun autre commerce manufacturé ou non propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la corporation ou de les rendre profitables ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce de la propriété ou du passif d'aucune personne ou compagnie qui exerce aucun commerce que la corporation est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, licences, concession et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret, ou autre renseignement relatif à aucune invention qui semblera propre à servir à aucun des objets de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie ; aussi utiliser, exercer, dévelop-

"Montreal Tourist Guide & Information Bureau, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the 26th April, 1922 incorporating : Arthur Thomas Rogers, George Herbert Loader, caterers, and John Joseph McElhew, electrician, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on a bureau for the help, guidance and information of tourists and travellers and to do any and all things in connection therewith ;

To print, publish, control, conduct, and sell newspapers, journals, guide books, books of advertisement, maps, charts, pictures and illustrations, and to carry on the business of printers, binders, stationers, designers and publishers ;

To buy and sell advertising space or privileges and to acquire and operate franchises for the purposes of advertising or for the buying or selling of advertising privileges and generally to carry on a general advertising business ;

To carry on an employment agency and to do all acts and things necessary in connection therewith ;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on a connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company. and to use, exercise, develop or grant licenses in

per, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires, que la compagnie est autorisée propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, aussi souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier ;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation, ou qui exerce une industrie susceptible d'être exercée de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ; aussi les vendre, transférer absolument et fiduciairement, les réémettre, ou autrement en disposer ;

Conclure, aussi avec aucunes autorités, municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à l'un d'eux et d'obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir ; et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Fonder et sustenter, aider, à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds, fiducies et commodités propres à profiter aux employés, ou ex-employés de la compagnie à ses prédecesseurs en affaires, aux dépendants ou parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurance et souscrire ou garantir des deniers, pour fins charitables ou bienveillantes, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité publique générale ;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toute autre fin de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou acquérir autrement toute affaire ou biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier des machineries, outillage et fonds de commerce ;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucunes telles personnes ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, et spécialement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ;

Adopter pour faire connaître, les produits de la compagnie, les moyens qui paraîtront avan-

respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same.

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, notwithstanding the provisions of section 44 of the said Act ;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit, employees or ex-employees of the company or its predecessors in business or the dependents or connections of such persons and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition or for any public, general or useful object ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant stock in trade ;

To lend money to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such persons ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To adopt such means of making known the products or the company as may seem expedient,

tageux, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt publication de livres et périodiques, octrois de prix, récompenses et dons.

Vendre améliorer, administrer, développer, échanger, louer hypothéquer, aliéner, faire valoir, ou autrement disposer de la totalité ou aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux agents, entrepreneurs, ou autres, et soit seuls et soit avec d'autres.

Faire toutes les choses qui se rattachent à la réalisation des objets précitées ou aucune d'icelles.

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de bon, prêt, promesse endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement aucune autre personne, société, compagnie ou corporation ou compagnie avec laquelle la compagnie peut se trouver en relations d'affaires, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation ou personne, sous le nom de "Montreal Tourist Guide & Information Bureau, Incorporated", avec un fonds social total de six mille piastres (\$6,000.00), divisé en soixante (60) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal,

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2043

C.-J. SIMARD.

"Joslins, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mai 1922, constituant en corporation: James Graham, William Graham, épiciers, Philipp John Amy, gérant, de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Acheter, vendre, fabriquer, trafiquer du sucre, de la fleur et de denrées alimentaires similaires, ainsi que de tous articles ou des choses qui en sont faites, comme du papier ou autres récipients nécessaires ou désirables, pour la production des bonbons et confiseries, biscuits et gâteaux;

Acquérir, détenir, vendre ou aliéner aucune propriété foncière extimée nécessaire ou désirable pour les fins du commerce, de même que l'outillage employé dans l'exploitation de ce commerce.

S'amalgamer avec, acquérir aucun commerce semblable, en contrôler le capital, le payer en argent ou avec des actions libérées du fonds social et spécialement acquérir le commerce actuellement exercé au No. 107 de l'avenue Fairmount, à Montréal, par James Graham, à titre d'affaire exploiter, et le payer en parts acquittées de la présente compagnie, sous le nom de "Joslins, Limited", avec un fonds social total de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2047

C.-J. SIMARD.

and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation or by any other person or persons with whom the company may have business realtions under the name of "Montreal Tourist Guide & Information Bureau, Incorporated", with a total capital stock of six thousand dollars (\$6,000.00), divided into sixty (60) shares of one hundred dollars (\$100.00) each

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of April, 1922.

C.-J. SIMART,

2044

Assistant Provincial Secretary.

"Joslins, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1922, incorporating: James Graham, William Graham, grocers, Philip John Amy manager of the city of Montreal, for the following purposes :

Buy, sell, manufacture, trade in sugar, flour and like food stuffs and all articles or things produced therefrom as well as the paper or other containers necessary or desirable, for the production of candy and confectionery, biscuits and cakes;

To acquire, hold, sell or alienate any real property deemed necessary or desirable for the purposes of the business, as well as all or any equipment used in the conduct of such a business;

To amalgamate with or acquire any similar business, or control of the capital thereof, paying for same in cash or with paid up shares of the capital stock and especially to acquire the business now carried on at No. 107 Fairmount Avenue, Montreal, by James Graham, as a going concern, and paying therefor with the paid up capital stock of this company, under the name of "Joslins, Limited", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,

2048

Assistant Provincial Secretary.

**"The Reliable Skirt Mfg. Company,
Incorporated"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'avril 1922, constituant en corporation : Harris Wetstein, comptable, Samuel Abraham Mendelssohn, courtier en douanes, tous deux de Westmount; Stanley James Bye, comptable, Jacob Torchin, et Harry Schwartz, tailleurs, tous trois de la cité de Montréal, aux fins suivantes :

Faire affaires comme manufacturiers et marchands de vêtements de toute espèce pour femmes et enfants; faire le commerce des nouveautés, soies, lainages, satins, garnitures, cotonnades et tissus généralement; faire affaires comme tailleurs habilleurs, et drapiers;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Réaliser tous les objets précédents ou aucuns d'iceux comme principaux ou agents, en société ou conjointement avec aucune autre personne, firme, association ou compagnie;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie de commerce, de la propriété mobilière ou immobilière du passif d'aucune personne, ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la présente compagnie et émettre des actions libérées et non sujettes à appel, des obligations ou des débetures;

Conclure une ou plusieurs arrangements relatifs au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, aux concessions réciproques ou à la coopération avec aucune personne, compagnie ou association constituée ou à être constituée, exerçant ou ayant l'intention d'exercer aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce ou genre d'affaires indispensable ou se rattachant à la réalisation des objets de la présente compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "The Reliable Skirt Mfg. Company, Incorporated", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2049 C.-J. SIMARD.

**"The Reliable Skirt Mfg. Company,
Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of April, 1922, incorporating: Harris Wetstein, accountant, Samuel Abraham Mendelssohn, custom broker, both of the city of Westmount; Stanley James Bye, accountant Jacob Torchin, and Harry Schwartz, tailors, all three of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers of and dealers in women's and children's clothing of every kind and description; to deal in dry goods, silks, woollens, satins, trimmings, cotton goods, and textiles generally; and to carry on the business of tailors, outfitters and clothiers;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render more profitable any of the company's properties or rights;

To carry out all or any of the foregoing objects as principals, or agents, or in partnership or in conjunction with any other person, firm, association, or company;

To acquire or undertake the whole, or part of the business, property, either moveable or immovable, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of any property suitable for the purposes of the company; and to issue paid-up and non assessable shares, bonds or debentures in payment therefor;

To enter into any agreement or arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions, or co-operation with any person, company or association, formed or to be formed carrying on or about to carry on any business which this company is authorized to carry on, or any business or transaction necessary or incidental to the carrying out of the purposes of this company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Reliable Skirt Mfg. Company, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
2050 Assistant Provincial Secretary.

"The Nonpareil Political Club, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 1er mai 1922, constituant en corporation: Solomon Kupchick, John Siegel, Samuel Brownze, marchands, William Miller, gérant, et Hyman Miller, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Former une association ou un club d'amusements physiques et mentaux, avec pouvoir de

"The Nonpareil Political Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1922, incorporating: Solomon Kupchick, John Siegel, Samuel Brownze, merchants, William Miller, manager, and Hyman Miller, book-keeper, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To form an association or club for recreation and amusement of both body and mind and ha-

détenir une licence ou des permis de vente de bières et vins; en vertu des dispositions de la Loi des Liqueurs alcooliques de la province de Québec et des amendements en tout temps apportés à la dite loi;

Assumer, comme affaire active, l'exploitation d'aucun autre club dont les objets sont semblables à ceux de la présente corporation, et la payer en actions du capital;

Détenir des actions d'aucune autre compagnie, d'aucun autre club dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux du présent club;

Faire, acheter, louer, hypothéquer ou aliéner les biens-fonds nécessaires aux fins du club ou pour aucun autre objet;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter des billets promissaires, lettres de change, et autres instruments négociables;

Charger des droits d'entrée, des mensualités, ou d'autres redevances aux membres, avoir pouvoir d'emprunter de l'argent aux membres ou d'autres personnes sur la garantie et aux conditions dont on conviendra de temps à autre;

Acquérir aucune propriété personnelle que ledit club croira désirable de posséder, revendre aussi la propriété personnelle qui ne sera pas nécessaire à ses fins; aussi négocier et arranger avec les conseils municipaux et les pouvoirs afin de se faire accorder les privilèges ou contrats de nature à promouvoir les intérêts du club;

Tenir, gérer un restaurant, une salle à diner, une salle à manger et de rafraichissements, au profit du club;

Posséder en sus le pouvoir de bâtir, promouvoir et tenir des jeux de quille, des salles de billards, des bains, des concours de lutte et de boxe au profit du club et de ses membres, et généralement faire ce qui paraît le plus propre à procurer les intérêts du club, avoir un local et d'autres commodités, et généralement donner aux membres et à leurs amis tous les privilèges, avantages, commodités, et le confort dans un club; et

Encourager l'étude des questions importantes politiques et sociales d'actualité, sous le nom de "The Nonpareil Political Club, Inc.," ac un fonds social de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2061

C.-J. SIMARD.

"Portland Ship Ceiling Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 1er mai 1922, constituant en corporation; Isidore Popliger, Max Liverman, avocats, Joseph Louis Racine, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaire comme arrimeurs, équipeurs de navires, voituriers, entrepreneurs, marchands de bois, et généralement faire toutes choses, exercer tous commerces nécessaires et se rattachant à l'arrimage et à l'outillage des navires en général;

Agir comme agents, agents à commission, propriétaires de quais, entreposeurs, agents de

ving power to hold license or permits for the sale of beer and wines under the provisions of the Alcoholic Liquor Act of the Province of Quebec and any amendments that may be made at any time to the said Act;

To take over as a going concern any other club having objects similar to those of this corporation and to pay for same in shares of stock;

To hold shares in any other company or club having objects altogether or in part similar to those of this club;

To make, purchase, lease, hypothecate or alienate real estate that may be required for the purposes of the club or any other purpose;

To draw, make, accept, endorse, discount, promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments;

To charge initiative fees, monthly subscriptions or otherwise to members, and also have power to borrow money from members or any other person on such credit and under such terms as may from time to time be arranged;

To acquire any personal property which the said club may find it desirable to own, and to re-sell such personal property that they may not require for their purposes; also to enter into negotiations and arrangements with municipal councils and authorities or for the purpose of securing any privileges or contracts that may promote the interests of the club;

To maintain, conduct a restaurant, dining-room, eating-room and refreshments, for the benefit of the club;

To further have power to build, promote and conduct bowling alleys, billiard halls, swimming pools, wrestling and boxing exhibitions for the benefit of the club and its members, and generally to do what may seem best calculated to promote the interests of the club, and provide a club house and other conveniences and generally afford to members and their friends all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodations of a club; and

To carry on the promotion of the study of all important political and social questions of the day, under the name of "The Nonpareil Political Club, Inc.," with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into three hundred (300) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,

2062

Assistant Provincial Secretary.

"Portland Ship Ceiling Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st May, 1922, incorporating: Isidore Popliger, Max Liverman, advocates, Joseph Louis Racine, bailiff, all of the city and district of Montréal, for the following purposes.

To carry on the business of stevedores, fitters of ships, cartees, contractors, lumber merchants, and generally to do any and all things and carry on any and all business that is necessary and incidental to the business known as stevedoring and general ship equippers;

To act as agents, commission agents, wharf-fingers, warehousemen, cartage agents, mer-

messageries, marchands, expéditeurs et voituriers ;

Faire des contrats pour transporter les malles, les passagers, les effets et marchandises par tous moyens, soit sur ses propres navires, ou sur les vaisseaux, soies ferrées ou véhicules d'autrui ;

Employer, comme contrôleur de navires, agent de gestion d'aucun vaisseau que possède la compagnie, qu'elle loue ou affrète, aucune personne, firme ou corporation, à responsabilité limitée ou non, malgré qu'elle même ou d'autre puisse avoir droit à réclamer aucun intérêt, aucune part dans le dit vaisseau ou dans la compagnie ;

Acquérir, recevoir, détenir, louer, échanger, aliéner et autrement disposer d'aucune propriété mobilière ou immobilière nécessaire aux fins de la compagnie ;

Hypothéquer, grever d'aucune manière quelconque la propriété immobilière de la compagnie ;

Accepter, tirer, endosser, et négocier des lettres de change, billets promissaires, et d'autres instruments négociables ;

Acquérir par achat, échange, louage ou autrement aucun commerce de nature semblable, avec les machines, l'assortiment, achalandage, l'outillage, et les autres accessoires, les payer en argent ou en actions entièrement libérées de la compagnie pour les prix et nombre de parts que déterminera la compagnie ;

Acquérir, détenir, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger des actions capital, des débetures ou titres pour ceux de la compagnie ;

Faire toutes les choses, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée ;

Acheter, louer, détenir et acquérir aucun commerce de nature semblable à celui qu'exerce la compagnie, soit en tout soit en partie, avec aussi toute franchise ou licence, et payer soit en actions, en débetures, avec d'autres valeurs de la compagnie, ou autrement ;

Faire toutes les autres choses que la compagnie croira connexes ou appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Portland Ship Ceiling Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, le premier jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2063 C.-J. SIMARD.

chants, forwarders and carrier.

To enter into contracts for the carriage of mails, passengers, goods and merchandises by any means, either by its own vessels or by or over the vessels, railways or conveyances of others ;

To employ as ships husband and managing agent of any vessel owned by the company or lease or chartered by the company any person, firm or corporation, whether limited or not, and that although he or they may not be entitled to any interest or share in the said vessel in question or in the company ;

To acquire, receive, hold lease, exchange, alienate and otherwise dispose of any property, moveable or immoveable, necessary for the company purposes ;

To hypothecate, pledge, in any manner whatever the immoveables, property of the company ;

To accept, draw, endorse, and negotiate, bills of exchange, promissory notes, and other negotiable instruments ;

To acquire by way of purchase exchange, lease or otherwise, any business of a similar kind including machinery, stock in trade, good will, furniture, and other accessories, and pay for same in cash or fully paid up shares of the company for such price and for the number of shares as may be determined by the company ;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate sell or exchange shares of stock or debentures or securities for that of the present company ;

To do all things, exercise all powers and carry on business incidental to the carrying out of the objects for which this company is incorporated ;

To purchase, lease, hold and acquire, any business of a similar nature carried on by the company, either in whole or in part and also any franchise or license and pay therefor either in shares, debentures or other securities of the company, or otherwise ;

To do all such other things as the company may think are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Portland Ship Ceiling Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,
2064 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"The Lyman Real Estate Corporation, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5993 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-cinquième jour d'avril 1922, à la compagnie "The Lyman Real Estate Corporation, Limited", augmentant son capital de \$500,000.00 à \$750,000.00, par la création de 2500 actions additionnels de \$100.00 chacune.

"The Lyman Real Estate Corporation, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of April, 1922, increasing the capital stock of "The Lyman Real Estate Corporation, Limited" from \$500,000.00 to \$750,000.00, by the creation of additional shares of \$100.00 each.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce vingt-cinquième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2029 C.-J. SIMARD.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this twenty fifth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
2030 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

629-22 Québec, 13 mai 1922.

Demande est faite d'ériger la municipalité scolaire de South Ireland, comté de Mégantic, avec ses limites actuelles, en deux municipalités scolaires séparées, l'une pour les catholiques romains seulement, l'autre pour les protestants seulement; la première portera le nom originaire de "South Ireland" et la seconde le nom de "Maple Grove".

2021-20-2

629-22 Québec, May 13th, 1922.

Application is made to erect the school municipality of South Ireland, Megantic county, with its present limits into two separate school municipalities, one for Roman Catholic purposes only, and the other for Protestant purposes only, the first bearing the original name "South Ireland" and the second the name "Maple Grove".

2022-20-2

563-19.

Québec, 29 avril 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ferme-Neuve, comté de Labelle, les lots Nos 22 à 28, inclusivement, du rang 1 du canton de Moreau, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Michel-des-Cèdres, même comté.

1881-19-2

563-19.

Québec, 29th April, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Ferme-Neuve, county of Labelle, the lots Nos. 22 to 28, inclusively, of the 1st range of the township of Moreau, and to annex them to the school municipality of Saint-Michel-des-Cèdres, same county.

1882-19-2

165-22

Québec, 1er mai 1922.

Demande est faite de détacher:

1. De la municipalité scolaire de Sainte-Marie-de-Blandford, comté de Nicolet, les lots Nos 26 à 45, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford; les lots Nos 79 à 96, inclusivement, du même cadastre; les lots Nos 120 à 152, inclusivement, du cadastre officiel de Sainte-Marie-de-Blandford, paroisse; les lots Nos 593 à 605 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Gertrude;

2. De la municipalité scolaire de Saint-Joseph-de-Blandford (Manseau), comté de Nicolet, les lots Nos 17 à 22, inclusivement, du rang A du canton de Blandford; les lots Nos 824 à 833a, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, neuvième concession de Lévrard; les lots Nos 834a à 843, inclusivement, de la dixième concession de Lévrard, même cadastre;

3. De la municipalité scolaire de Saint-Louis-de-Blandford, comté de Nicolet, les lots Nos 23 du rang "A" de Blandford, cadastre officiel de Blandford, et les lots Nos 19 à 23 des premier et deuxième rangs de Blandford; les lots Nos 19 à 25, inclusivement, des troisième et quatrième rangs de Blandford. Ces numéros de lots étant les mêmes que ceux du cadastre;

4. De la municipalité scolaire de Maddington, comté d'Arthabaska, les lots Nos 618 à 623, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Gertrude, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Lemieux".

1883-19-2

165-22

Québec, May 1st, 1922.

Application is made to detach:

1. From the school municipality of Sainte-Marie-de-Blandford, county of Nicolet, the lots Nos 26 to 45, inclusive, of the official cadastre of the parish of Sainte-Marie-de-Blandford; the lots Nos 79 to 96, inclusive, of the same cadastre; the lots Nos 120 to 152, inclusive, of the official cadastre of Sainte-Marie-de-Blandford, parish; the lots Nos 593 to 605 of the official cadastre of the parish of Sainte-Gertrude;

2. From the school municipality of Saint-Joseph-de-Blandford (Manseau), county of Nicolet, the lots Nos 17 to 22, inclusive, of range A of the township of Blandford; the lots Nos 824 to 833a, inclusive, of the official cadastre of the parish of Saint-Pierre-les-Becquets, ninth concession of Lévrard; the lots Nos 834a to 843, inclusive, of the tenth concession of Lévrard, same cadastre;

3. From the school municipality of Saint-Louis-de-Blandford, county of Nicolet, the lot No. 23 of range A of Blandford, official cadastre of Blandford, and the lots Nos 19 to 23 of the first and second ranges of Blandford; the lots Nos. 19 to 25, inclusive, of the third and fourth ranges of Blandford. These last lots being the same as those of the cadastre.

4. From the school municipality of Maddington, county of Arthabaska, the lots Nos. 618 to 623, inclusive, of the official cadastre of the parish of Sainte-Gertrude, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of "Lemieux".

1884-19-2

341-20

Québec, 1er mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, les lots Nos 743 à 749, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sylvestre, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Séverin, comté de Beauce.

1885-19-2

341-20

Québec, May 1st 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Sylvestre, county of Lotbinière, the lots Nos 743 to 749, inclusively, of the official cadastre of the parish of Saint-Sylvestre, and to annex them to the school municipality of Saint-Séverin, county of Beauce.

1886-19-2

573-19.

Québec, 1er mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Lazare, comté de Bellechasse, les lots Nos 15a du premier rang de Buckland jusqu'au lot No 10D, inclusivement, du même dit premier rang de Buckland, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Sainte-Claire, comté de Dorchester.

1887-19-2

573-19.

Quebec, 1st May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Lazare, county of Bellechasse, the lots Nos, 15a of the first range of Buckland up to the lot No. 10d, inclusively, of the same first range of Buckland, and to annex all the above territory to the school municipality of Sainte Claire, county of Dorchester.

1888-19-2

893-20

Quebec, 1er mai 1922.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Latulippe, comté de Temiscamingue, les lots Nos 13 à 33, inclusivement, du rang 1 du canton de Gaboury; ces lots n'appartiennent à aucune municipalité scolaire organisée.

1889-19-2

893-20

Quebec, 1st May, 1922.

Application is made to annex to the school municipality of Latulippe, county of Temiscaming, the lots Nos. 13 to 33, inclusively, of range I of the township of Gaboury; these lots form no part of any organized school municipality.

1890-19-2

645-21.

Québec, 2 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de La-Vérendrie, comté de Berthier, le lot No 37, à l'exception de la partie appartenant à Dame Louis Valois, du cadastre officiel de la paroisse de La-Vérendrie, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Ignace-de-Loyola, même comté.

1891-19-2

645-21

Quebec, 2nd May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of La-Vérendrie, county of Berthier, the lot No. 37, with the exception of the part thereof belonging to Dame Louis Valois, of the official cadastre of the parish of La-Vérendrie, and to annex it to the school municipality of Saint-Ignace-de-Loyola, same county.

1892-19-2

209-22.

Québec, 2 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Félicien, comté de Lac Saint-Jean, les lots Nos 1 à 5, inclusivement, du premier rang de la subdivision primitive du canton de Demeules; les lots Nos 48 et 49 du troisième rang de la subdivision primitive du canton de Ashuapmouchouan, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Félicien, village, l'autre partie devant, à l'avenir, être désignée sous le nom de Saint-Félicien, paroisse. 1893-19-2

209-22.

Quebec, May 2nd, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Félicien, county of Lake Saint John, the lots Nos 1 to 5, inclusively, of the first range of the original subdivision of the township of Demeules; the lots Nos 48 and 49 of the third range of the original subdivision of the township of Ashuapmouchouan, and to erect all the above territory into a separate school municipality under the name of Saint Félicien, village, the other part to be known in the future, under the name of Saint Félicien, parish.

1894-19-2

1647-16.

Québec, 3 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Leeds-Sud, comté de Mégantic, les lots Nos 14, du rang IV du canton de Leeds, les lots Nos 15 du rang III et 12a du rang V du même canton, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Antoine-de-Pontbriand, même comté.

1895-19-2

1647-16

Quebec, 3rd May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Leeds-South, county of Megantic, the lots Nos. 14, of range IV of the township of Leeds, the lots Nos 15 of range III and 12a of range V of the same township, and to annex them to the school municipality of Saint-Antoine de Pontbriand, same county.

1896-19-2

Québec, 8 mai 1922.

Demande est faite de détacher le rang un des lots 19 à 28, les deux inclus; le rang deux des lots 1 à 6, les deux inclus, et des 17 à 28, les deux inclus; les rangs trois, quatre et cinq; le rang six des lots 4 à 28, les deux inclus; le rang sept moitiés nord des lots 5, 6 et 7, le quart nord-est du lot 9, la moitié nord du lot 10, au nord 137 acres lot 11, trois-quarts nord des lots 12 et 13, moitiés nord des lots 14, 15 et 16, et les lots 17 à 28, les deux inclus, du canton Newport, comté de Compton, de la municipalité scolaire de Newport, et de constituer ce territoire en municipalité scolaire séparée, pour les protestants seulement, sous le nom de "Island Brook".

1931-19-2

Quebec, 8th May, 1922.

Application is made to detach range one from lots 19 to 28, both inclusive; range two from lots 1 to 6, both inclusive, and from 17 to 28, both inclusive; ranges three, four and five; range six from lots 4 to 28, both inclusive; range seven north halves of lots 5, 6 and 7, north-east quarter lot 9, north half lot 10, north 137 acres lot 11, north three fourth lots 12 and 13, north halves lots 14, 15 and 16, and lots 17 to 28, both inclusive, of the township of Newport, county of Compton, from the school municipality of Newport, and to erect this territory into a separate school municipality, for Protestants only, under the name of "Island Brook."

1932-19-2

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 692.

Dame Rose-Anna Aubin, épouse commune en biens de Cyprien Mailhot, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Cyprien Mailhot, gérant, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27ième jour d'avril 1922, contre le défendeur.

Montréal, 10 mai 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

2015—20-5 LAMARRE & BOURDON.

Canada, Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 148.

Dame Alice Tremblay, du canton de Kingsay, district d'Arthabaska, dûment autorisée, à ester en justice, épouse de Wilbroad Tremblay, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs Wilbroad Tremblay, du canton de Kingsay, district d'Arthabaska, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le cinquième jour d'avril 1922.

Arthabaska, 17 mai 1922.

Le procureur de la demanderesse,

2109—20-5 J.-V. D'ARTOIS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2499.

Dame Sarah Cohen, épouse commune en biens de David Kauffman, commerçant, de la cité et district de Montréal, demanderesse; vs ledit David Kauffman, défendeur.

La demanderesse, à ce jour, institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

Montréal, 4 mai 1922.

L'avocat de la demanderesse,

1941—19-5 J.-N. DECARIE.

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 303.

Dame Ovide Boulanger, de la paroisse de Saint-Barnabé, district des Trois-Rivières, veuve de Amédée Bournival, en son vivant cultivateur, du même lieu, épouse de Ovide Villemure, de ladite paroisse de Saint-Barnabé, requérante; vs ledit Ovide Villemure, intimé.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-deuxième jour de février 1922.

Trois-Rivières, 22 février 1922.

Les procureurs de la requérante,

1973—19-5 DUPLESSIS & LANGLOIS.

Province de Québec, district de Montcalm, Cour supérieure, No 917.

Dame Alex. Thomas (Marie-Jeanne Chalifoux), épouse commune en biens de Alex. Thomas, marchand, de Saint-Rémi-D'Amherst, dûment autorisée à ester en justice; vs Alex. Thomas, du même lieu.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

Saint-Jérôme, Terrebonne, 22 avril 1922.

Le procureur de Dame Alex. Thomas,

1783—18-5 HERMANN BARRETTE, avocat.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 692.

Dame Rose Anna Aubin, wife common as to property of Cyprien Mailhot, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Cyprien Mailhot, of the city and district of Montreal, manager, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 27th of April, 1922, against defendant.

Montreal, 10th May, 1922.

LAMARRE & BOURDON,

2016—20-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 148.

Dame Alice Tremblay, of the township of Kingsay, district of Arthabaska, duly authorized to *ester en justice*, wife of Wilbroad Tremblay, farmer, of the same place, plaintiff; vs Wilbroad Tremblay, of the township of Kingsay, district of Arthabaska, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the fifth day of April, 1922.

Arthabaska, 17th May, 1922.

J. V. D'ARTOIS,

2110—20-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2499.

Dame Sarah Cohen, wife common as to property of David Kauffman, trader, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs the said David Kauffman, defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action in separation as to property against the defendant Montreal, 4th May, 1922.

J. N. DECARIE,

1942—19-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 303.

Dame Ovide Boulanger, of the parish of Saint-Barnabé, district of Three Rivers, widow of Amédée Bournival, in his lifetime farmer, of the same place, wife of Ovide Villemure, of the said parish of Saint-Barnabé, petitioner; vs the said Ovide Villemure, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the twenty second day of February, 1922.

Three Rivers, February 22nd, 1922.

DUPLESSIS & LANGLOIS,

1974—19-5 Attorneys for petitioner.

Province of Quebec, district of Montcalm, Superior Court, No. 917.

Dame Alex. Thomas (Marie Jeanne Chalifoux), wife common as to property of Alex. Thomas, merchant, of Saint-Rémi-D'Amherst, duly authorized to *ester en justice* vs Alex. Thomas, of the same place.

An action for separation as to property has been instituted, this day.

Saint Jérôme, Terrebonne, 22nd April, 1922.

HERMANN BARRETTE,

1784—18-5 Attorney for Dame Alex Thomas.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1575.

Dame Albina Dufault, de Montréal, épouse commune en biens de Ovila Dufour, tailleur, du même lieu, demanderesse; vs Ovila Dufour, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 28 avril 1922.

Le procureur de la demanderesse,
1811—18-5 L.-C. MEUNIER.

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 1341.

Dame Victoria Benoit, de la paroisse de Saint-Alphonse-de-Granby, district de Bedford, épouse de Ernest Fournier, cultivateur, du même lieu et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Ernest Fournier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25 avril 1922.

Sweetsburg, 27 avril 1922.

Les avocats de la demanderesse,
1827—18-5 GIROUX & GIROUX.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4097.

Dame Eugénie Desrochers, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Edgar Bisailon, automobiliste, du même lieu, demanderesse; vs ledit Edgar Bisailon, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23 mars 1922.

Montréal, 3 mai 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
1843—18-5 DORAIS & DORAIS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1289.

Dame Marie Pagé, de Montréal, épouse de Hormisdas Leduc, boucher, du même lieu, a institué une action en séparation de biens contre son époux.

Montréal, 8 mars 1922.

L'avocat de la demanderesse,
1845—18-5 J.-H.-O. PAPILLON.

Province de Québec, Cour supérieure du district de Saint-François, No 521.

Dame Evelina Simpson, du canton de Barford, dit district, épouse de Thomas Ham, cultivateur, a pris une action en séparation de biens contre son époux.

Sherbrooke, 31 mars 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
1731—17-5 VERRET & DESILETS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2385.

Dame Delphine Corbeil, de Saint-Michel-de-Laval, district de Montréal, épouse commune en biens de Adolphe Constantineau, autrefois cultivateur, de la ville de Saint-Michel-de-Laval, dûment autorisée à ester en justice, district de Montréal, demanderesse; vs Adolphe Constantineau, autrefois cultivateur, aujourd'hui journalier, de la ville de Saint-Michel, comté de Laval, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 12ème jour d'avril 1922.

Montréal, 12 avril 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
1657—17-5 GUERIN & RENAUD.

Province of Quebec, district of Montreal Superior Court, No. 1575.

Mrs Albina Dufault, of Montreal, wife common as to property of Ovila Dufour, tailor, of the same place, plaintiff; vs Ovila Dufour, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been issued this day, against the defendant.

Montreal, 28th April, 1922.

L. C. MEUNIER,
1812—18-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 1341.

Dame Victoria Benoit, of the parish of Saint-Alphonse-de-Granby, district of Bedford, wife of Ernest Fournier, farmer, of the same place and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Ernest Fournier, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 25th of April, 1922.

Sweetsburg, April 27th., 1922.

GIROUX & GIROUX,
1828—18-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4097.

Dame Eugénie Desrochers, of the city of Montreal, wife common as to property of Edgar Bisailon, automobilist, of the same place, plaintiff; vs the said Edgar Bisailon, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 23rd day of March, 1922.

Montreal, 3rd May, 1922.

DORAIS & DORAIS,
1844—18-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1289.

Dame Marie Pagé, of Montreal, wife of Hormisdas Leduc, butcher, of the same place, has instituted an action in separation as to property against her husband.

Montreal, 8th March, 1922.

J. H. O. PAPILLON,
1846—18-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, Superior Court, district of Saint Francis, No. 521.

Dame Evelina Simpson, of the township of Barford, in the said district, wife of Thomas Ham, farmer, has taken an action in separation as to property against her said husband.

Sherbrooke, 31st March, 1922.

VERRET & DESILETS,
1732—17-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2385.

Dame Delphine Corbeil, wife common as to property of Adolphe Constantineau, once farmer of the town of Saint-Michel-de-Laval, duly authorized to *ester en justice*, of Saint-Michel-de-Laval, district of Montreal, plaintiff; vs Adolphe Constantineau, once farmer, and now laborer, of the town of Saint-Michel-de-Laval, district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 12th day of April, 1922.

Montreal, April 20th 1922.

GUERIN & RENAUD,
1658—17-2 Attorneys for the plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3304.

Dame Florida Major, épouse commune en biens de Cyprien Boisvert, dûment autorisée à ester en justice par un jugement en date du 13^{ème} jour d'avril 1922, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Cyprien Boisvert, laitier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 15^{ème} jour d'avril 1922. Montréal, 18 avril 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
1659—17-5 GUERIN & RENAUD.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 591.

Dame Florida Larivière, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens du défendeur, demanderesse; vs Albert Morel, imprimeur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparations de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 12 avril 1922.

Le procureur de la demanderesse,
1603—16-5 J.-A. BOISSONNEAULT.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 3304.

Dame Florida Major, wife common as to property of Cyprien Boisvert, duly authorized to ester en justice by a judgment dated the 13th day of April, 1922, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Cyprien Boisvert, milkman, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 15th day of April, 1922. Montreal April 18th, 1922.

GUERIN & RENAUD,
1660—17-5 Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 591.

Florida Larivière, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the defendant, plaintiff; vs Albert Morel, printer, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

Montreal, April 12th, 1922.

J.-A. BOISSONNEAULT,
1604—16-5 Attorney for plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Action for separation as to bed and board

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 284.

Gilbert Grindrod, ouvrier, des cité et district des Trois-Rivières, demandeur; vs Dame Lizzie Jane Leach, du même endroit, défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée le 14 février 1922.

Trois-Rivières, 25 avril 1922.

Les procureurs du demandeur,
1715—17-5 DESILETS & FORTIER.

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 284.

Gilbert Grindrod, workman, of the city and district of Three Rivers, plaintiff; vs Dame Lizzie Jane Leach, of the same place, defendant.

An action in separation from bed and board has been instituted on the 14th of February 1922.

Three Rivers, April 25th, 1922.

DESILETS & FORTIER,
1716—17-5 Attorneys for plaintiff.

Assemblée.

Meeting.

MOTOR MART, INCORPORATED — MOTOR MART, INCORPORÉE.

"MOTOR MART, INCORPORATED—MOTOR MART, INCORPORÉE.

EXTRAIT des délibérations d'une assemblée du conseil d'administration de "Motor Mart, Incorporated—Motor Mart, incorporée," tenue dans la cité de Montréal, 504 immeuble Montreal Trust, le 20 mars 1922, à onze heures de l'avant-midi, réunion à laquelle tous les directeurs étaient présents.

EXTRACT from the minutes of a meeting of the board of directors of "Motor Mart, Incorporated—Motor Mart, incorporée," held at the city of Montreal, 504 Montreal Trust building, on the 20th day of March, 1922, at the hour of eleven o'clock in the forenoon, at which meeting all the directors were present.

Le règlement suivant a été alors adopté.

The following by-law was then passed.

Règlement No 22.

By-law No. 22.

Attendu que, selon l'opinion des directeurs de la présente compagnie, on a décidé que la gestion des affaires par un conseil de cinq administrateurs serait avantageux à ladite compagnie;

Attendu que le règlement No 7 de ladite compagnie déclare que les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil de trois directeurs;

Statué que ledit règlement soit amendé et que le nombre des directeurs soit porté à cinq et que ledit règlement se lise comme suit:

Un conseil de cinq directeurs sera élu chaque

Whereas in the opinion of the directors of this company, it has been decided that it would be to the advantage of the said company that its affairs be managed by a board of five directors;

Whereas by-law No. 7 of the said company declares that the affairs of the company shall be managed by a board of three directors;

Resolved that the said by-law be amended and that the number of directors be increased to five and that the said by-law read as follows:

A board of five directors shall be elected an-

année parmi les actionnaires de la compagnie porteurs de capital de la compagnie à titre incommutable et ne devant pas d'arrérages de versements.

Certifié copie exacte.

2103

Le secrétaire,
L. ST-ARNAULT.

nally from among the shareholders of the company holding stock of the company absolutely in their own rights and not in arrears in respect to any calls thereon.

Certified true extract.

2104

L. ST-ARNAULT,
Secretary

Bureaux-chef

Avis de changement d'adresse du siège social de la Quebec-Saguenay Pulp Company, Ltd.

Avis est par le présent donné que la "Quebec-Saguenay Pulp Company, Limited", constituée par lettres patentes en date du 1er mai 1918, et dont le siège social était jusqu'à date à Saint-Amédée-de-Peribonka, province de Québec, à transféré son siège social dans la cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis, la compagnie considérera ledit bureau comme étant le bureau-chef de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 11 mai 1922.

Le président,
J. E. GRIVELL.

2031

Province de Québec, district d'Iberville.

Franco-Canadian Dyers, Limited, constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes octroyées le huitième jour d'avril mil neuf cent vingt-deux.

Principale place d'affaire, à Saint-Jean, district d'Iberville, dans la province de Québec.

En foi de quoi la présente déclaration est faite et signée par moi, Jules Demètre, le président de ladite compagnie.

Saint-Jean, le 9 mai 1922.

2033 JULES DEMETRE.

LA CIE MANUFACTURIERE DE LEVIS, LTEE

Avis est donné que La Cie Manufacturière de Lévis, limitée, constituée en corporation par lettres patentes, en date du 6 juillet 1921, et ayant son bureau principal en la cité de Lévis, a établi son bureau au numéro 21 de la rue Guenette.

A compter de la présente date, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Signé à Lévis, ce 26 juillet 1921.

Le président,
JOSEPH BLAIS.

2035

Notice of change of address of the office of Quebec-Saguenay Pulp Company, Ltd.

Notice is hereby given that Quebec-Saguenay Pulp Company, Limited, incorporated by letters patented on the 1st May, 1918, and having its head office at Saint-Amédée-de-Peribonka, Province of Quebec, where its office was situated up to today, has moved its head office to the city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company;

Dated at Montreal, this 11th day of May, 1922.

J. E. GRIVELL,
President.

2032

Province of Quebec, district of Iberville.

Franco Canadian Dyers, Limited, was incorporated in the Province of Quebec, by letters patent granted on the eighth day of April, nineteen hundred and twenty-two.

Its principal place of business is at Saint John, district of Iberville, in the Province of Quebec.

In testimony whereof, this declaration in duplicate is made and signed by me, Jules Dmetre, the president of the said company.

Saint John, May 9th, 1922.

2034 JULES DEMETRE.

LA CIE MANUFACTURIERE DE LEVIS, LTEE

Notice is hereby given that "La Cie Manufacturière de Lévis, limitée", incorporated by letters patent on the 6th day of July, 1921, and having its office in the city of Lévis, has established its office at No. 21 Guenette street.

From and after the present date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Lévis, this 26th day of July, 1921.

JOSEPH BLAIS,
President.

2036

"MOTOR MART, INCORPORATED—MOTOR MART, INCORP.OREE."

Avis est donné que Motor Mart, incorporated—Motor Mart, incorporée, compagnie constituée par lettres-patentes accordées le vingt-trois février mil neuf cent vingt-deux, à établi son siège social aux numéros 1-3 avenue du Parc, et qu'après la date du présent avis, la compagnie considérera ledit bureau comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 29 avril 1922.

Le secrétaire,
L. ST-ARNAULT.

2101

"MOTOR MART INCORPORATED—MOTOR MART, INCORP OREE."

Notice is given that Motor Mart, Incorporated—Motor Mart, incorporée, a company incorporated by letters patent, granted on the twenty third day of February, nineteen hundred and twenty two, has established its head office, at number 1-3 Park Avenue, and after the date of said notice, the said office shall be considered by the company as the head office of the company.

Dated at Montreal, this 29th day of April, 1922.

L. ST-ARNAULT,
Secretary.

2102

Compagnies autorisée à faire des affaires

La compagnie "The Barber Asphalt Paving Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 35 rue Saint-Jacques.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Rosaire Dupuis, de Montréal, numéro 35 rue Saint-Jacques.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Québec, 6 mai 1922.

2009

La compagnie "Montreal-Ontario Mines, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 224 rue Saint-Jacques.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. William Franklin Empey, courtier, No 601 avenue Victoria, Westmount.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Québec, 6 mai 1922.

2011

La compagnie "The Quaker Oats Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 20, rue Saint-Nicholas.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Joseph E. Pollard, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Québec, 6 mai 1922.

2013

Companies licensed to do business

"The Barber Asphalt Paving Company" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at No. 35 Saint James street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Rosaire Dupuis, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 6th May, 1922.

2010

The company "Montreal-Ontario Mines, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at No. 224 Saint James street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. William Franklin Empey, broker, of No. 601 Victoria avenue, Westmount.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 6th May, 1922.

2012

"The Quaker Oats Company" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at No. 20, Saint Nicholas street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Joseph E. Pollard, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 6th May, 1922.

2014

Liquidation—Avis de

En vertu de la Loi des liquidations.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 156.

Dans l'affaire de "Caplin Waist & Dress Co., Limited", en liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un premier

Winding up notice

Under the winding up Act.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 156.

In the matter of "Caplin Waist & Dress Co., Limited", in liquidation.

Notice is hereby given that a first and final

et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, sujet à contestation jusqu'au 27 mai 1922, date après laquelle le dividende sera payable au bureau des soussignés.

Montréal, 11 mai 1922.

924 immeuble "Power".

Les liquidateurs conjoints,

2017 W. G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER.

dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until the 27th day of May, 1922, after which date dividend will be payable at the office of the undersigned.

Montreal, 11th May, 1922.

924, "Power" building.

W. G. FINLAYSON,

2018 GEO. GARDINER,
Joint liquidators.

Minutes de notaire

Québec, 4 mai 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Joseph-Lionel Girouard, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Henri-P. Pepin, en son vivant notaire, demeurant et pratiquant aussi à Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

1853—18-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 26 avril 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Oscar Théoret, notaire, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Napoléon Théoret, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

1729—17-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, 4th May, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant Governor in Council, by Mr. Joseph Lionel Girouard, notary, residing and practicing at Montreal, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Henri P. Pepin, in his lifetime notary, also residing and practicing at Montreal.

C. J. SIMARD,

1854—18-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 26th April, 1922.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant Governor in Council, by Mr. Oscar Théoret, notary, residing and practicing in the city of Montreal, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Napoléon Théoret, in his lifetime of the same place.

C. J. SIMARD,

1730—17-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordres de Cour

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3274.

Montreal Dairy Company, Limited, demanderesse; vs Janvier Drouin, défendeur; et "The Stanstead and Sherbrooke Mutual Fire Ins. Co., tiers-saisie.

Le 6 mai 1922, sur l'ordre de l'honorable juge Coderre, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité dudit Janvier Drouin, de Nominigüe, district de Montcalm, les créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

Le député protonotaire, Cour supérieure,

J.-B. CHARBONNEAU,

Les procureurs de la demanderesse,
PERRON, TASCHEREAU, RINFRET,
VALLEE & GENEST.
1921—19-2

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour supérieure, No 1013.

Le 10 mai 1922

Présent: H.-A. Beauregard, P. C. S.

La Banque Nationale, demanderesse; vs

Rules of Court

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 3274.

Montreal Dairy Company, Limited, plaintiff; vs Janvier Drouin, defendant; and "The Stanstead & Sherbrooke Mutual Fire Ins. Co., Farnishee.

The 6th of May, upon the order of the Honourable Judge Coderre, render this day, seeing the allegation of the insolvency of the said Janvier Drouin, of Nominigüe, district of Montcalm, the creditors of the said defendant who have not yet filed their claims in this cause are now called upon to do so, at the office of the prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal, at Montreal, within the fifteen days following the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec official Gazette*, in accordance with articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

J. B. CARBONNEAU,

Deputy prothonotary of the Superior Court.
PERRON, TASCHEREAU, RINFRET,

VALLEE & GENEST,

Attorneys for plaintiff.

1922—19-2

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe, Superior Court, No. 1013.

The 10th of May, 1922

Present: H. A. Beauregard, P. S. C.

La Banque Nationale, plaintiff; vs Johnny

Johnny Girouard *et al.*, défendeurs; et Dame Régina Labossière, opposante.

Vu que des deniers ont été rapportés devant cette Cour comme produit de meubles vendus en cette cause; vu que la demanderesse a fait ce jour une motion alléguant la déconfiture du défendeur, Johnny Girouard; ordre est donné aux créanciers de ce dernier de produire leurs réclamations au bureau du protonotaire du district de Saint-Hyacinthe, dans les quinze jours de la première insertion du présent avis.

Le protonotaire, P. C. S.,
1977—19-2 H.-A. BEAUREGARD.

Girouard *et al.*, defendant; and Dame Regina Labossière, opponent.

Whereas sums of money have been returned into Court coming from the sale of moveable property belonging to the defendants; whereas the plaintiff has this day made a motion in which it is alleged that defendant, Johnny Girouard is insolvent; the creditors of said Johnny Girouard are hereby ordered to file their claims in the office of the prothonotary of the district of Saint Hyacinthe, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice.

H. A. BEAUREGARD,
1978—19-2 P. S. C.

Ratification de titre

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 466.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Beauharnois, un acte de vente passé devant Mtre J.-Alexandre Poitevin, notaire, le 28 septembre 1921, entre Joseph-Edouard Roy, cultivateur, de Sainte-Philomène, comté de Châteauguay, et M. Olivier Pager, cultivateur, de la paroisse de Saint-Isidore, comté de Laprairie, avec les garanties de droit et libre de toutes charges et hypothèques, de l'immeuble suivant, savoir:

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Sainte-Philomène, comté de Châteauguay, sous le numéro deux cent vingt (220)—avec les bâtisses y érigées, en la possession dudit Olivier Pager et avant lui du dit Joseph-Edouard Roy comme propriétaires pendant les trois dernières années. Toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du testament et de la déclaration de décès de feu Napoléon Roy, par lequel Joseph-Edouard Roy devint propriétaire de ladite terre, sont averties qu'il sera présenté à ladite Cour le quatorzième jour de juin 1922, une demande de ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit, dans ce cas elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe dudit protonotaire, dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Valleyfield, 15 mai 1922.

Le protonotaire,
S.-A. BRODEUR.
Beaulieu, Gouin, Marin & Mercier,
Avocats du requérant.
Montréal, 13 mai 1922. 2065—20-2

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No 466.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the Superior Court, in the district of Beauharnois, a deed of sale executed before Mtre J. Alexandre Poitevin, notary, on the twenty-eighth September 1921, between Joseph Edouard Roy, farmer, of the parish of Sainte Philomène, county of Châteauguay, and Olivier Pager, farmer, of the parish of Saint Isidore, county of Laprairie, with implied warranty and free from all charges and mortgages, of the following immovable, to wit:

A piece of land known and designated in official plan and book of reference for the parish of Sainte Philomène, county of Châteauguay, under the number two hundred and twenty (220)—with buildings thereon erected, and possessed by the said Olivier Pager and before him by the said Joseph Edouard Roy as proprietors for the three years now last past. All persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately previous to and at the time of the registration of the will and of the declaration of death of late Napoléon Roy, by which Joseph Edouard Roy became proprietor of said piece of land are hereby notified that application will be made to the said Court on the fourteenth day of June, 1922, for a judgment of confirmation of title; and unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed, in this cause they are hereby required to serve their opposition in writing and file the same in the office of the said prothonotary, within six days after the said day, in default of which they will forever precluded the right of so doing.

Valleyfield, 15th May, 1922.

S. A. BRODEUR,
prothonotary.
Beaulieu, Gouin, Marin & Mercier,
Attorneys for petitioner.
Valleyfield, 13th May, 1922. 2066—20-2

Soumissions

Province de Québec, ville de Pointe Claire. 
Avis public est donné que la ville de Pointe-Claire recevra jusqu'à six heures de l'après-midi (l'heure d'été), le samedi, dix juin 1922, au bureau du greffier de ladite ville, des soumissions cachetées, avec l'indication suivante: "Soumissions pour débentures", au montant de douze mille

Tenders

Province of Quebec, town of Pointe Claire.
Public notice is hereby given that the town of Pointe Claire will receive up to June 10th, 1922, at 6 p. m. (daylight saving time), at the office of the clerk of said town, sealed tenders marked thus: "Tenders for debentures", amounting to twelve thousand five hundred dollars

cinq cents dollars (\$12,500), émis en vertu du règlement No 44, lequel a été passé pour se conformer à un ordre du bureau provincial d'hygiène relatif aux réparations de l'émissaire d'égout, situé dans la ville de Pointe-Claire.

Ces bons sont datés le premier jour de mars 1922 et seront payables le premier jour de mars 1947, soit au bureau principal de la Banque d'Hochelaga à Montréal, soit au bureau du greffier de ladite ville de Pointe-Claire; ils porteront intérêt à raison de six pour cent (6%) l'an, à compter du premier jour de mars 1922, payables semi-annuellement le premier jour de septembre et le premier jour de mars chaque année; ils seront émis par dénomination de cinq cents dollars (\$500) chacun.

Un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant de l'émission devra accompagner chaque soumission; le chèque du soumissionnaire dont l'offre aura été acceptée, lui sera remis aussitôt après l'exécution du contrat. Le chèque des autres soumissionnaires leur sera remis sans délai.

La plus haute soumission ne sera pas nécessairement acceptée et les soumissions devront inclure les intérêts accrus sur les bons au moment de leur livraison.

Le conseil municipal de ladite ville se réserve de prendre en considération ces soumissions à une séance qui sera tenue à ladite date du 10 juin 1922, ou à une date ultérieure.

Donné à la ville de Pointe-Claire, ce onzième jour de mai 1922.

L'assistant-greffier,

2039

ALBERT DAIGNAULT.

(\$12,500). These bonds have been issued in conformity with by-law No. 44, which has been passed in accordance with an order from the provincial board of health to repair and improve the sewer outfall situated in the town of Pointe Claire.

Said bonds are dated March 1st, 1922, and will be payable on March 1st, 1947, either at the head office of the Hochelaga Bank, at Montreal, or at the office of the clerk of the said town of Pointe Claire; interest on said bonds to be six per cent per annum (6%) from the first day of March, 1922, and payable semi-annually, on September, 1st and March, 1st each year. Said bonds will be in five hundred dollars (\$500) denomination each.

An accepted cheque equal to one per cent (1%) of the amount issued must accompany each tender. The tenderer whose offer is accepted will have said cheque returned to him immediately after he has fulfilled the conditions of his contract. Other tenders will also receive their own cheque immediately.

The highest tender may not be necessarily accepted, and tenders must include the accrued interests on said bonds at the time of their delivery.

The municipal council of said town of Pointe Claire reserves the right to take into consideration said tenders at one of its meetings, on June 10th, 1922, or at a later date.

Given in the town of Pointe Claire, on this eleventh day of May, 1922.

ALBERT DAIGNAULT,

2040

Assistant clerk.

Offre d'obligations municipales, \$445,000.

Province de Québec, cité de Sherbrooke.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke demande des soumissions écrites pour la vente des obligations municipales suivantes:

\$445,000, 5% d'intérêt, payable semi-annuellement le premier jour des mois de juin et décembre, de chaque année, à la Banque de Montréal, à Sherbrooke, Montréal ou Québec, P. Q., dont \$330,000 échoient le premier juin 1952 et \$115,000 le premier juin 1962;

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque garanti par une banque pour une somme égale à 1% du montant de la soumission et spécifier si l'offre est faite avec les intérêts accrus ou non.

Elles seront prises en considération par le conseil quinze jours après la publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, à savoir: le 5 juin prochain (1922), à huit heures du soir, ou aussitôt après que le Conseil municipal ou sa commission des finances le pourra, ou aux ajournements de la séance. La cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter les soumissions ou aucune d'elles.

Sherbrooke, le 17 mai 1922.

Le secrétaire-trésorier,

2087

E.-C. GATIEN.

Sherbrooke Municipal Bonds, \$445,000.

Province of Quebec, city of Sherbrooke.

Public notice is hereby given that the city of Sherbrooke is calling for tenders for the following municipal bonds, to wit

\$445,000, 5% interest payable semi-annually on the first day of the months of June and December, each year, at the Bank of Montreal, in Sherbrooke, Montreal or Quebec, P. Q., of which \$330,000 mature on the first of June, 1952 and \$115,000, on the first of June 1962;

Tenders must be accompanied by a marked check for 1% of the amount of the tender and specify whether the tender is made with accrued interest or not.

They will be taken into consideration by the council fifteen days after the publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, to wit: on the 5th of June next (1922), at eight o'clock P. M., or so on thereafter as the council or the finance committee can do so or at adjournments of the session. The highest nor any of the tenders will necessarily be accepted.

Sherbrooke, this 17th day of May, 1922.

E. C. GATIEN,

2088

Secretary-Treasurer.

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Dominion Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, mercredi, le 28 juin 1922, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier juin 1921, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le vice-président et gérant général.
1907—19-6 T. E. McDONNELL.

Sale of unclaimed baggage

Public notice is hereby given, that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Wednesday, June 28th, 1922, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to June the first, 1921, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
1908—19-6 Vice-President and General Manager.

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de "Greenfield Land & Construction Company, Limited, de la cité de Montréal, cédante autorisée.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour des faillites, le huitième jour de mai 1922, dans la cause No 35, et tel que prescrit par la Loi des faillites, 1920, l'immeuble ci-après désigné sera vendu par encan public le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau du shérif du district de Montréal, au palais de justice, à Montréal, savoir:

Un certain lot de terre faisant front sur la rue Drake, quartier Côte Saint-Paul en la cité de Montréal, et connu et désigné sous le numéro cent soixante-dix de la subdivision officielle du lot originaire trois mille quatre cent sept (No 3407-170) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq (25) pieds de largeur par quatre-vingt-sept (87) pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites et portant le numéro civique cent vingt-deux (122) de ladite rue Drake.

Un dépôt de 20% sera exigé avant l'adjudication.

Pour autres informations et conditions de vente, s'adresser aux syndics autorisés soussignés.

TURCOTTE & MERRILL,

97 rue Saint-Jacques, Montréal.

Encanteurs:

Fraser Frères.

2089—20-2

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of "Greenfield Land & Construction Company, Limited, of the city of Montreal, authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment rendered by the Bankruptcy Court, the eighth day of May, 1922, in cause No. 35, and in accordance with the Bankruptcy Act, 1920, the immoveable property hereafter described will be sold by public auction, the TWENTY-SEVENTH day of JUNE, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the sheriff's office of the district of Montreal, at the Court House, in Montreal, to wit:

A certain lot of land fronting on Drake street, Côte Saint Paul ward, in the city of Montreal, and known and designated as number one hundred and seventy of the official subdivision of original lot number three thousand four hundred and seven (No. 3407-170) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty-five (25) feet in width by eighty seven (87) feet in depth, English measure, more or less—with the buildings thereon erected bearing civic number one hundred and twenty-two (122) of the said Drake street.

A deposit of 20% will be required before the adjudication.

For further particulars and cahier des charges, apply to the undersigned authorized trustees.

TURCOTTE & MERRILL,

97 Saint James street, Montreal.

Fraser Bros.,

Auctioneers.

2090—20-2

Canada, province de Québec, district de Roberval.

Dans l'affaire de l'actif de Pierre Moreau, marbrier, de Roberval, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le TRENTE-UNIEME jour de MAI 1922, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu, par encan public, à la porte de l'église paroissiale de la ville de Roberval, savoir:

Un emplacement situé dans la ville de Roberval, connu et désigné sous le No quatre-vingt-onze (91) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Roberval; en front au sud-ouest par la rue Arthur et en arrière au Lac Saint-Jean, au côté nord par l'emplacement appartenant à sieur Alfred Boivin et au sud par l'emplacement appartenant à sieur Thomas du Tremblay—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, y compris une bouilloire, engin à vapeur et les machines, machi-

Canada, Province of Quebec, district of Roberval.

In the matter of the estate of Pierre Moreau, stone cutter, of Roberval, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the THIRTY FIRST day of MAY, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold, by public auction, at the door of the church of the parish of the town of Roberval, to wit:

An emplacement situated in the town of Roberval, known and designated as lot No. ninety-one (91) of the official plan and book of reference of the cadastre for the village of Roberval; bounded in front to the south west by Arthur street and in rear by the Lake Saint John, on north side by the emplacement belonging to Mr. Alfred Boivin and on south side by the emplacement of Mr. Thomas du Tremblay—with the buildings constructed, thereon, circumstances and dependencies, including one boiler, steam engine and

neries et accessoires, installés à demeure dans lesdites bâtisses.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10, George V, chapitre 36, et à les mêmes effets que la vente par le shérif.

En plus du prix d'achat, l'acheteur paiera les droits du gouvernement.

L'adjudication sera faite au plus haut et dernier enchériseur.

Conditions de vente: Comptant.

Les titres pourront être examinés à mon bureau.

Le syndic autorisé,
J.-H. DELISLE.

Bureau: Bloc L.-E. Otis,
Roberval, P. Q.

1709—17-2

the machines, machineries and accessories, attached to the said buildings.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10, George V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

In addition to the purchase price, the purchaser will pay the government fees.

Adjudication will be made to the highest and last bidder.

Conditions of sale: Cash.

The titles can be examined at my office.

J. H. DELISLE,
The authorized trustee.

Office: L. E. Otis building,
Roberval, P. Q.

1710—17-2

Ventes par licitation

Province de Québec, district d'Iberville, Cour supérieure, No 119.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le 15 mai 1922, dans une cause dans laquelle Dame Sarah Meggison, de la paroisse de Sainte-Blaise, district d'Iberville, veuve de Charles Roy, en son vivant cultivateur, de la paroisse de Saint-Georges-de-Henryville, district d'Iberville, est demanderesse; et Charles Roy, de Saint-Georges-de-Henryville, district d'Iberville, et William Roy, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Anne-de-Sabrevois, district d'Iberville, ce dernier en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament de feu Charles Roy, sont défendeurs, et le dit William Roy, personnellement, est mis-en-cause, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Un immeuble situé dans la paroisse de Saint-Georges-de-Henryville, contenant quatre arpents de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins, connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Georges-de-Henryville sous le No 250—avec une maison et les autres dépendances y érigées;

Deux autres immeubles, ne formant qu'une seule et même exploitation, situés dans la paroisse de Saint-Georges-de-Henryville, connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Georges-de-Henryville sous les Nos 205 et 248 des dits plan et livre de renvoi officiels; ces dits Nos 205 et 248 pour être vendus en bloc—avec une maison et les autres dépendances y érigées, contenant, en tout, deux arpents de largeur sur trente-trois arpents de profondeur, plus ou moins.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchériseur, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUNE 1922, Cour tenant, dans la salle du palais de justice de Saint-Jean, district d'Iberville, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour, au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les

Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court, No. 119.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Saint John's, in the district of Iberville, the 15th of May, 1922, in a cause wherein Dame Sarah Meggison, of the parish of Sainte-Blaise, district of Iberville, widow of Charles Roy, in his lifetime, farmer, of the parish of Saint-Georges-de-Henryville, district of Iberville, is plaintiff; and Charles Roy, of Saint-Georges-de-Henryville, district of Iberville, and William Roy, farmer, of the parish of Sainte-Anne-de-Sabrevois, district of Iberville, the latter to in his quality of curator to the substitution created by the testament of the late Charles Roy, are defendants, and the said William Roy, personally, is *mis en cause*, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, namely:

An immoveable situate in the parish of Saint-Georges-de-Henryville, containing four arpents in width by twenty eight arpents in depth, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Georges-de-Henryville under the No. 250—with the house and other dependencies thereon erected.

Two other immoveables, forming one signle plot of land, situate in the parish of Saint-Georges-de-Henryville, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Georges-de-Henryville under the Nos. 205 and 248 of the said official plan and book of reference; those said nos 205 and 248 to be sold *en bloc*—with the house and the other dependencies thereon erected, containing, the two lots, two arpents in width by thirty three arpents in depth, more or less.

The said immoveables will be put up to auction and adjuged to the last and highest bidder on the TWENTY NINTH day of JUNE, 1922, sitting the Court, in the room of the Court House of Saint John's, district of Iberville, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and

parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Saint-Jean, 15 mai 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
2067—20-2 DEMERS & REGNIER.

failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Saint John's, May 15th, 1922.

DEMERS & REGNIER,
2068—20-2 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1507.

Dame Florina Williams *et vir et al*, demandeurs; vs Victorin Williams *et al*, défendeurs.

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 9 mai 1922, dans une cause dans laquelle Dame Florina Williams, épouse commune en biens de Joseph-André Paquette, ingénieur mécanicien, tous deux des cité et district de Montréal, et ledit Joseph-André Paquette tant personnellement que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes; Marie-Rose Williams, épouse commune en biens de Adrien Maurice, tous deux de la cité et du district de Joliette, commerçant, et ledit Adrien Maurice tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Azilda Williams, fille majeure et usant de ses droits, de la cité et du district de Joliette; Ephrem Williams, mécanicien, des cité et district de Montréal; Zéléma Williams, épouse commune en biens de Anselme Lambert, maître-charretier, de Belœil, district de Richelieu, et ledit Anselme Lambert tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, sont demandeurs; et Victorin Williams, des cité et district de Montréal; Joseph-Eugène Williams, cultivateur, de Orléans, état du Vermont, un des Etats-Unis d'Amérique, et Arthur Williams, de Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Un emplacement situé sur la rue Chambly, en la cité de Montréal, mesurant vingt-quatre pieds de front par cent vingt-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, connu sous le numéro cent dix-huit de la subdivision du lot numéro vingt-trois (118-23) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les bâtisses y érigées.

Le dit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIÈME jour de JUIN 1922, à DIX HEURES ET DEMIE du matin (heure de Montréal), dans l'une des salles, d'audience, au palais de justice, à Montréal, qui sera alors indiquée, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et qu'à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de ce faire.

Montréal, 9 mai 1922.

Le procureur des demandeurs,
1963—19-2 ALDERIC BLAIN.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1507.

Dame Florina Williams *et vir et al*, plaintiffs; vs Victorin Williams *et al*, defendants.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered the 9th of May, 1922, in a cause wherein Dame Florina Williams, wife common as to property of Joseph André Paquette, mechanical engineer, both of the city and district of Montreal, and the said Joseph André Paquette, both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof; Marie Rose Williams, wife common as to property of Adrien Maurice, both of the city and district of Joliette, trader, and the said Adrien Maurice both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof; Azilda Williams, spinster of age and in the full exercise of her rights, of the city and district of Joliette; Ephrem Williams, machinist, of the city and district of Montreal; Zéléma Williams, wife common as to property of Anselme Lambert, master-carter, of Belœil, district of Richelieu, and the said Anselme Lambert both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, are plaintiffs; and Victorin Williams, of the city and district of Montreal; Joseph Eugène Williams, farmer, of Orleans, State of Vermont, one of the United States of America, and Arthur Williams, of Saint Césaire, district of Saint-Hyacinthe, are Defendants, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows:

An emplacement situate on Chambly street, in the city of Montreal, measuring twenty four feet in front by one hundred and twenty two feet in depth, English measurements, known under the number one hundred and eighteen of the subdivision of the lot number twenty three (118-23) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected.

The said immoveable will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, the FIFTEENTH day of JUNE 1922, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, (Montreal time), in a room of the Court House of Montreal, which will then be pointed out, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of the said Court; at least twelve days before the day fixed as foresaid for the sale and adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, May 9th, 1922.

ALDERIC BLAIN,
1964—19-2 Attorney for plaintiff.

VENTE PAR LE SHÉRIF BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.
Beauce, à savoir: } **L**A FONDERIE DE
No 6260. } **S**AINT - ANSELME,
LIMITEE, demanderesse; contre LUDGER
CARON, défendeur.

Un terrain étant partie du lot numéro six cent trente-sept (ptie 637) du cadastre de la paroisse de Saint-Georges, comté de Beauce, ayant un arpent en superficie, dont un demi arpent du côté nord-est du chemin public et un demi arpent du côté sud-ouest du chemin public; borné au nord-ouest à Alfred Loignon et des autres côtés à Absolon Caron, sauf le chemin public séparant les deux parties dudit terrain—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 15 mai 1922.
[Première publication, 20 mai 1922]
2055—20-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.
Beauce, à savoir: } **G**EORGES NADEAU, de-
No 6324. } mandereur; contre MA-
JORIQUE BIZIER, défendeur.

Les lots numéros trente-un A (31-A) et trente-un B (31-B) du rang dix, canton d'Adstock—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode-d'Adstock, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN prochain 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce 15 mai 1922.
[Première publication, 20 mai 1922]
2057—20-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Bedford.
Province de Québec, } **D**EXTER M. MIT-
District de Bedford. } CHELL, demandeur
No 518. } vs DES PROPRIETAI-
RES INCONNUS, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs.

Le lopin de terre connu comme étant une partie du lot numéro cinq cent quatorze (514) du cadastre officiel du canton de Granby, commençant à un point où la ligne ouest du chemin conduisant au cimetière méthodiste intersecte la route; de là en suivant le côté ouest dudit chemin du cimetière vers le sud jusqu'à la limite nord

SHERIFF'S SALES BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit: } **L**A FONDERIE DE
No. 6260. } **S**AINT ANSELME,
LIMITEE, plaintiff; against LUDGER CARON,
defendant.

A lot of land being part of the lot number six hundred and thirty seven (pt. 637) of the cadastre of the parish of Saint Georges, county of Beauce, being one arpent in area, of which one half arpent on the northeast side of the public road and one half arpent on the southwest side of the public road; bounded on the northwest by Alfred Loignon and on the other sides by Absolon Caron, except the public road dividing the two parts of the said lot of land—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Georges, the TWENTY SECOND day of JUNE next, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. GUSTAVE GARANT,
Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 15th May, 1922.
[First publication, 20th May, 1922]
2056—20-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit: } **G**EORGES NADEAU,
No. 6324. } plaintiff; against MA-
JORIQUE BIZIER, defendant.

The lots numbers thirty one A (31-A) and thirty one B (31-B) of the tenth range of the township of Adstock—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Méthode-d'Adstock, the TWENTIETH day of JUNE next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. GUSTAVE GARANT,
Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, May 15th, 1922.
[First publication, 20th May, 1922]
2058—20-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.
Province of Québec, } **D**EXTER M. MIT-
District of Bedford. } CHELL, peti-
No. 518. } tioner; vs UNKNOWN
PROPRIETORS, defendants.

As belonging to defendants:

That certain piece of land known as part of lot number five hundred and fourteen (514) of the official cadastre for the township of Granby, commencing at a point where the west line of the road leading to the methodist cemetery intersects the highway; thence following the west side of the said cemetery road southerly to the north

du cimetière; de là vers l'ouest le long de la limite nord du cimetière, trente-trois (33) pieds jusqu'au coin nord-ouest d'icelui; de là en suivant la ligne ouest du cimetière jusqu'au coin sud-ouest d'icelui; de là vers l'ouest dans le prolongement de la ligne sud du cimetière, trois cent cinquante-quatre pieds (354) jusqu'à un poteau démarquant le coin-frontière entre la terre ici désignée et celle d'Edouard Seale; de là vers le nord en ligne directe jusqu'au coin sud-ouest du lot cadastral numéro cinq cent quinze (515) (le lot Craig); de là en suivant le sud jusqu'à la limite postérieure dudit lot jusqu'au coin sud-ouest d'icelui; de là en suivant la ligne est dudit lot jusqu'à la route de là en suivant la route à l'est jusqu'au point de départ, mesurant en superficie deux acres de terre et demi, avec réserve d'un droit de passage, le long du côté ouest du chemin conduisant au cimetière, en faveur d'Edward Seale, sauf et excepté la partie de la terre susdécrite vendue à Ethel E. Wheeler—avec une maison et les autres bâtiments qui s'y trouvent;

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-Granby, à Granby, MERCREDI, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN 1922, à DIX heures de l'avant-midi. Bureau du shérif. Le shérif, Sweetsburg, le 16 mai 1922. C. B. JAMESON.
[Première publication, 20 mai 1922]
2099—20-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **WILLIAM H. GOD-**
District de Bedford, } **DARD,** deman-
No 1225. } **deur; vs HENRY Mc-**
KELVEY, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

La terre sise et située dans ledit canton Bolton, connue aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre dudit canton Bolton, comme étant le lot de terre numéro deux cent quatorze (214), mesurant en étendue cent huit acres de terre, plus ou moins.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Edouard-de-Knowlton, à Knowlton, MERCREDI, le TRENTE-UNIEME jour de MAI 1922, à DIX heures de l'avant-midi. Bureau du shérif. Le shérif, Sweetsburg, le 25 avril 1922. C. B. JAMESON.
[Première publication, 29 avril 1922]
1713—17-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **LOUIS-JOSEPH BER-**
No 248. } **GERON,** agent d'as-
surance, de Jonquières, demandeur; contre **PHILIPPE-AUGUSTE TREMBLAY,** autrefois de Bagotville, maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

Tout le lopin de terre situé en la ville de Bagotville, de quarante-cinq pieds de front sur une profondeur de quatre-vingts pieds du côté nord

line of the cemetery; thence westerly along the north line of the cemetery, thirty three (33) feet to the northwestern corner thereof; thence following the west line of the cemetery to the southwest corner thereof; thence westerly in the prolongation of the south line of the cemetery three hundred and fifty-four (354) feet to a postmarking of the corner boundary between the herein described land and that of Edward Seale; thence northerly in a direct line to the southwest corner of cadastral lot number five hundred and fifteen (515) (the Craig lot); thence following the south to the rear line of the said lot to the southwest corner thereof; thence following the east line of said lot to the highway; thence following the highway easterly to the place of commencement, containing two and one half acres of land in superficies, reserving a right of way along the west side of the road leading to the cemetery, in favour of Edward Seale, save and except so much of the above described land deeded and sold to Ethel E. Wheeler—together with a house and other buildings thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre-Dame-de-Granby, at Granby, on WEDNESDAY, the TWENTY EIGHTH day of JUNE, 1922, at TEN o'clock in the forenoon. Sheriff's office. C. B. JAMESON, Sheriff.
Sweetsburg, May 16th, 1922. Sheriff.
[First publication, 20th May, 1922]
2100—20-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } **WILLIAM H. GOD-**
District of Bedford, } **DARD** plaintiff;
No. 1225. } **vs HENRY McKEL-**
VEY, defendant.

As belonging to defendant:

That certain farm situate and lying in the said township of Bolton, known upon the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Bolton, as the lot of land number two hundred and fourteen (214), containing one hundred and eight acres of land in superficies, more or less.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Edward of Knowlton, at Knowlton, on WEDNESDAY, the THIRTY FIRST day of MAY, 1922, at the hour of TEN o'clock in the forenoon. Sheriff's office. C. B. JAMESON, Sheriff.
Sweetsburg, April 25th, 1922. Sheriff.
[First publication, 29th April, 1922]
1714—17-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **LOUIS JOSEPH BER-**
No. 248. } **GERON,** insurance
agent, of Jonquières, plaintiff; against **PHILIPPE AUGUSTE TREMBLAY,** heretofore of Bagotville, now of parts unknown, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

All that parcel of land situate in the town of Bagotville, of forty five feet in front by eighty feet in depth on the north side and seventy seven

et de soixante-dix-sept pieds du côté sud, formant partie du lot cadastral numéro quatre-vingt-dix-neuf du village de Bagotville; borné en front à la rue Victoria, au nord au terrain de la corporation de la ville de Bagotville, au sud à celui des représentants de Dame Maude Lévesque et en profondeur à celui des représentants de Dame Lydie Gagnon—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Bagotville, MARDI, le TRENTIEME jour de MAI prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,

ELZ. BOIVIN.

Chicoutimi, 21 avril 1922.

1685—17-2

[Première publication, 29 avril 1922.]

feet in depth on the south side, forming part of the cadastral lot number ninety nine of the village of Bagotville; bounded in front by Victoria street, on the north by the land of the corporation of the town of Bagotville, on the south by that of the representatives of Dame Maude Lévesque, and in depth by that of the representatives of Dame Lydie Gagnon—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Bagotville, on TUESDAY, the THIRTIETH day of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff.

Chicoutimi, 21st April, 1922.

1686—17-2

[First publication, 29th April, 1922.]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } WILLIAM COPPING,
No 2243 } demandeur; vs
OLIVA COUTURE, de la paroisse de Saint-Alexandre, district d'Iberville, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, connue et désignée sous le numéro quatre-cent-douze (412) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Alexandre, dans le comté et le district d'Iberville, et ses dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Alexandre, district d'Iberville, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

ARTHUR LASNIER.

Saint-Jean, 19 avril 1922.

1661—17-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit : } WILLIAM COPPING,
No. 2243 } plaintiff; vs OLIVA
COUTURE, of the parish of Saint Alexandre, district of Iberville, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A farm situate in the parish of Saint Alexandre, in the district of Iberville, known and designated under the number four hundred and twelve (412) of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Alexandre, in the county and district of Iberville, and its dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Alexandre, district of Iberville, the THIRTIETH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

ARTHUR LASNIER,

Sheriff.

Saint John's, April 19th, 1922.

1662—17-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LA CORPORATION DE
No 1343. } LA PAROISSE DE
SAINT-LAURENT, corporation légalement constituée, ayant son bureau chef en la ville Saint-Laurent, district de Montréal, demanderesse; vs J. WALTER GAGE et JOHN WILLIAM BOUSFIELD, tous deux agents, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires ensemble en société sous les nom et raison sociale de J. Walter Gage Realty Company, défendeurs.

Les immeubles suivants, tous sis et situés dans la paroisse Saint-Laurent, comté Jacques-Cartier, savoir :

Les lots numéros 59 et 64 bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 63;

Les lots numéros 93, 94 et 95 bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 97;

Les lots numéros 121 et 193 bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 112;

Les lots ci-dessus étant des subdivisions du lot originaire 261 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent;

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE CORPORATION OF
No 1343. } THE PARISH OF
SAINT LAURENT, a body-politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the town of Saint Laurent, district of Montreal, plaintiff; vs J. WALTER GAGE and JOHN WILLIAM BOUSFIELD, both agents, of the city and district of Montreal, and there carrying on business together in partnership under the name and style of J. Walter Gage Realty Company, defendants.

The following immoveables, all lying and situated in the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, namely :

The lots numbers 59 and 64 bounded in front by a street bearing the subdivision number 63;

The lots numbers 93, 94 and 95 bounded in front by a street bearing the subdivision number 97;

The lots numbers 121 and 193 bounded in front by a street bearing the subdivision number 112;

The above lots being subdivisions of the original lot number 261 of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent;

Le lot numéro 68 borné en front par le chemin public;

Les lots numéros 71, 78, 79, et 80 bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 65;

Le lot numéro 319 borné en front par une rue portant le numéro de subdivision 311;

Le lot numéro 638 borné en front par une rue portant le numéro de subdivision 630;

Ces derniers lots étant des subdivisions du lot originaire 356 aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse Saint-Laurent.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 17 mai 1922.

[Première publication, 20 mai 1922]
2105-20-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **GEORGES DASTOUS,**
No 3951. } demandeur; vs **PAUL**
LARCHER, défendeur; et **L.-A. BEDARD,** cu-
rateur au délaissement.

Un emplacement situé sur la rue Lajeunesse, en la cité de Montréal, dans le quartier Ahuntsic, portant le numéro vingt-deux (22) de la subdivision officielle du lot numéro deux cent trente-six (236-22) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec bâtisses dessus construites, étant un garage d'automobile et deux logements, tel que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 17 mai 1922.

[Première publication, 20 mai 1922]
2107-20-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CITE DE MONT-**
No 262. } **REAL,** corps léga-
lement constitué, ayant son principal établissement
en ladite cité, demanderesse; vs **JEAN-BTE**
BROUILLETTE, défendeur.

Les lots de terre suivants situés dans la cité de Montréal, bornés en front par la rue Charlemagne, étant des resubdivisions des subdivisions du numéro originaire dix-sept (17) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, quartier Mercier-Maisonnette.

La resubdivision numéro (1) de la subdivision numéro sept cent quatre (704).

Resubdivision numéro un (1) de la subdivision numéro sept cent trois (703).

Resubdivision numéro un (1) de la subdivision numéro sept cent deux (702).

Resubdivision numéro un (1) de la subdivision numéro sept cent un (701).

Resubdivision numéro un (1) de la subdivision numéro six cent quatre-vingt-dix-neuf (699).

Resubdivision numéro un (1) de la subdivision numéro sept cent (700).

Resubdivision numéro un (1) de la subdivision numéro six cent quatre-vingt-dix-huit (698).

Resubdivision numéro un (1) de la subdivision numéro cinq cent vingt (520).

The lot number 68 bounded in front by the public road ;

The lots numbers 71, 78, 79 and 80 bounded in front by a street bearing the subdivision number 65 ;

The lot number 319 bounded in front by a street bearing the subdivision number 311 ;

The lot number 638 bounded in front by a street bearing the subdivision number 630 ;

These last lots being subdivisions of the original lot 356 of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY-THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, May 17th., 1922.

[First publication, 20th May, 1922]
2106-20-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **GEORGES DASTOUS,**
No. 3951. } plaintiff; vs **PAUL**
LARCHER, defendant; and **L. A. BEDARD,** cu-
rator to the surrender of property made herein.

An emplacement situate on Lajeunesse street, in the city of Montreal, in Ahuntsic ward, bearing the number twenty two (22) of the official subdivision of the lot number two hundred and thirty six (236-22) of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet—with the buildings thereon erected, being an automobile garage and two dwellings, as the whole now subsists, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY-SECOND day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, May 17th., 1922.

[First publication, 20th May, 1922]
2108-20-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE CITY OF MON-**
No. 262. } **TREAL,** a body poli-
tic and corporate, duly incorporated, having its
place of business in the said city, plaintiff; vs
JEAN BTE BROUILLETTE, defendant.

The following lots of land situate in the city of Montreal; bounded in front by Charlemagne street, being resubdivisions of subdivisions of original number seventeen (17) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga, Mercier-Maisonnette ward;

Resubdivision number one (1) of subdivision number seven hundred and four (704).

Resubdivision number one (1) of subdivision number seven hundred and three (703).

Resubdivision number one (1) of subdivision number seven hundred and two (702).

Resubdivision number one (1) of subdivision number seven hundred and one (701).

Resubdivision number one (1) of subdivision number six hundred and ninety nine (699).

Resubdivision number one (1) of subdivision number seven hundred (700).

Resubdivision number one (1) of subdivision number six hundred and ninety eight (698).

Resubdivision number one (1) of subdivision number five hundred and twenty (520).

Résubdivision numéro un (1) de la subdivision numéro cinq cents dix-neuf (519).

Résubdivision numéro un (1) de la subdivision numéro cinq cents dix-huit.

Résubdivision numéro un (1) de la subdivision numéro cinq cents dix-sept.

Résubdivision numéro un (1) de la subdivision numéro cinq cents seize (516).

Les lots de terre suivants situés dans ladite cité de Montréal et bornés en front par la rue Jeanne d'Arc, étant les subdivisions du numéro originaire dix-sept (17) des plan et livre de renvoi du village incorporé d'Hochelaga, quartier Mercier-Maisonnette.

Subdivision numéro trois cent quatre-vingt-onze (391).

Subdivision numéro six cent soixante-trois (663).

Subdivision numéro six cent soixante-quatre (664).

Subdivision numéro six cent soixante-cinq (665).

Subdivision numéro six cent soixante-six (666).

Subdivision numéro six cent soixante-sept (667).

Subdivision numéro six cent soixante-huit (668).

Subdivision numéro six cent soixante-neuf (669).

Subdivision numéro quatre cent cinquante-quatre (454).

Subdivision numéro quatre cent cinquante-trois (453).

Subdivision numéro quatre cent trente-cinq (435).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE-UNIÈME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

Montréal, 26 avril 1922. J.-L. LEMIEUX.

(Première publication, 29 avril 1922)

1743—17-2

FERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } YVON DUCHARME, demandeur; contre
No 3854. }
DENIS TANSEY, un des défendeurs en cette cause.

Un certain emplacement ayant front sur la rue Durocher, dans la cité d'Outremont, connu et désigné comme étant la moitié sud-est du lot numéro vingt-un sur le plan de résubdivision du lot numéro quatre du plan officiel de subdivision du lot numéro trente-deux (32-4-21) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, étant toute la profondeur dudit lot, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins, et borné en front au sud-ouest par ladite rue Durocher, en arrière au nord-est par une ruelle, d'un côté au sud-est par le lot numéro vingt-deux du plan de résubdivision dudit lot numéro quatre du plan de la subdivision officiel dudit lot numéro trente-deux, et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu de la moitié nord-ouest dudit lot numéro vingt-un, sur le plan de résubdivision dudit lot numéro quatre du plan officiel de subdivision dudit lot numéro trente-deux—avec les bâtisses dessus construites et spécialement celle portant le numéro civique cinq cent soixante-quinze (No 575 de ladite rue Durocher), dont les murs sont mitoyens.

Resubdivision number one (1) of subdivision number five hundred and nineteen (519).

Resubdivision number one (1) of subdivision number five hundred and eighteen (518).

Resubdivision number one (1) of subdivision number five hundred and seventeen (517).

Resubdivision number one (1) of subdivision number five hundred and sixteen (516).

The following lots of land situate in said city of Montreal; and bounded in front by Jeanne D'Arc street, being subdivisions of original number seventeen (17) on the official plan and book of reference for the incorporate village of Hochelaga, Mercier-Maisonnette ward.

Subdivision number three hundred and ninety one (391).

Subdivision number six hundred and sixty three (663).

Subdivision number six hundred and sixty four (664).

Subdivision number six hundred and sixty five (665).

Subdivision number six hundred and sixty six (666).

Subdivision number six hundred and sixty seven (667).

Subdivision number six hundred and sixty-eight (668).

Subdivision number six hundred and sixty nine (669).

Subdivision number four hundred and fifty four (454).

Subdivision number four hundred and fifty three (453).

Subdivision number four hundred and thirty five (435).

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTY FIRST day of MAY next, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX.

Montréal, April 26th, 1922. Sheriff.

[First publication, 29th April, 1922]

1744—17-2

FERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } YVON DUCHARME, plaintiff; against
No. 3854. }
DENIS TANSEY, one of the defendants in this cause.

A certain emplacement fronting on Durocher street, in the city of Outremont, being known and designated as the south-east half of lot number twenty-one upon the resubdivision plan of lot number four upon the official subdivision plan of lot number thirty-two (32-4-21) upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, being the whole depth of said lot, the whole English, measure and more or less, and being bounded in front to the south-west by said Durocher street, in rear to the north-east by a lane, on one side to the south-east by lot number twenty-two upon the resubdivision plan of said lot number four upon the official subdivision plan of said lot number thirty-two, and on the other side, to the north west, by the residue or north-west half of said lot number twenty-one, upon the resubdivision plan of said lot number four upon the official subdivision plan of said lot number thirty-two—with the buildings thereon erected and specially that bearing civic number five hundred and seventy-five (No. 575 of said Durocher street), the gable walls whereof are mitoyens.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE-UNIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,

I.-J. LEMIEUX.

Montréal, 26 avril 1922.

[Première publication, 29 avril 1922]

1745—17-2

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTY FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. I. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 26th April, 1922.

[First publication, 29th April, 1922]

1746—17-2

PONTIAC

Cour supérieure.

Province de Québec, } LA FONDERIE DE
District de Pontiac. } PLESSISVILLE,
No 2025. } demanderesse; vs WILBROD SAUMUR, défendeur.

Le lot numéro soixante-neuf (69) du cadastre du village de Ville-Marie, contenant d'après mesure quatre-vingt pieds (80) pieds en front par cinquante-cinq (55) pieds de profondeur, aussi la partie sud du lot numéro soixante-huit (68) du même cadastre dudit village de Ville-Marie, dans le comté de Témiscamingue, contenant d'après mesure quarante-huit (48) pieds en front par cinquante-cinq (55) pieds de profondeur—avec les bâtisses dessus construites et les dépendances s'y rattachant.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire-de-Ville-Marie, dans le comté de Témiscamingue, le VINGTIEME jour de JUIN 1922, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,

BERNARD J. SLOAN.

Bryson, Qué., le 13 mai 1922.

[Première publication, 20 mai 1922]

2037—20-2

PONTIAC

Superior Court.

Province of Quebec, } LA FONDERIE DE
District of Pontiac. } PLESSISVILLE,
No. 2025. } plaintiff; vs WILBROD SAUMUR, defendant.

Lot number sixty nine (69) of the cadastre for the village of Ville-Marie, containing by admeasurement eighty (80) feet in front by fifty five (55) feet in depth, also the south part of lot number sixty eight (68) of the same cadastre of the said village of Ville-Marie, in the county of Temiskaming, containing by admeasurement forty eight (48) feet in front by fifty five (55) feet in depth—with the buildings thereon erected and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the parish church door of Notre-Dame-du-Saint-Rosaire-de-Ville-Marie, in the county of Temiskaming, on the TWENTIETH day of JUNE, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. BERNARD J. SLOAN,

Sheriff.

Bryson, Que., May 13th, 1922.

[First publication, 20th May, 1922]

2038—20-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } LA BANQUE NATIONALE, corps politique constitué en corporation, ayant le siège social de ses affaires en la cité de Québec et ayant un comptoir en la ville de Roberval, demanderesse; vs W. SIMARD et JOS.-A. SIMARD ET AL, de Saint-Gédéon, défendeurs, à savoir:

1. Une ferme située à Saint-Edouard-de-Péribonca, comté de Lac Saint-Jean, et formée des lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros quarante-six, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante-un et cinquante-deux (Nos 46, 47, 48, 49, 50, 51 et 52) du premier rang, quarante-trois et quarante-quatre (Nos 43 et 44) du cinquième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dalmas—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances;

2. Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro quarante (No 40), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le sixième rang du canton Dalmas—avec les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendus, le premier item, en un seul bloc, et le deuxième séparément, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard-de-Péribonca,

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } LA BANQUE NATIONALE, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the city of Quebec and having a branch in the town of Roberval, plaintiff; vs W. SIMARD and JOS. A. SIMARD ET AL, of Saint Gédéon, defendants, to wit:

1. A farm situate at Saint-Edouard-de-Péribonca, county of Lake Saint John, and formed of the lots of land now known and designated under the numbers forty six, forty seven, forty eight, forty nine, fifty, fifty one and fifty two (Nos. 47, 48, 49, 50, 51 and 52) of the first range, forty three and forty four (Nos. 43 and 44) of the fifth range, on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Dalmas—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies;

2. The lot of land now known and designated under the number forty (No. 40), on the official plan and book of reference of the cadastre for the sixth range of the township of Dalmas—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold the first item, as one single plot of land, and the second separately, at the church door of the parish of Saint-Edouard-de-Péribonca,

bonca, Lac Saint-Jean, VENDREDI, le DEUX-
IEME jour de JUIN prochain (1922), à DEUX
heures de l'après-midi.
Bureau du shérif.

Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Roberval, le 24 avril 1922.

[Première publication 29 avril 1922]
1705—17-2

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } LA BANQUE NATIO-
District de Roberval, } NALE, corps poli-
No 2949. } tique constitué en corpo-
ration, ayant le siège social de ses affaires en la
cité de Québec et ayant un comptoir en la ville
de Roberval, demanderesse; vs W. SIMARD,
ci-devant de Saint-Gédéon, aujourd'hui de la
ville de Chicoutimi; et JOS.-A. SIMARD, de
Saint-Gédéon, ET AL, défendeurs. à savoir:

Une ferme formée des lots de terre maintenant
connus et désignés sous les numéros neuf-B et
dix-A (Nos 9b et 10a), aux plan et livre de renvoi
officiels du cadastre pour le dixième rang du
canton Signai, comté de Lac Saint-Jean—avec
ensemble les bâtisses dessus érigées, apparte-
nances et dépendances. Sauf à distraire dudit lot
numéro neuf-B, cinq emplacements avec bâtisses
et un emplacement sans bâtisse; lesdits terrains
ou emplacements étant tous bornés du côté est
au chemin public et appartenant actuellement
à Joseph Tremblay, Tancrède Lessard, Ludger
Girard, Charles Girard, Alexandre Lessard et
révérend Elzéar Lavoie, le tout tel qu'actuelle-
ment enclos chacun, sauf à distraire aussi dudit
lot numéro dix-A, deux emplacements, dont un
terrain ou emplacement situé du côté ouest du
chemin public, près de la ligne de division dudit
lot d'avec le numéro neuf-B, tel qu'actuellement
enclos et appartenant à Edgar Dégagné, aussi un
terrain ou emplacement situé du côté est du
chemin public; borné à ce dernier en front et se
trouvant situé à l'extrémité sud dudit lot dix-A,
tel qu'actuellement enclos et appartenant à
Aquilas Lavoie—ces deux emplacements ayant
bâtisses et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Gédéon, comté de Lac Saint-
Jean, MARDI, le TRENTIEME jour de MAI
prochain (1922), à ONZE heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif.

Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Roberval, 24 avril 1922.

[Première publication, 29 avril 1922.]
1707—17-2

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: } DAME MARIE-LOUISE-
No 3640. } BLANCHE McDO-
NALD, veuve de Sir Rodolphe Forget, PIERRE-
FRANCOIS CASGRAIN, avocat, député à la
chambre des Communes du Canada, et GILLES
FORGET, industriel, tous de la cité de Montréal,
en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de
feu Sir Rodolphe Forget en son vivant du même
lieu, agent de change, demandeurs; contre FRAN-
COIS SAVARD ET ADJUTOR SAVARD, tous
deux de Saint-Siméon, journaliers, défendeurs.

bonca, Lake Saint John, on FRIDAY, the SE-
COND day of JUNE next, 1922, at TWO o'clock
in the afternoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Roberval, April 24th, 1922. Sheriff.

[First publication, 29th April, 1922]

1706—17-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } LA BANQUE NATIO-
District of Roberval, } NALE, a body poli-
No. 2949. } tic and corporate, duly
incorporated, having its head office in the city
of Quebec and a branch in the town of Roberval,
plaintiff; vs W. SIMARD, heretofore of Saint
Gédéon, now of the town of Chicoutimi; and
JOS. A. SIMARD, of Saint Gédéon, ET AL, defend-
ants, to wit:

A farm composed of the lots now known and
designated under the numbers nine-B and ten-A
(Nos. 9b and 10a), on the official cadastral plan
and book of reference for the tenth range of the
township of Signai, county of Lake Saint John—
together with the buildings thereon erected,
appurtenances and dependencies. Save and to
be deducted from the said lot number nine-B,
five emplacements with buildings thereon and
one emplacement without building; being all
bounded on the east side by the public road and
presently belonging to Joseph Tremblay, Tan-
crède Lessard, Ludger Girard, Charles Girard,
Alexandre Lessard and the reverend Elzéar La-
voie, the whole as presently fenced in save and
to be deducted from the lot number ten-A, two
emplacements, one of which is situated on
the west side of the public road, near the line
of division of the said lot with the lot number
nine-B, as actually fenced in closed and belong-
ing to Edgar Dégagné, also a lot of land or
emplacement situated on the east side of the
public road; fronting on the said road and being
situated at the south extremity of the said lot ten-
A, as presently fenced in and belonging to Aquil-
as Lavoie—the two emplacements being with
buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish o
Saint Gédéon, county of Lake Saint John, on
TUESDAY, the THIRTIETH day of MAY
next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Roberval, 24th April, 1922. Sheriff.

Roberval, 24th April, 1922.

[First publication, 29th April, 1922]
1708—17-2

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } DAME MARIE LOUISE
No. 3640. } BLANCHE McDO-
NALD, widow of Sir Rodolphe Forget, PIERRE
FRANCOIS CASGRAIN, advocate, member of
the House of Commons of Canada and GILLES
FORGET, manufacturer, all of the city of
Montreal, in their quality of testamentary
executors of the late Sir Rodolphe Forget, in his
lifetime of the same place, broker, plaintiff;
against FRANCOIS SAVARD AND ADJUTOR
SAVARD, both of Saint Siméon, laborers,
defendants.

1. Un lopin de terre ou emplacement situé dans le rang de Port-au-Persil, en la paroisse de Saint-Siméon, faisant partie du lot numéro 65 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Siméon, contenant un arpent de front sur un arpent de profondeur, plus ou moins; borné d'un côté vers l'ouest à la route du quai, en avant vers le sud au terrain de L.-A. Bouliane, faisant partie du même lot, et des autres côtés au terrain de Ismael Dufour, faisant aussi partie du même lot, tel que ledit emplacement est actuellement—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Siméon, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,
ELIE MALTAIS.

Malbaie, 8 mai 1922.

[Première publication, 29 avril 1922]
1723—17-2

1. A parcel of land or emplacement situate in the range of Port-au-Persil, in the parish of Saint Siméon, forming part of the lot number 65 of the official cadastre of the parish of Saint Siméon, containing one arpent in front by one arpent in depth, more or less; bounded on one side towards the west by the wharf road, in front towards the south by the land of L. A. Bouliane, forming part of the same lot, and on the other sides by the land of Ismael Dufour, also forming part of the same lot, as the said emplacement is actually—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Siméon, on the TWENTY SECOND day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

ELIE MALTAIS,
Sheriff.

Malbaie, May 8th, 1922.

[First publication, 29th April, 1922]
1724—17-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } JOHN PORTEOUS,
No 415. } cultivateur, du
canton Bury, dans le district de Saint-François,
demandeur; contre ARTEMUS N. TODD, du
canton Newport, dit district de Saint-François,
défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur :

Les lisières de terre sises et situées dans le canton Newport, connues au plan cadastral dudit canton connu étant :

1. Le lot numéro un F (1f), contenant, d'après le livre de références dudit canton, quatre-vingt-dix-huit acres et soixante-dix-neuf centièmes d'acre ;

2. Le lot numéro un G (1g) contenant, audit livre de référence, deux acres de superficie, respectivement, les deux dans le quatrième (4) rang dudit canton—avec les bâtisses et améliorations qui se trouvent sur lesdits terrains.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille-de-Cookshire, MARDI, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain 1922, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 16 mai 1922.

[Première publication, 20th May, 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } JOHN PORTEOUS,
No. 415. } farmer, of the town-
ship of Bury, in the district of Saint Francis,
plaintiff; against ARTEMUS N. TODD, of the
township of Newport, said district of Saint Francis,
defendant.

Seized as belonging to the said defendant :

Those certain tracts or parcels of land situate and being in the township of Newport, known on the cadastral plan for the said township as :

1. The lot number one F (1f), containing, by the book of reference for the said township, ninety eight acres and seventy-nine hundredths of an acre ;

2. The lot number one G (1g), containing, by the said book of reference, two acres in superficies, respectively, both in the fourth (4) range of the said township—together with the buildings and improvements made and erected on the said lands.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Camille-de-Cookshire, on TUESDAY, the TWENTIETH day of JUNE next, 1922, at TWO of the o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke, May 16th, 1922.

[First publication, 20th May, 1922.]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir : } OVIDE TAILLE-
No 1042. } LEFER, de-
mandeur; contre LUDGER LESSARD, défen-
deur.

Un emplacement sis et situé en la cité de Saint-Hyacinthe, sur la rue Cascades, du côté sud-est connu et désigné comme étant partie des numéros quatre cent quinze (p. 415) et quatre cent seize (p. 416) aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Saint-Hyacinthe; tenant en front ladite rue Cascades, en profondeur la ligne de division

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } OVIDE TAILLE-
No 1042. } LEFER, plaintiff;
against LUDGER LESSARD, defendant.

An emplacement situate in the city of Saint Hyacinthe, on the south east side of Cascades street, known and designated as being a part of numbers four hundred and fifteen (p. 415) and four hundred and sixteen (p. 416) on the official plan and book of reference of the city of Saint Hyacinthe; bounded in front by Cascades street, in depth by the division line between numbers

entre les numéros 415 et 414 dudit cadastre, du côté nord-est la grève de la rivière Yamaska, et du côté sud-ouest une ligne perpendiculaire à ladite rue Cascades, tirée à soixante-sept pieds anglais, de là faisant un angle droit et se dirigeant vers le sud-ouest parallèlement à la rue Cascades jusqu'à un point situé à dix pieds de la ligne de division des numéros 415 et 416, contigue au numéro 411 dudit cadastre, et de ce point faisant un nouvel angle droit pour reprendre la direction ordinaire en passant à dix pieds de ladite ligne nord-est du numéro 411 jusqu'à la profondeur du terrain—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain, (1922), à DIX heures de l'avant-midi

Bureau du shérif, Le shérif,

JOS.-L. CORMIER

Saint-Hyacinthe, 16 mai 1922

[Première publication, 20 mai 1922]

2091—20-2

415 and 414 of said cadastre, on the north east side by the Yamaska river bank, and on the south west side a perpendicular line to the Cascades street, drawn at sixty seven feet, English measure, from the division line between said numbers and the number 411 of said cadastre, going toward the depth on a distance of eighty one feet, English measure, and there making a right angle and going toward the south west parallelly to the Cascades street at a point situate at ten feet from the division line of numbers 415 and 416, contigue to number 411 of the said cadastre, and from that point making a new right angle to take again the original direction in passing at ten feet from the said north east line of number 411 to the depth of ground—with buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, at the Court House, in the city of Saint Hyacinthe, on the TWENTIETH day of JUNE next, (1922), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. JOS. L. CORMIER,

Sheriff.

Saint Hyacinthe, 16th May, 1922.

[First publication, 20th May, 1922.]

2092—20-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, } JOSEPH SYLVESTRE
Province de Québec, } ES-QUALITE, deman-
District de Montréal. } deur; vs LES HERI-
No. 266. } TIERS de Dame De-
nise Meunier, défendeurs.

Comme appartenant auxdits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé en la ville de Terrebonne, sur la rue Saint-Jean-Baptiste, connu et désigné sous les numéros officiels cent quatre-vingt-sept et cent quatre-vingt-huit (187 et 188), de la ville de Terrebonne, de la contenance que lesdits lots peuvent avoir et sans garantie de mesure précise—avec maison en brique et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique, en la ville de Terrebonne, comté et district de Terrebonne, le TRENTE-UNIÈME jour de MAI 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,

Sainte Scholastique, 24 avril 1922 J.-W. CYR.

[Première publication, 29 avril 1922.]

1725—17-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } JOSEPH SYLVESTRE
Province de Québec, } ES-QUALITE, plain-
District of Montreal. } tiff; vs THE HEIRS
No. 266. } of Dame Denise Meunier, defendants.

As belonging to the said defendants, the following immoveable, to wit:

An emplacement situate in the town of Terrebonne, on Saint Jean Baptiste street, known and designated under the official numbers one hundred and eighty seven and one hundred and eighty eight (187 and 188), of the town of Terrebonne, of whatever contents they may have and without warranty as to precise measurements—with a brick house and other buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door, in the town of Terrebonne, county and district of Terrebonne, the THIRTY FIRST day of MAY, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. W. CYR,

Sainte-Scholastique, April 24th, 1922. Sheriff.

[First publication, 29th April, 1922]

1726—17-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Trois-Rivières

Trois-Rivières, à savoir: } ROMÉO DESRO-
No 458 } CHERS, deman-
deur; vs JOSEPH-NOEL-EMILE THIBEAULT, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

1o. Un emplacement situé du côté nord-est du chemin du Cap, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, mesurant soixante-deux pieds de largeur, mesure anglaise, sur toute la profondeur qu'il y

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } ROMÉO DESRO-
No. 458. } CHERS, plaintiff;
vs JOSEPH NOEL EMILE THIBEAULT, defendant.

As belonging to the said defendant, namely:

1o. An emplacement situate on the northeast side of the road called "Du Cap", in the town of Cap-de-la-Madeleine, measuring sixty two feet in width, English measurements, by the whole

a du dit chemin à aller à la ruelle connue et désignée sous le numéro quarante-un (41) de la subdivision officielle d'une partie du lot numéro quatre cent six (406) du cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain; borné du côté sud-est par l'emplacement de Henri Thibeault et du côté nord-ouest par Dame Sarah Déchesne; le dit emplacement étant connu et désigné comme faisant partie des lots numéros quatre cent six et quatre cent sept (406-407) du dit cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine;

20. Un certain emplacement irrégulier situé du côté sud-est de la rue du Pont, en la dite ville du Cap-de-la-Madeleine, mesurant environ cent soixante-dix pieds de largeur au front sur la dite rue du Pont, et environ cent dix pieds de profondeur dans sa ligne côté nord-est, cette profondeur étant irrégulière et suivant les sinuosités d'un ruisseau et d'une clôture pour aller se terminer en pointe du côté sud-ouest à la dite rue du Pont, le tout à la mesure anglaise; borné en front par la dite rue, du côté nord-est par Josaphat Langevin, représentant Joseph Thibeault et des côtés sud-est et sud-ouest par le terrain de la "Saint-Maurice Lumber Co.", le dit emplacement étant le résidu du lot numéro quatre cent huit (408) du dit cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine;

30. Un emplacement situé du côté nord-est de la rue Saint-Henri, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, connu et désigné sous le numéro cent dix au plan de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent six du cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine (406-110);

40. Le No 109 de la même subdivision, même rue, même ville;

50. Le lot No 108 de la même subdivision, même rue, même ville;

60. Le No 107 de la même subdivision, même rue, même ville;

70. Le No 106 de la même subdivision, même rue, même ville;

80. Le No 105 de la même subdivision, même rue, même ville;

90. Le No 104 de la même subdivision, même rue, même ville;

100. Le No 103 de la même subdivision, même rue, même ville;

110. Le No 102 de la même subdivision, même rue, même ville;

120. Le No 101 de la même subdivision, même rue, même ville;

130. Le No 100 de la même subdivision, même rue, même ville;

140. Le No 99 de la même subdivision, même rue, même ville;

150. Le No 97 de la même subdivision, même rue, même ville;

160. Le No 96 de la même subdivision, même rue, même ville;

170. Le No 95 de la même subdivision, même rue, même ville;

180. Le No 94 de la même subdivision, même rue, même ville;

190. Le No 93 de la même subdivision, même rue, même ville;

200. Le No 92 de la même subdivision, même rue, même ville;

210. Le No 91 de la même subdivision, même rue, même ville;

220. Le No 90 de la même subdivision, même rue, même ville.

depth from the road to the lane known and designated under the number forty one (41) of the official subdivision of a part of the lot number four hundred and six (406) of the official cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain; bounded on the southeast side by the emplacement of Henri Thibeault and on the northwest side by Dame Sarah Dechesne; the said emplacement being known and designated as forming part of the lots numbers four hundred and six and four hundred and seven (406-407) of the said official cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine;

20. That certain emplacement of irregular figure situate on the southeast side of Du Pont street, in the said town of Cap-de-la-Madeleine, measuring about one hundred and seventy feet in width in front on the said Du Pont street, and about one hundred and ten feet in depth in the line on the north-east side, this depth being irregular and following the sinuosities of a brook and of a fence to end in a point on the southeast side at the said Du Pont street, the whole English measurements; bounded un front by the said street, on the northeast side by Josaphat Langevin, representing Joseph Thibeault and on the southeast and southwest sides by the land of the Saint-Maurice Lumber Co., the said emplacement being the residue of the lot number four hundred and eight (408) of the said official cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine;

30. An emplacement situate on the northeast side of Saint-Henri, in the town of Cap-de-la-Madeleine, known and designated under the number one hundred and ten on the official subdivision plan of the lot number four hundred and six (406-110) of the official cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine.

40. The lot No. 109 of the same subdivision, same street, same town;

50. The lot No. 108 of the same subdivision, same street, same town;

60. The lot No. 107 of the same subdivision, same street, same town;

70. The lot No. 106 of the same subdivision, same street, same town;

80. The lot No. 105 of the same subdivision, same street, same town;

90. The lot No. 104 of the same subdivision, same street, same town;

100. The lot No. 103 of the same subdivision, same street, same town;

110. The lot No. 102 of the same subdivision, same street, same town;

120. The lot No. 101 of the same subdivision, same street, same town;

130. The lot No. 100 of the same subdivision, same street, same town;

140. The lot No. 99 of the same subdivision, same street, same town;

150. The lot No. 97 of the same subdivision, same street, same town;

160. The lot No. 96 of the same subdivision, same street, same town;

170. The lot No. 95 of the same subdivision, same street, same town;

180. The lot No. 94 of the same subdivision, same street, same town;

190. The lot No. 93 of the same subdivision, same street, same town;

200. The lot No. 92 of the same subdivision, same street, same town;

210. The lot No. 91 of the same subdivision, same street, same town;

220. The lot No. 90 of the same subdivision, same street, same town;

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine, du Cap-de-la-Madeleine, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain 1922, à DIX heures du matin (heure so aire).
Bureau du shérif.

Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE,
Trois-Rivières, 17 mai 1922. 2111—20-2
[Première publication, 20 mai 1922]

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Marie-Madeleine, of Cap-de-la-Madeleine, in the town of Cap-de-la-Madeleine, the TWENTIETH day of JUNE next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).
Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff.
Three Rivers, May 17th., 1922. 2112—20-2
First publication, 20th May 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } JOS. BUSSIERE, de-
No 117 } mandeur; vs ED-
MOND VINCENT, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir :
Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Marc-de-Shawinigan, en la cité de Shawinigan Falls, sur la rue Champlain, mesurant quarante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, connu et désigné comme faisant partie du numéro deux cent quatre-vingt-neuf au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-quatre (624-289) de la paroisse de Sainte-Flore; cet emplacement se trouvant la partie nord-est du dit lot No 624-289—avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Marc-de-Shawinigan, en la cité de Shawinigan Falls, le VINGT-UNIÈME jour de JUIN prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).
Bureau du shérif.

Le shérif,
PHI. L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 17 mai 1922.
[Première publication, 20 mai 1922]
2113—20-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } JOS. BUSSIERE,
No. 117. } plaintiff; vs ED-
MOND VINCENT, defendant.

As belonging to the said defendant, namely :
An emplacement situate in the parish of Saint-Marc-de-Shawinigan, in the city of Shawinigan Falls, on Champlain street, measuring forty feet in width by one hundred feet in depth, English measurements, more or less, known and designated as forming part of the number two hundred and eighty nine on the subdivision plan of the cadastral lot number six hundred and twenty four (624-289) of the parish of Sainte-Flore; the said emplacement being the northeast part of the said lot No. 624-289—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Marc-de-Shawinigan, in the city of Shawinigan Falls, the TWENTY FIRST day of JUNE next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).
Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff.
Three Rivers, May, 17th., 1922
[First publication, 20th May, 1922]
2114—20-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.
Trois-Rivières, à savoir : } GARAGE DONA-
No 3816. } CONA, LIMITEE, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires à Donacona, comté de Portneuf, demanderesse; vs GEORGE LAFONTAINE, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir :
Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Adelphe, faisant partie du lot de terre connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Stanislas, sous le numéro sept cent vingt-cinq (ptie No 725), de la contenance de cinquante pieds de largeur sur cent cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise, et compris dans les bornes suivantes: en front par le chemin public, en arrière et d'un côté par Ovide Perron et d'autre côté par Onésime Mongrain—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adelphe, dans le comté de Champlain, le DEUXIÈME jour de JUIN prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).
Bureau du shérif.

Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 26 avril 1922.
[Première publication, 29 avril 1922]
1739—17-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } GARAGE DONA-
No. 3816. } CONA, LIMITEE, a body politic and corporate, having its head office at Donacona, county of Portneuf, plaintiff; vs GEORGES LAFONTAINE, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :
A lot of land or emplacement situate in the parish of Saint Adelphe, forming part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Stanislas, under the number seven hundred and twenty five (pt. No. 725), containing fifty feet in width by one hundred and fifty feet in depth, English measurements, and bounded as follows: in front by the public road, in rear and on one side by Ovide Perron and on the other side by Onésime Mongrain—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adelphe, in the county of Champlain, the SECOND day of JUNE next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon. (standard time.)

Sheriff's office. PHI. L. LASSONDE,
Sheriff.
Three Rivers, 26th April, 1922.
[First publication, 29th April, 1922]
1740—17-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Trois-Rivières, à savoir : } CHARLES GAU-
 No 10. } THIER ET AL,
 demandeurs; vs WILFRID MELANCON, dé-
 fendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Marc-de-Shawinigan, en la cité de Shawinigan Falls, sur la rue Laurier, connu et désigné ledit emplacement, sous le numéro quatre-vingt-dix-sept au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-quatre (624-97) du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Marc-de-Shawinigan, en la cité de Shawinigan Falls, le TRENTIÈME jour de MAI prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif,

Le shérif,

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 26 avril 1922. 1741—17-2

[Première publication, 29 avril 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Three Rivers, to wit : } CHARLES GAU-
 No. 10. } THIER ET AL,
 plaintiffs; vs WILFRID MELANCON, defend-
 ant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate in the parish of Saint-Marc-de-Shawinigan, in the city of Shawinigan Falls, on Laurier street, known and designated, the said emplacement, under the number ninety seven of the subdivision plan of the cadastral lot number six hundred and twenty four (624-97) of the cadastre of the parish of Sainte-Flore—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Marc-de-Shawinigan, in the city of Shawinigan Falls, the THIRTIETH day of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard time).

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, 26th April, 1922. 1742—17-2

[First publication, 29th April, 1922]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 18 février 1922.

M. J.-E. Lesage, de la cité de Montréal, Qué., acheteur et contrôleur des choses nécessaires à l'ameublement et à l'entretien des édifices et bureaux dépendant du département des travaux publics et du travail, à Montréal.

Québec, le 10 mars 1922.

M. Armand Desjarlais, instituteur, Sainte-Ursule, Maskinongé, Qué., inspecteur d'écoles pour le comté de Gaspé et les municipalités scolaires de Saint-Paul-des-Capucins, Dalibaire (Saint-Edouard-des-Méchins) et Cherbourg, dans le comté de Matane.

Québec, le 13 avril 1922.

M. F.-X. Choquet, de la cité de Montréal, juge de paix, en vertu des dispositions des articles 3361, 3362, 3363 des Statuts refondus, 1909, et de leurs amendements, avec juridiction sur toute la province.

M. Leonardo Ciarno, agent d'assurance, Montréal, juge de paix pour le district de Montréal.

Québec, le 19 avril 1922.

M. Armand Rousseau, de la cité de Sherbrooke, Qué., secrétaire particulier de l'honorable trésorier de la province de Québec.

Québec, le 25 avril 1922.

M. Joseph Moussette, de la cité de Hull, Qué., crier des cours civiles siégeant au chef-lieu du district de Hull.

M. J.-H. Lemay, conseil en loi du Roi et membre de l'Assemblée législative de Québec, de la cité de Sherbrooke, Qué., magistrat de district pour les districts de Saint-François et de Bedford, avec, en outre, juridiction concurrente avec les

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz:

Québec, February 18th, 1922.

J. E. Lesage, of the city of Montreal, Que., to be purchaser and comptroller of the things necessary for the furnishing and maintenance of the buildings and offices under the control of the Department of Public Works and Labor, at Montreal.

Québec, March 10th, 1922.

Armand Desjardins, school teacher, Sainte-Ursule, Maskinongé, Que., to be school inspector for the county of Gaspé and the school municipalities of Saint-Paul-des-Capucins, Dalibaire (Saint-Edouard-des-Méchins) and Cherbourg, in the county of Matane.

Québec, 13th April, 1922.

F. X. Choquet, of the city of Montreal, to be a justice of the peace under the provisions of articles 3361, 3362 and 3363 of the Revised Statutes, 1909, and amendments thereto, with jurisdiction over the whole of the Province.

Leonardo Ciarno, insurance agent, Montreal, to be a justice of the peace for the district of Montreal.

Québec, April 19th, 1922.

Armand Rousseau, of the city of Sherbrooke, to be private secretary to the Honourable Treasurer of the Province of Québec.

Québec, April 25th, 1922.

Joseph Moussette, of the city of Hull, Que., to be crier of the civil Courts sitting at the chief place of the district of Hull.

J. H. Lemay, one of His Majesty's learned Counsel in the law and member of the Legislative Assembly of Québec, of the city of Sherbrooke, Que., to be a district magistrate for the districts of Saint Francis and Bedford, with, in addition

autres magistrats de district dans toute l'étendue de la province.

M. Joseph-Adélaïde Dubeau, avocat, de la cité de Joliette, Qué., magistrat de district pour les districts de Joliette et de Richelieu, et avec, en outre, juridiction concurrente avec les autres magistrats de district dans toute l'étendue de la province.

M. le Lt-colonel L.-P.-H. Bourke, de la ville de Nicolet, Qué., shérif du district de Nicolet. 2051

thereto, concurrent jurisdiction with all other district magistrates over the whole of the Province.

Joseph Adélaïde Dubeau, advocate, of the city of Joliette, Que., to be a district magistrate for the districts of Joliette and Richelieu and with, in addition thereto, concurrent jurisdiction with all other district magistrates over the whole of the Province.

Lt. Colonel L. P. H. Bourke, of the town of Nicolet, Que., to be sheriff of the district of Nicolet. 2052

Arrêté en Conseil

CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 11 mai 1922.

No 872.

PRESENT: le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Attendu que l'article 1389 des S. R. Q., 1909, tel que remplacé par 12 G. V., ch. 35, section 2, établit les honoraires à payer pour l'enregistrement des véhicules moteurs.

Il est ordonné que le paragraphe 2 de l'arrêté en Conseil No 204, en date du 23 février 1918, tel qu'amendé par le paragraphe 2 de l'arrêté en Conseil No 285, en date du 8 mars 1918, et les paragraphes 1, 2 et 3 de l'arrêté en Conseil No 389, en date du 28 février 1922, soient révoqués.

Le Greffier du Conseil exécutif,
A. MORISSET.

2053

Order-in-Council

EXECUTIVE COUNCIL.

Quebec, May 11th, 1922.

No. 872.

PRESENT: the Lieutenant-Governor in Council.

Whereas article 1389 of the Q. R. S., 1909, as replaced by 12 G. V. ch. 35, section 2, establishes the fees payable for the registration of motor vehicles.

It is ordered that paragraph 2 of the Order in Council No. 204, dated the 23rd of February, 1918, as amended by paragraph 2 of the Order in Council No. 285, dated the 8th of March, 1918, and paragraphs 1, 2 and 3 of the Order in Council No. 389, dated the 28th of February, 1922, be repealed.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

2054

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V., par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, }
Assistant-Procureur- }
Général-Suppléant. } ATTENDU que par la section 170 de la loi 12 George V., chapitre 29, il est décrété que la dite loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en Conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer la date du premier jour de juin prochain (1922), comme date de l'entrée en vigueur de ladite loi.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du conseil exécutif de Notre province et conformément aux dispositions de la section 170 de la loi 12 George V., ch. 29, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons que la loi intitulée "Loi créant le service provincial d'hygiène et amendant en conséquence les Statuts Refondus, 1909 soit en vigueur à compter du premier jour de juin prochain (1922).

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of The United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, }
Acting-Deputy- }
Attorney-General. } WHEREAS in and by section 170 of the Act 12 George V., chapter 29, it is enacted that the said act shall come into force on the day which the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix by proclamation.

WHEREAS it is expedient to fix the date of the first day of June next (1922), as the day of the coming into force of the said act.

THEREFORE with the advice and consent of the Executive Council of Our Province and pursuant to the provisions of section 170 of the Act 12 George V., ch. 29, We have proclaimed and directed, and, by these presents, proclaim and direct that the act intitled "An Act to establish the Provincial Bureau of Health and to amend in consequence the Revised Statutes, 1909" be in force on and from the first of June next (1922).

OF ALL WHICH Our loving subjects and all

et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUÉBEC, ce QUINZIÈME jour de MAI, l'an de grâce mil neuf cent vingt et un et de Notre règne le treizième.

Par ordre,

C.-J. SIMARD,

2059

Sous-secrétaire de la province.

Canada,
Province de
Québec.

C. FITZPATRICK.

[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } ATTENDU qu'en vertu
Assistent-Procureur- } des dispositions de
Général-Suppléant. } l'article 3308 des Statuts
refondus, 1909, tel qu'édicte par la section I de la loi 12 George V, chapitre 64, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, par proclamation, dans et pour chacun des districts de cette province, une cour de magistrat de district désignée conformément aux dispositions dudit article;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice qu'une cour de magistrat de district soit établie dans et pour le district d'Iberville, laquelle cour siégera en la cité de Saint-Jean, chef-lieu dudit district, sous le nom de "Cour de magistrat pour le district d'Iberville".

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du conseil exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons qu'une proclamation soit émise ordonnant qu'à compter du premier jour de juin, prochain (1922), une cour de magistrat de district soit établie dans et pour le district d'Iberville, laquelle cour siégera en la cité de Saint-Jean, chef-lieu dudit district, sous le nom de "Cour de magistrat pour le district d'Iberville".

De tout ce que dessus tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très hono-

others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this FIFTEENTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty one, and in the thirteenth of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

2060

Deputy Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.

C. FITZPATRICK.

[L.S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

J.A. HUDON, } WHEREAS under and
A ting-Deputy } by virtue of the
Attorney-General. } provisions of article 3308
of the Revised Statutes, 1909, as enacted by section I of the Act 12 George V, chapter 64, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, establish in and for each district or county, or in and for any place in the Province, one or more Magistrate's Courts designated according to the provisions of the said article;

WHEREAS it is expedient for the proper administration of justice that a Magistrate's Court be established in and for the district of Iberville, which Court shall sit in the city of Saint-John's, the chief-place of the said district, under the name of "Magistrate's Court for the district of Iberville".

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council of Our Province, We have proclaimed and directed, and, by these presents proclaim and direct, that a proclamation be issued ordering that from and after the first day of June next (1922), a district Magistrate's Court be established in and for the district of Iberville, which Court shall sit in the city of Saint John's, the chief-place of the said district, under the name of "Magistrate's Court for the district of Iberville".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member

nable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce DIX-SEPTIEME jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

2069

C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } **A**TTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-
Général-Suppléant. } tions des articles 3308
et 3327 des Statuts refondus de Québec, 1909, tels qu'édités par la loi 12 George V, chapitre 64, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut établir, par proclamation, dans et pour chaque comté, ou dans et pour une localité quelconque dans cette province, une ou plusieurs Cours de magistrat désignées conformément aux dispositions de l'article 3308, et qu'il peut également par proclamation, abolir toute Cour de magistrat quand il le juge à propos;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice dans le comté de Bonaventure, que les Cours de magistrat y établies soient réorganisées.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du conseil exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes, réglons et ordonnons comme suit:

1. Qu'à compter du premier jour de juin prochain, 1922, la Cour de magistrat suivante soit établie:

Une Cour de magistrat dans et pour le comté de Bonaventure, à New-Carlisle, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Bonaventure" et sera tenue au même endroit que la Cour de circuit.

2. Que toutes les proclamations émises dans le passé concernant l'établissement d'une ou de plusieurs cours de magistrat dans et pour le comté de Bonaventure, soient déclarées annulées à compter du premier jour de juin prochain (1922);

3. Que les dossiers, registres, documents et archives des Cours de magistrat abolies soient transmis tel que déterminé ci-dessous:

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté de Bonaventure, à Carleton" et ceux de la "Cour de magistrat pour le comté de Bonaventure, à Cross-Point" à la "Cour de magistrat pour le comté de Bonaventure" siégeant à New-Carlisle.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SEVENTEENTH day of MAY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2070

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these present shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, } **W**HEREAS under
Acting Deputy } and by virtue of
Attorney-General. } the provisions of articles
3308 and 3327 of the Quebec Revised Statutes, 1909, as enacted by the Act 12 George V, chapter 64, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, establish in and for each county, or in and for any place in the Province, one or more Magistrate's Courts designated according to the provisions of article 3308, and that he may likewise, by proclamation, abolish any Magistrate's Court when he thinks it proper;

WHEREAS it is expedient for the proper administration of justice in the county of Bonaventure that the Magistrate's Courts therein established be reorganized;

THEREFORE with the advice and consent of the Executive Council of Our Province, We have proclaimed and directed, and by these presents proclaimed and direct as follows:

1. That from and after the first day of June next, 1922, the following Magistrate's Court be established:

A Magistrate's Court in and for the county of Bonaventure, at New-Carlisle, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Bonaventure" and shall sit at the same place as the Circuit Court.

2. That all the proclamations issued in the past concerning the establishment of one or more Magistrate's Courts in and for the county of Bonaventure, be declared revoked from and after the first day of June next, (1922);

3. That the records, registers, documents and archives of the Magistrate's Courts abolished be transmitted as hereunder determined:

Those of the "Magistrate's Court for the county of Bonaventure, at Carleton" and those of the "Magistrate's Court for the county of Bonaventure, at Cross-Point" to the "Magistrate's Court for the county of Bonaventure" sitting at New-Carlisle.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce DIX-SEPTIÈME jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

2073

C. J. SIMARD.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } **A**TTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-
Général-Suppléant. } tions des articles 3308
et 3327 des Statuts refondus, 1909, tels qu'édictees par le loi 12 George V, chapitre 64, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut établir, par proclamation, dans et pour chaque district ou comté, ou dans et pour une localité quelconque dans cette province, une ou plusieurs cours de magistrat désignées conformément aux dispositions de l'article 3308, et qu'il peut également, par proclamation, abolir toute Cour de magistrat quand il le juge à propos;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice dans le district de Montcalm, que les Cours de magistrat y établies soient réorganisées.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons comme suit:

1. Qu'à compter du premier jour de juin prochain (1922), les Cours de magistrat suivantes soient établies:

Une Cour de magistrat dans et pour le district de Montcalm, à Mont-Laurier, chef-lieu du district, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le district de Montcalm";

Une Cour de magistrat dans et pour la partie du comté de Labelle, comprise dans le district judiciaire de Montcalm, à Labelle, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Labelle" et siégera au village de Labelle, dans l'édifice située sur le lot No 25 du rang B du canton Joly;

Une Cour de magistrat dans et pour la partie du comté de Labelle, comprise dans le district judiciaire de Montcalm, au village de Nominin-

IN TESTOMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trustv and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this SEVENTEENTH day of MAY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two and on the thirteenth year of Our Reign.

By command.

C. J. SIMARD,

2074

Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, } **W**HEREAS under
Acting Deputy } and by virtue of
Attorney-General. } the provisions of articles
3308 and 3327 of the Revised Statutes, 1909, as enacted by the Act 12 George V, chapter 64, the Lieutenant Governor in Council, may, by proclamation, established in and for each district or county, or in and for any place in the Province, one or more Magistrate's Courts designated according to the provisions of article 3308, and that he may likewise, by proclamation, abolish any Magistrate's Court when he thinks it proper;

WHEREAS, it is expedient for the proper administration of justice, in the district of Montcalm, that the Magistrate's Courts therein established be reorganized.

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council of Our Province, We have proclaimed and directed and by these presents proclaim and direct as follows:

1. That from and after the first day of June next, (1922), the following Magistrate's Courts be established:

A Magistrate's Court in and for the district of Montcalm, at Mont-Laurier, the chief-place of the district, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the district of Montcalm";

A Magistrate's Court in and for that part of the county of Labelle, comprised within the judicial district of Montcalm, at Labelle, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Labelle" and shall sit at the village of Labelle; in the building situate on the lot No. 25 of range B of the township of Joly;

A Magistrate's Court in and for that part of the county of Labelle, comprised within the judicial district of Montcalm, at the village of

gue, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Labelle, à Nominigüe" et siégera au même endroit que la Cour de circuit;

Une Cour de magistrat dans et pour la partie du comté de Labelle comprise dans le district judiciaire de Montcalm, à L'Annonciation, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Labelle, à L'Annonciation" et siégera dans la salle du conseil, située en face de l'église de la paroisse de L'Annonciation.

2. Que toutes les proclamations émises dans le passé concernant l'établissement d'une ou de plusieurs Cours de magistrat dans et pour le district de Montcalm, soient déclarées annulées à compter du premier jour de juin prochain (1922);

3. Que les dossiers, registres, documents et archives des Cours de magistrat abolies soient transmis tel que déterminé ci-dessous:

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté d'Ottawa au Rapide de l'Original" à la "Cour de magistrat pour le district de Montcalm";

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté d'Ottawa à Labelle" à la "Cour de magistrat pour le comté de Labelle" siégeant au village de Labelle;

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté d'Ottawa à Saint-Ignace-de-Nominigüe" à la "Cour de magistrat pour le comté de Labelle à Nominigüe";

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté d'Ottawa à L'Annonciation" à la "Cour de magistrat pour le comté de Labelle, à L'Annonciation".

De tout ce que dessus tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce DIX-SEPTIÈME jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

2075

C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec.

[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

Nominigüe, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Labelle, at Nominigüe" and shall sit at the same place as the Circuit Court;

A Magistrate's Court in and for that part of the county of Labelle, comprised within the judicial district of Montcalm, at L'Annonciation, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Labelle, at L'Annonciation" and shall sit in the Council House, situate opposite the church of the parish of L'Annonciation.

2. That all the proclamations issued in the past respecting the establishment of one or more Magistrate's Courts in and for the district of Montcalm, be declared revoked from and after the first day of June next, (1922);

3. That the records, registers, documents and archives of the Magistrate's Courts abolished be transmitted as hereunder determined:

Those of the "Magistrate's Court for the county of Ottawa at Rapide-de-l'Original" to the "Magistrate's Court for the district of Montcalm";

Those of the "Magistrate's Court for the county of Ottawa at Labelle" to the "Magistrate's Court for the county of Labelle" sitting at the village of Labelle;

Those of the "Magistrate's Court for the county of Ottawa at Saint Ignace-de-Nominigüe" to the "Magistrate's Court for the county of Labelle at Nominigüe";

Those of the Magistrate's Court for the county of Ottawa at L'Annonciation to the "Magistrate's Court for the county of Labelle, at L'Annonciation".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SEVENTEENTH day of MAY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign,

By command.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

2076

Canada,
Province of
Quebec.

[L.S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

C. FITZPATRICK.

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, } **A**TTENDU qu'en
*Assistant-Procureur-
 Général Suppléant.* } vertu des disposi-
 tions des articles 3114 et
 3115 des Statuts refondus de Québec, 1909, le
 lieutenant-gouverneur en Conseil peut, par pro-
 clamation, supprimer la tenue de la Cour de
 circuit dans tout comté ou à tout endroit d'un
 comté, et qu'il peut également ordonner que les
 dossiers, registres, documents et archives des
 Cours de circuit supprimées soient transmis à
 la Cour de circuit désignée dans la proclamation:

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne
 administration de la justice dans le comté de
 Bonaventure que des Cours de circuit établies
 dans et pour le comté de Bonaventure, à Carleton
 et à Cross-Point, soient abolies.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement
 du Conseil exécutif de Notre province, nous avons
 réglé et ordonné et par les présentes réglons et
 ordonnons comme suit:

1. Qu'à compter du premier jour de juin pro-
 chain (1922), les Cours de circuit suivantes
 soient abolies:

"La Cour de circuit dans et pour le comté de
 Bonaventure, à Carleton";

"La Cour de circuit dans et pour le comté de
 Bonaventure, à Cross-Point";

2. Que les dossiers, registres, documents et
 archives des Cours de circuit abolies soient trans-
 mis à la "Cour de circuit dans et pour le comté de
 Bonaventure", siégeant à New-Carlisle.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et
 tous autres que les présentes pourront concerner
 sont requis de prendre connaissance et de se con-
 duire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre
 Nos présentes lettres patentes et sur
 icelles fait apposer le grand sceau de
 Notre province de Québec. TÉMOIN :
 Notre très fidèle et bien-aimé le très
 honorable SIR CHARLES FITZPA-
 TRICK, membre de Notre très hono-
 rable Conseil privé et chevalier grand-
 croix de Notre ordre très distingué de
 Saint-Michel et Saint-Georges, lieute-
 nant-gouverneur de Notre province de
 Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre pro-
 vince de QUEBEC, ce DIX-SEPTIE-
 ME jour de MAI, en l'année mil neuf
 cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et
 de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

2077

C. J. SIMARD.

Canada,
 Province de
 Québec.
 [L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du
 Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Ir-
 lande et des possessions britanniques au delà
 des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des
 Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou
 qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, } **W**HEREAS under-
*Acting Deputy-
 Attorney-General.* } and by virtue of
 the provisions of articles
 3114 and 3115 of the Quebec Revised Statutes,
 1909, the Lieutenant Governor in Council may,
 by proclamation, direct that the Circuit Court
 shall cease to be held in any county or at any
 place in any county, and that he may likewise
 order that the records, registers, documents and
 archives of the Circuit Courts so suppressed be
 transferred to the Circuit Court named in the
 proclamation;

WHEREAS, it is expedient for the proper
 administration of justice in the county of Bona-
 venture that the Circuit Courts established in
 and for the county of Bonaventure, at Carleton
 and Cross Point, be abolished.

THEREFORE, with the advice and consent of
 the Executive Council of Our Province, We have
 proclaimed and directed, and, by these presents,
 proclaim and direct as follows:

1. That from and after the first of June next,
 (1922), the following Circuit Courts be abolished:

"The Circuit Court in and for the county of
 Bonaventure, at Carleton";

"The Circuit Court in and for the county of
 Bonaventure, at Cross Point";

2. That the records, registers, documents and
 archives of the Circuit Courts abolished be
 transferred to the "Circuit Court in and for the
 county of Bonaventure", sitting at New-Car-
 lisle.

Of all which Our loving subjects and all others
 whom these presents may concern are hereby
 required to take notice and to govern themselves
 accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused
 these Our Letters to be made Patent
 and the Great Seal of the Province of
 Quebec, to be hereunto affixed. WIT-
 NESS: Our Right Trusty and Well
 Beloved the Right Honourable SIR
 CHARLES FITZPATRICK, Member
 of Our Most Honourable Privy Council,
 Knight Grand-Cross of Our Most Dis-
 tinguished Order of Saint Michael and
 Saint George, Lieutenant-Governor of
 Our said Province.

At Our Government House, in Our City of
 QUEBEC, this SEVENTEENTH day
 of MAY, in the Year of Our Lord, one
 thousand nine hundred and twenty two,
 and on the thirteenth year of Our Reign.

By command,

2078

Assistant Provincial Secretary,
 C. J. SIMARD.

Canada,
 Province of
 Quebec.
 [L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United
 Kingdom of Great Britain and Ireland,
 and of the British Dominions beyond the
 Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of
 India.

To all to whom these present shall come or
 whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } **A**TTENDU qu'en
Assistant-Procureur- Général-Suppléant. } tions des articles 3308
 et 3327 des Statuts refondus, de Québec, 1909, tels qu'édictees par loi 12 George V, chapitre 64, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, par proclamation, dans et pour chaque district ou comté, ou dans et pour une localité quelconque dans cette province, une ou plusieurs cours de magistrat désignées conformément aux dispositions de l'article 3308, et qu'il peut également, par proclamation, abolir toute Cour de magistrat quand il le juge à propos;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, dans le district de Québec, que les cours de magistrat y établies soient réorganisées.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du conseil exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes, réglons et ordonnons comme suit:

1. Qu'à compter du premier jour de juin prochain (1922), les cours de magistrat suivantes soient établies:

Une Cour de magistrat dans et pour la partie du comté de Champlain comprise dans le district judiciaire de Québec, à La Tuque, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Champlain" et siégera au village de La Tuque, au même endroit que la Cour de circuit;

Une Cour de magistrat dans et pour la partie du comté de Témiscamingue comprise dans le district judiciaire de Québec, à Amos, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Témiscamingue, à Amos" et siégera dans l'édifice érigé sur le lot No 13 du bloc I des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village d'Amos.

2. Que toutes les proclamations émises dans le passé concernant l'établissement d'une ou de plusieurs cours de magistrat dans et pour le district de Québec, soient déclarées annulées à compter du premier jour de juin prochain (1922);

3. Que les dossiers, registres, documents et archives des Cours de magistrat abolies soient transmis tel que déterminé ci-dessous:

Ceux de la "Cour de magistrat de district du village de La Tuque et des cantons Lavoie, Tourouvre, Langelier, Vallières, Mailhot, Turcotte, Carignan, Polet et Boucher" à la "Cour de magistrat pour le comté de Champlain" siégeant à La Tuque;

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté de Témiscamingue, à Amos" à la "Cour de magistrat pour le comté de Témiscamingue, à Amos".

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÊMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre pro-

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, } **W**HEREAS under
Acting-Deputy- Attorney-General. } and by virtue of
 3308 and 3327 of the Quebec Revised Statutes, 1909, as enacted by the Act 12 George V, chap. 64, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, establish in and for each district or county, or in and for any place in the Province, one or more Magistrate's Courts designated according to the provisions of article 3308, and that he may likewise, by proclamation, abolish any Magistrate's Court when he thinks it proper;

WHEREAS it is expedient for the proper administration of justice, in the district of Chicoutimi, that the Magistrate's Courts therein established be reorganized;

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council of Our Province, We have proclaimed and directed, and, by these presents, proclaim and direct as follows:

1. That from and after the first day of June next (1922), the following Magistrate's Courts be established:

A Magistrate's Court in and for that part of the county of Champlain comprised within the judicial district of Québec, at La Tuque, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Champlain" and shall sit at the village of La Tuque, at the same place as the Circuit Court;

A Magistrate's Court in and for that part of the county of Témiscamingue comprised within the judicial district of Québec, at Amos, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Témiscamingue, at Amos" and shall sit in the building erected on the lot No. 13 of Block I of the official cadastral plan and book of reference of the village of Amos;

2. That all the proclamations issued in the past respecting the establishment of one or more Magistrates' Courts, in and for the district of Québec, be declared revoked from and after the first day of June next (1922);

3. That the records, registers, documents and archives of the Magistrate's Courts abolished be transmitted as hereunder determined:

Those of the "District Magistrate's Court of the village of La Tuque and of the townships of Lavoie, Tourouvre, Langelier, Vallières, Mailhot, Turcotte, Carignan, Polet and Boucher" to the "Magistrate's Court for the county of Champlain sitting at La Tuque;

Those of the "Magistrate's Court for the county of Témiscamingue, at Amos" to the "Magistrate's Court for the county of Témiscamingue, at Amos".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of

vince de QUEBEC, ce DIX-SEPTIEME jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
2079 C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-
Général-Suppléant. } tions des articles 3308
et 3327 des Statuts Refondus de Québec, 1909, tel qu'édicteés par la loi 12 George V, chapitre 64, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir par proclamation, dans et pour chaque district ou comté ou dans et pour une localité quelconque dans cette province, une ou plusieurs cours de magistrat désignées conformément aux dispositions de l'article 3308, et qu'il peut également, par proclamation, abolir toute cour de magistrat quand il le juge à propos;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, dans le district de Hull, que les cours de magistrat y établies soient réorganisées.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du conseil exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes, réglons et ordonnons comme suit :

1. Qu'à compter du premier jour de juin prochain (1922), les cours de magistrat suivants soient établies :

Une Cour de magistrat dans et pour le district de Hull, laquelle siégera en la cité de Hull, chef-lieu du dit district et sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le district de Hull";

Une Cour de magistrat dans et pour le comté de Hull, à Maniwaki, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Hull" et siégera dans la salle du conseil municipal, à Maniwaki;

Une Cour de magistrat dans et pour le comté de Hull, à Wakefield, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Hull, à Wakefield" et siégera dans la bâtisse connue sous le nom de "Earl Building", à Wakefield;

Une Cour de magistrat dans et pour la partie du comté de Labelle comprise dans le district judiciaire de Hull, à Buckingham, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Labelle, à Buckingham" et siégera au même endroit que la Cour de circuit;

Une Cour de magistrat dans et pour la partie du comté de Labelle comprise dans le district judiciaire de Hull, à Papineauville, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Labelle, à Papineauville" et siégera au même endroit que la Cour de circuit;

2. Que toutes les proclamations émises dans

QUEBEC, this SEVENTEENTH day of MAY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two and on the thirteenth year of Our Reign
By command.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these present shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, } WHEREAS under
Acting-Deputy- } and by virtue of
Attorney-General. } the provisions of ar-
ticles 3308 and 3327 of the Quebec Revised Sta-
tutes, 1909, as enacted by the Act 12 George V, chapter 64, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, establish in and for each district or county, or in and for any place in the Province, one or more Magistrate's Courts designated assording to the provisions of article 3308, and that he may likewise, by proclamation, abolish any Magistrate's Court when he thinks it proper;

WHEREAS it is expedient for the proper administration of justice, in the district of Hull, that the Magistrate's Courts therein established be reorganized.

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council or Our Province, We have proclaimed and directed, and, by these presents, proclaim and direct as follows:

1. That from and after the first day of June next (1922), the following Magistrate's Courts be established:

A Magistrate's Court in and for the district of Hull, which shall sit in the city of Hull, the chief-place of the said district and shall be known under the name of "Magistrate's Court for the district of Hull";

A Magistrate's Court in and for the county of Hull, at Maniwaki, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Hull" and shall sit in the municipal council room, at Maniwaki;

A Magistrate's Court in and for the county of Hull, at Wakefield, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Hull, at Wakefield" and shall sit in the building known under the name of "Earl Building", at Wakefield;

A Magistrate's Court in and for that part of the county of Labelle comprised within the judicial district of Hull, at Buckingham, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Labelle, at Buckingham" and shall sit at the same place as the Circuit Court;

A Magistrate's Court in and for that part of the county of Labelle comprised within the judicial district of Hull, at Papineauville, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Labelle, at Papineauville" and shall sit at the same place as the Circuit Court;

2. That all the proclamations issued in the

le passé concernant l'établissement d'une ou de plusieurs cours de magistrat dans et pour le district de Hull, soient annulées à compter du premier jour de juin prochain (1922).

3. Que les dossiers, registres, documents et archives des Cours de magistrat abolies soient transmis tel que déterminé ci-dessous:

"Ceux de la "Cour de magistrat dans le comté d'Ottawa dans le township de Hull", ceux de la "Cour de magistrat pour le comté d'Ottawa au village de Hull" et ceux de la "Cour de magistrat pour le comté d'Ottawa dans la cité de Hull" à la Cour de magistrat pour le district de Hull";

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté d'Ottawa à Maniwaki" à la "Cour de magistrat pour le comté de Hull" siégeant à Maniwaki;

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté d'Ottawa dans le township de Wakefield" à la "Cour de magistrat pour le comté de Hull, à Wakefield";

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté d'Ottawa dans le township de Wright" à la "Cour de magistrat pour le district de Hull";

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté d'Ottawa, à Papineauville" à la "Cour de magistrat pour le comté de Labelle, à Papineauville".

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce DIX-SEPTIÈME jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
2081 C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-
Général-Suppléant. } tions des articles 3308 et
3327 des Statuts refondus, 1909, tels qu'édités
par la loi 12 George V, chapitre 64, le lieutenant-
gouverneur en Conseil peut établir, par procla-
mation, dans et pour chaque district ou comté et

past respecting the establishment of one or more Magistrate's Courts in and for the district of Hull, be revoked from and after the first day of June next (1922).

3. That the records, registers, documents and archives of the Magistrate's Courts abolished be transmitted as hereunder determined:

Those of the "Magistrate's Court in the county of Ottawa in the township of Hull", those of the "Magistrate's Court for the county of Ottawa at the village of Hull" and those of the "Magistrate's Court for the county of Ottawa in the city of Hull" to the "Magistrate's Court for the district of Hull";

Those of the "Magistrate's Court for the county of Ottawa at Maniwaki" to the "Magistrate's Court for the county of Hull" sitting at Maniwaki;

Those of the "Magistrate's Court for the county of Ottawa in the township of Wakefield" to the "Magistrate's Court for the county of Hull, at Wakefield";

Those of the "Magistrate's Court for the county of Ottawa in the township of Wright" to the "Magistrate's Court for the district of Hull";

Those of the "Magistrate's Court for the county of Ottawa at Papineauville" to the "Magistrate's Court for the county of Labelle, at Papineauville".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SEVENTEENTH day of MAY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty-two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command.

C. J. SIMARD,
2082 Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, } WHEREAS under
Acting-Deputy- } and by virtue of
Attorney-General. } the provisions of articles
3308 and 3327 of the Quebec Revised Statutes,
1909, as enacted by the Act 12 George V, chapter
64, the Lieutenant-Governor in Council may,
by proclamation, establish in and for each

dans et pour une localité quelconque dans cette province, une ou plusieurs Cours de magistrat désignées conformément aux dispositions de l'article 3308, et qu'il peut également, par proclamation, abolir toute Cour de magistrat quand il le juge à propos;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, dans le district de Pontiac, que les Cours de magistrat y établies soient réorganisées.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de Notre province, nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons comme suit:

1. Qu'à compter du premier jour de juin prochain (1922), les cours de magistrat suivantes soient établies:

Une Cour de magistrat dans et pour le district de Pontiac, laquelle siégera à Bryson, chef-lieu dudit district, sous le nom de "Cour de magistrat pour le district de Pontiac";

Une Cour de magistrat dans et pour le comté de Pontiac, à Chapeau, laquelle siégera au même endroit que la Cour de circuit et sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Pontiac";

Une Cour de magistrat dans et pour le comté de Pontiac, à Quyon, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Pontiac, à Quyon" et sera tenue dans l'édifice construit sur le lot No 161 des plan et livre de renvoi officiels pour le village de Quyon";

Une Cour de magistrat dans et pour le comté de Pontiac, à Fort-Coulange, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Pontiac, à Fort-Coulange" et sera tenue dans l'hôtel de ville de la municipalité de Fort-Coulange;

Une Cour de magistrat dans et pour le comté de Pontiac, à Shawville, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Pontiac, à Shawville" et sera tenue dans l'édifice situé sur le lot No 71 des plan et livre de renvoi officiels du village de Shawville;

Une Cour de magistrat dans et pour le comté de Pontiac, à Campbell's Bay, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Pontiac, à Campbell's Bay" et sera tenue dans l'hôtel de ville au village de Campbell's Bay;

Une Cour de magistrat dans et pour la partie du comté de Temiscamingue, comprise dans le district judiciaire de Pontiac, à Ville-Marie, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Temiscamingue" et siégera à Ville-Marie, au même endroit que la Cour de circuit.

2. Que toutes les proclamations émises dans le passé concernant l'établissement d'une ou de plusieurs Cours de magistrat dans et pour le district de Pontiac, soient annulées à compter du premier jour de juin prochain, (1922).

3. Que les dossiers, registres, documents et archives des Cours de magistrat abolies soient transmis tel que déterminé ci-dessous:

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté de Pontiac, au village de Bryson" à la "Cour de magistrat pour le district de Pontiac", siégeant à Bryson;

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté de Pontiac, à Fort-Coulange" à la "Cour de magistrat pour le comté de Pontiac", siégeant à Fort-Coulange;

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté

district or county, or in and for any place in the Province, one or more Magistrate's Courts designated according to the provisions of article 3308, and that he may likewise, by proclamation, abolish any Magistrate's Court when he thinks it proper;

WHEREAS, it is expedient for the proper administration of justice, in the district of Pontiac, that the Magistrate's Courts therein established be reorganized.

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council of Our Province, We have proclaimed and directed, and, by these presents, proclaim and direct as follows:

1. That from and after the first day of June next, (1922), the following Magistrate's Courts be established:

A Magistrate's Court in and for the district of Pontiac, which shall sit at Bryson, the chief-place of the said district, under the name of "Magistrate's Court for the district of Pontiac";

A Magistrate's Court in and for the county of Pontiac, at Chapeau, which shall sit at the same place as the Circuit Court and shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Pontiac";

A Magistrate's Court in and for the county of Pontiac, at Quyon, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Pontiac, at Quyon" and shall sit in the building erected on the lot No. 161 of the official plan and book of reference for the village of Quyon;

A Magistrate's Court in and for the county of Pontiac, at Fort-Coulange, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Pontiac, at Fort-Coulange" and shall sit in the Town Hall of the municipality of Fort-Coulange.

A Magistrate's Court in and for the county of Pontiac, at Shawville, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Pontiac, at Shawville" and shall sit in the building situate on the lot No. 71 of the official plan and book of reference of the village of Shawville;

A Magistrate's Court in and for the county of Pontiac, at Campbell's Bay, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Pontiac, at Campbell's Bay" and shall sit in the Town Hall of the village of Campbell's Bay;

A Magistrate's Court in and for that part of the county of Temiscamingue comprised within the judicial district of Pontiac, at Ville-Marie, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Temiscamingue, and shall sit at the same place at the Circuit Court.

2. That all the proclamations issued in the past respecting the establishment of one or more Magistrate's Courts in and for the district of Pontiac, be revoked from and after the first day of June next, (1922).

3. That the records, registers, documents and archives of the Magistrate's Courts abolished be transmitted as hereunder determined:

Those of the "Magistrate's Court for the county of Pontiac, at the village of Bryson" to the "Magistrate's Court for the district of Pontiac" sitting at Bryson;

Those of the "Magistrate's Court for the county of Pontiac, at Fort-Coulange" to the "Magistrate's Court for the county of Pontiac" sitting at Fort-Coulange;

Those of the "Magistrate's Court for the

de Pontiac, dans le village de Quyon" à la "Cour de magistrat pour le comté de Pontiac, à Quyon";

Ceux de la "Cour de magistrat dans le comté de Pontiac, au village de Portage-du-Fort" à la "Cour de magistrat pour le district de Pontiac", siégeant à Bryson;

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté de Pontiac, au village de Chapeau" à la "Cour de magistrat pour le comté de Pontiac, à Chapeau";

Ceux de la "Cour de magistrat dans et pour le comté de Pontiac, à Campbell's Bay" à la "Cour de magistrat pour le comté de Pontiac, à Campbell's Bay";

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté de Pontiac, au village de Shawville" à la "Cour de magistrat pour le comté de Pontiac, à Shawville";

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté de Pontiac, à Ville-Marie" à la "Cour de magistrat pour le comté de Témiscamingue", siégeant à Ville-Marie.

De tout ce que dessus tous Nos féaux usjets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce DIX-SEPTIÈME jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

2083

C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec,
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, }
Assistant-Procureur- }
Général-Suppléant. } ATTENDU qu'en vertu des dispositions des articles 3308 et 3327 des Statuts refondus, 1909, tels qu'édictees par la loi 12 George V, chapitre 64, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut établir, par proclamation, dans et pour chaque district ou comté et dans et pour une localité quelconque dans cette province, une ou plusieurs Cours de magistrat désignées conformément aux dispositions de l'article 3308 et qu'il peut également, par proclamation, abolir toute Cour de magistrat quand il le juge à propos;

county of Pontiac, in the village of Quyon" to the "Magistrate's Court for the county of Pontiac, at Quyon";

Those of the "Magistrate's Court in the county of Pontiac, in the village of Portage-du-Fort" to the "Magistrate's Court for the district of Pontiac," sitting at Bryson;

Those of the "Magistrate's Court in the county of Pontiac, at the village of Chapeau" to the "Magistrate's Court for the county of Pontiac, at Chapeau";

Those of the "Magistrate's Court in and for the county of Pontiac, at Campbell's Bay" to the "Magistrate's Court for the county of Pontiac, at Campbell's Bay";

Those of the "Magistrate's Court for the county of Pontiac, at the village of Shawville" to the "Magistrate's Court for the county of Pontiac, at Shawville";

Those of the "Magistrate's Court for the county of Pontiac, à Ville-Marie" to the "Magistrate's Court for the county of Temiscamingue" sitting at Ville-Marie.

Of all which Our loving subjects and all other whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SEVENTEENTH day of MAY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

2084

Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec,
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, }
Acting-Veputy- }
Attorney-General. } WHEREAS under and by virtue of the provisions of articles 3308 and 3327 of the Revised Statutes, 1909, as enacted by the Act 12 George V, chapter 64, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, establish in and for each district or county, or in and for any place in the Province, one or more Magistrate's Courts designated according to the provisions of article 3308, and that he may likewise, by proclamation, abolish any Magistrate's Court when he thinks it proper;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, dans les comtés de Gaspé et des Iles-de-la-Madeleine, que les Cours de magistrat y établies soient réorganisées.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de Notre province, nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons comme suit:

1. Qu'à compter du premier jour de juin prochain (1922), les Cours de magistrat suivantes soient établies:

Une Cour de magistrat dans et pour le comté de Gaspé, à Percé, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Gaspé" et sera tenue au même endroit que la Cour de circuit;

Une Cour de magistrat dans et pour le comté des Iles-de-la-Madeleine, à Amherst, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté des Iles-de-la-Madeleine" et siégera au même endroit que la Cour de circuit;

Une Cour de magistrat dans et pour le comté de Gaspé, à Grande-Rivière, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Gaspé, à Grande-Rivière" et siégera dans la salle publique, propriété de la fabrique, à Grande-Rivière;

Une Cour de magistrat dans et pour le comté de Gaspé, à Rivière-au-Renard, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Gaspé, à Rivière-au-Renard" et siégera dans la bâtisse servant de Palais de justice, à Rivière-au-Renard;

Une Cour de magistrat dans et pour le comté de Gaspé, à Sainte-Anne-des-Monts, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Gaspé, à Sainte-Anne-des-Monts" et siégera dans la bâtisse servant de Palais de justice, à Sainte-Anne-des-Monts;

Une Cour de magistrat dans et pour le comté des Iles-de-la-Madeleine, à Etang-du-Nord, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté des Iles-de-la-Madeleine, à Etang-du-Nord" et siégera dans la bâtisse où se tiennent les séances du conseil municipal, à Etang-du-Nord;

Une Cour de magistrat dans et pour le comté des Iles-de-la-Madeleine, à Hâvre-aux-Maisons, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté des Iles-de-la-Madeleine, à Hâvre-aux-Maisons" et siégera dans la bâtisse où se tiennent les séances du conseil municipal à Hâvre-aux-Maisons.

2. Que toutes les proclamations émises dans le passé concernant l'établissement d'une ou de plusieurs Cours de magistrat dans et pour les comtés de Gaspé et des Iles-de-la-Madeleine, soient déclarées annulées à compter du premier jour de juin prochain (1922);

3. Que les dossiers, registres, documents et archives des Cours de magistrat abolies soient transmis tel que déterminé ci-dessous:

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté de Gaspé, à Percé" à la "Cour de magistrat pour le comté de Gaspé" siégeant à Percé;

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté de Gaspé, au village de Gaspé" à la "Cour de magistrat pour le comté de Gaspé", siégeant à Percé;

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté de Gaspé, à Grande-Rivière" à la "Cour de magistrat pour le comté de Gaspé, à Grande-Rivière";

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté de Gaspé, à la Rivière-du-Renard" à la "Cour

WHEREAS, it is expedien for the propejs administration of justice, in the counties or Gaspé and Magdalen Islands that the Magistrate's Courts therein established be reorganized.

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council of Our Province, We have proclaimed and directed, and, by these presents, proclaim and direct as follows:

1. That from and after the first day of June next, (1922), the following Magistrate's Courts be established:

A Magistrate's Court in and for the county of Gaspé, at Percé, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Gaspé" and shall sit at the same place as the Circuit Court;

A Magistrate's Court in and for the county of Magdalen Islands, at Amherst, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Magdalen Islands" and shall sit at the same place as the Circuit Court;

A Magistrate's Court in and for the county of Gaspé, at Grande-Rivière, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Gaspé, at Grande-Rivière" and shall sit in the public hall owned by the Fabrique, at Grande-Rivière;

A Magistrate's Court in and for the county of Gaspé, at Rivière-au-Renard, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Gaspé, at Rivière-au-Renard" and shall sit in the building used as a Court House, at Rivière-au-Renard;

A Magistrate's Court in and for the county of Gaspé, at Sainte-Anne-des-Monts, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Gaspé, at Sainte-Anne-des-Monts" and shall sit in the building used as a Court House, at Sainte-Anne-des-Monts;

A Magistrate's Court in and for the county of Magdalen Islands, at Etang-du-Nord, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Magdalen Islands, at Etang-du-Nord" and shall sit in the building wherein are held the sittings of the municipal council, at Etang-du-Nord;

A Magistrate's Court in and for the county of Magdalen Islands, at House Harbour, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Magdalen Islands, at House Harbour" and shall sit in the building wherein are held the sittings of the municipal council, at House Harbour;

2. That all the proclamations issued in the past respecting the establishment of one or more Magistrate's Courts in and for the counties of Gaspé and Magdalen Islands, be declared revoked from and after the first day of June next, (1922);

3. That the records, registers, documents and archives of the Magistrate's Court abolished be transmitted as hereunder determined:

Those of the "Magistrate's Court for the county of Gaspé, at Percé" to the "Magistrate's Court for the county of Gaspé", sitting at Percé;

Those of the "Magistrate's Court for the county of Gaspé, at the village of Gaspé" to the "Magistrate's Court for the county of Gaspé", sitting at Percé;

Those of the "Magistrate's Court for the county of Gaspé, at Grande-Rivière" to the "Magistrate's Court for the county of Gaspé, at Grande-Rivière";

Those of the "Magistrate's Court for the county of Gaspé, at Rivière-au-Renard" to the

de magistrat pour le comté de Gaspé, à Rivière-au-Renard";

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté de Gaspé, à Sainte-Anne-des-Monts" à la "Cour de magistrat pour le comté de Gaspé, à Sainte-Anne-des-Monts";

Ceux de la "Cour de magistrat de district pour le comté de Gaspé, à Amherst" à la "Cour de magistrat pour le comté des Iles-de-la-Madeleine", siégeant à Amherst;

Ceux de la "Cour de magistrat à l'endroit appelé Etang-du-Nord, aux Iles-de-la-Madeleine" à la "Cour de magistrat pour le comté des Iles-de-la-Madeleine, à Etang-du-Nord";

Ceux de la "Cour de magistrat siégeant à Hâvre-aux-Maisons, Iles-de-la-Madeleine" à la "Cour de magistrat pour le comté des Iles-de-la-Madeleine, à Hâvre-aux-Maisons".

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoin : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce DIX-SEPTIEME jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

2085

C.-J. SIMARD.

"Magistrate's Court for the county of Gaspé, at Rivière-au-Renard";

Those of the "Magistrate's Court for the county of Gaspé, at Sainte-Anne-des-Monts" to the "Magistrate's Court for the county of Gaspé, at Sainte-Anne-des-Monts";

Those of the "District Magistrate's Court for the county of Gaspé, at Amherst" to the "Magistrate's Court for the county of Magdalen Islands", sitting at Amherst;

Those of the "Magistrate's Court at the place called Etang-du-Nord, in the Magdalen Islands" to the "Magistrate's Court for the county of Magdalen Islands, at Etang-du-Nord";

Those of the "Magistrate's Court sitting at House Harbour, Magdalen Islands" to the "Magistrate's Court for the county of Magdalen Islands, at House Harbour".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SEVENTEENTH day of MAY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2086

Département de l'instruction publique

310-22.

Québec, 16 mars 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la Côte Saint-François, comté de Laval, le lot No 396-B du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Côte-des-Perron, même comté.

2115-20-2

734-22.

Québec, 18 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Anges-de-Stanbridge, comté de Missisquoi, les lots Nos 1396-1398, 1399, 1401-1402, 1403, 1400, 1392, 1394-1395, 1394 du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges-de-Stanbridge et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Ignace-de-Missisquoi, même comté.

2121-20-2

Department of Public Instruction

310-22.

Quebec, March 16th, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Côte-Saint-François, county of Laval, the lot No. 396-B of the official cadastre of the parish of Saint-Vincent-de-Paul, and to annex it to the school municipality of Côte-des-Perron, same county.

2116-20-2

734-22.

Quebec, May 18th, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Notre-Dame-des-Anges-de-Stanbridge, county of Missisquoi, the lots Nos. 1396, 1398, 1399, 1401, 1402, 1403, 1400, 1392, 1394, 1395, 1394 of the official cadastre of the parish of Notre-Dame-des-Anges-de-Stanbridge, and to annex them to the school municipality of Saint-Ignace-de-Missisquoi, same county.

2122-20-2

Compagnie dissoute

LA COMPAGNIE "KENOGAMI SASH DOOR FACTORY, LTD".

Avis est par le présent donné que la compagnie "Kenogami Sash & Door Factory, Ltd", constituée en corporation par lettres patentes de cette province en date du 30 avril 1912 et ayant sa principale place d'affaires à Kenogami, P. Q., est dissoute, conformément à l'article 6136 S. R. Q., 1909.

Date du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2123 C.-J. SIMARD.

Company dissolved

KENOGAMI SASH DOOR FACTORY, LTD".

Notice is hereby given that the company "Kenogami Sash & Door Factory, Ltd", incorporated by letters patent of this province dated the 30th of April, 1912, and having its head office at Kenogami, P. Q., is dissolved, pursuant to article 6136 Q. R. S., 1909.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1921.

C. J. SIMARD,
2124 Assistant Provincial Secretary.

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de François St. Laurent, marchand, Matane, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à mon bureau : 44 rue Dalhousie, Québec, l'immeuble suivant:

Un certain terrain situé dans le village de Saint-Jérôme-de-Matane, de cent pieds de front sur quatre-vingt-dix (90) pieds de profondeur, mesure anglaise; borné au sud-est à la propriété du vendeur, J.-B.-E. Bergeron, au sud-ouest à la rue projetée, au nord-ouest à la propriété de J.-B.-E. Bergeron et au nord-est à la propriété de l'asile du Bon-Pasteur, faisant partie du numéro cent trente-un (131) du cadastre—avec bâtisses dessus construites, sujet à une rente annuelle de soixante-douze dollars.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10 Georges V, chapitre 36 et a les mêmes effets que la vente du shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Pour plus amples informations, s'adresser au syndic autorisé,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44, rue Dalhousie,
Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.
Québec, le 20 mai 1922. 2093—20-2

Dans l'affaire de J.-Paul Côté, marchand, de Matane, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à mon bureau: 44, rue Dalhousie, Québec, l'immeuble suivant:

Un terrain situé dans le village de Saint-Jérôme-de-Matane, faisant partie des Nos. cent quatre-vingt-dix et cent quatre-vingt-onze (190-191) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, premier rang, contenant cent pieds de front sur soixante et onze pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord au chemin public, à l'est au sud et à l'ouest aux vendeurs, Annie Fraser & al—avec bâtisses dessus construites, sujet à une rente annuelle de soixante-trois dollars et quatre-vingt-dix centimes.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Sales—Bankruptcy Act.

In the matter of François St. Laurent, merchant, of Matane, authorised assignee.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY THIRD day of JUNE, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold at public auction, at my office: 44 Dalhousie street, Quebec, the property belonging to this estate.

A certain piece of land situated in the Saint-Jérôme de Matane village, of one hundred feet in depth, English measure; bounded at southeast to the property belonging to J. B. E. Bergeron, at southwest, to the projected street, at north west also to the property of J. B. E. Bergeron and at the northeast to the property of the Bon Pasteur asylum, being part of number one hundred and thirty one (131) of the cadastral plan—with buildings thereon erected, subject to a ground and yearly rent of seventy two dollars.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

The sale is made in conformity with article No. 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 Georges V, chapter 36 and has the same effect as a sheriff's sale.

Terms: Cash. For further particulars, apply to

J.-P.-E. GAGNON,
Authorized trustee.

Office: 44 Dalhousie street.
Canada Steamship Lines, Ltd, building.
Québec, May 20th, 1922. 2094—20-2

In the matter of J. Paul Côté, merchant, of Matane, authorized assignee.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY THIRD day of JUNE, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold at public auction, at my office: 44 Dalhousie street, Quebec, the property belonging to this estate.

A certain piece of land situated in the Saint-Jérôme de Matane village, being part of numbers one hundred and ninety and one hundred and ninety one (190 and 191) of the cadastral plan of said parish, in the first range, containing one hundred feet in front by seventy one feet in depth, English measure; bounded at north to public road, at east, south and west to the vendors, Annie Fraser et al—with buildings thereon erected, subject to a yearly rent of sixty three dollars and ninety cents.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10 Georges V, chapitre 36 et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Pour plus amples informations, s'adresser au syndic autorisé,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 rue Dalhousie,
Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.
Quebec, 20 mai 1922. 2095

The sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 Georges V, chapter 36 and has the same effect as a sheriff's sale.

Terms: Cash. For further particulars, apply to

J.-P. E. GAGNON,
Authorized trustee.

Office: 44 Dalhousie street,
Canada Steamship Lines, Ltd. Bld.
Quebec 20th May, 1922. 2096

La loi de faillite.

Dans l'affaire de Léonidas Gagnon, du village Annaville, comté de Nicolet, Québec, en faillite.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-UNIÈME jour de JUIN, 1922, à DIX heures A. M., seront vendus à l'encan public et conformément au paragraphe 3b de l'article 20 de la Loi de faillite, la vente devant avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Célestin, dans le comté de Nicolet, les immeubles suivants, faisant partie de l'actif du failli, savoir:

1. Un terrain ou emplacement dans le village Annaville, du côté sud est du chemin du rang du Pays-Brulé; borné vers le nord au susdit chemin et en profondeur au terrain ci-après désigné, du côté sud-ouest à Elzéar Arsenault et au nord-est à Adolphe Guillemette, contenant cent dix-huit pieds de largeur, plus ou moins, sur une profondeur de cents pieds—avec une maison et autres bâties dessus construites, désigné comme faisant partie du lot numéro cent sept (p. 107) du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse Saint-Célestin, mais faisant maintenant partie du village d'Annaville;

2. Un autre terrain au même lieu, mesurant cent dix-huit pieds de front sur quarante-cinq pieds de profondeur, le tout plus ou moins; borné au nord au terrain sus-désigné, au sud au représentant de Chs-Edouard Houde, au sud-ouest à Elzéar Arsenault et au nord-est à Adolphe Guillemette, désigné comme faisant partie du lot numéro cent soixante-dix-sept (p. 177) du dit cadastre.

L'adjudication sera faite au plus haut et dernier enchérisseur.

Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres relatifs aux immeubles ci-dessus peuvent être examinés à mon bureau.

Cette vente, faite d'après l'article 20, paragraphe 3b de la Loi de faillite, équivaut à une vente au shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Nicolet, 17 mai 1922.

Le syndic autorisé,
HENRI-R. DUFRESNE.

Bureau: Henri R. Dufresne,
Rue Brassard, Nicolet. 2119—20-2

Bankruptcy Act.

In the estate of Léonidas Gagnon, of the village of Annaville, in the county of Nicolet, Que., bankrupt.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY FIRST day of JUNE, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, in accordance with paragraph 3b of article 20 on Bankruptcy Act, the sale to be held at the parochial church door of the parish of Saint-Célestin, in the county of Nicolet, the following immoveable properties, being a part of the assets of the said estate, as follows:

1. A parcel of land in the village of Annaville, on the south-east side of the public road of Pays-Brulé range; bounded to the north by the said public road, in rear by the land hereinafter designated; on south-west side by Elzéar Arsenault and on the north-east by Adolphe Guillemette, containing one hundred and eighteen feet wide, more or less, by one hundred feet deep—with a house and other buildings thereon erected, designated as forming part of the lot number one hundred and seven (pt. 107) of official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Saint Célestin, now in the said village of Annaville.

2. Another parcel of land, in the said village, containing one hundred and eighteen feet wide by forty five feet deep, more or less; bounded on the north by the land above described; on the south by the heirs of Chs Edouard Houde; on the south-west by Elzéar Arsenault, and on the north east by Adolphe Guillemette, designated as forming part of the lot number one hundred and seventy seven (p. 177) of the said cadastre.

The adjudication will be made to the highest bidder

The certificate of registry office and the titles can be seen at my office

The above sale, made pursuant to paragraph 3b of article 20 of the Bankruptcy Act, has the effect of the sheriff's sale

Conditions of sale: Cash

Nicolet, this 17th day of May, 1922

HENRI R. DUFRESNE,
Authorized trustee

Office: Henri R. Dufresne,
Brassard street Nicolet. 2120—20-2

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5400.

Rodrigue Goulet *et al*, demandeurs; vs Albert Donat Goulet *et al*, défendeurs.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure,

Sale by Licitiation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5400.

Rodrigue Goulet *et al*, plaintiffs; vs Albert Donat Goulet *et al*, defendants.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court,

siégeant dans et pour le district de Montréal, le 13ième jour de mai 1922, dans une cause dans laquelle Rodrigue Goulet, manufacturier, Ida Serre dit St-Jean, veuve de feu Ludger Goulet, en son vivant manufacturier, Herménie Goulet, veuve de Cléophas Moquin, en son vivant comptable, Georgiana Goulet, Céline Goulet, Angéline Goulet, ces trois dernières filles majeures et modistes, Victor Goulet, apiculteur, Roméo Taillefer, commis, Rosina Taillefer, épouse de Arthur Demers, négociant, de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Juliette Taillefer, épouse de Avila Bisson, employé civil, et ce dernier pour autoriser son épouse, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, et Napoléon-Ludger Taillefer, négociant, de la cité de Winnipeg, province de Manitoba, étaient demandeurs; et Albert-Donat Goulet, comptable, Henri Goulet, entrepreneur, Paul Goulet, comptable, Armand Goulet, commis, Ida Goulet, épouse de Georges Coutu, notaire, et ce dernier pour autoriser son épouse, Marie-Louise Roy, veuve de feu Joseph Goulet, en son vivant manufacturier, en sa qualité de tutrice à Adrienne Goulet, fille mineure, Lucienne Goulet, fille majeure, et Paul Goulet, en sa qualité de curateur à Yvonne Goulet, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble portant le numéro civique 1205, de la rue Saint-Viateur, Outremont, désigné comme suit, savoir:

Un lot de terre faisant front sur la rue Saint-Viateur-Ouest, en la cité d'Outremont, connu et désigné comme étant le lot numéro un, subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent trente-trois, subdivision officielle du lot numéro trente-quatre-A (No 34a-333-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec toutes les bâtisses dessus construites, notamment une maison à deux étages portant le numéro civique 1205 de ladite rue Saint-Viateur-Ouest.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN prochain (1922), chambre 31, à DIX heures et TRENTE a. m. (heure de Montréal), Cour tenante, au palais de justice, en la cité de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les procureurs des demandeurs,

BISAILLON & BEIQUE.

Montréal, 15 mai 1922.

2117-20-2

sitting in and for the district of Montreal, the thirteenth day of May, 1922, in a cause wherein Rodrigue Goulet, manufacturer, Ida Serre alias St-Jean, widow of the late Ludger Goulet, in his lifetime manufacturer, Herménie Goulet, widow of Cléophas Moquin, in his lifetime accountant, Georgiana Goulet, Céline Goulet, Angéline Goulet, the last three spinsters of age and dress-makers, Victor Goulet, apiarist, Roméo Taillefer, clerk, Rosina Taillefer, wife of Arthur Demers, merchant, of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, Juliette Taillefer, wife of Avila Bisson, civil employee, and the latter to authorize his wife, all of the city of Montreal, district of Montreal, and Napoléon Ludger Taillefer, merchant, of the city of Winnipeg, Province of Manitoba, were plaintiffs; and Albert Donat Goulet, accountant, Henri Goulet, contractor, Paul Goulet, accountant, Armand Goulet, clerk, Ida Goulet, wife of Georges Coutu, notary, and the latter to authorize his wife, Marie Louise Roy, widow of the late Joseph Goulet, in his lifetime manufacturer, in her quality of tutrix to Adrienne Goulet, a minor child, Lucienne Goulet, spinster of age, and Paul Goulet, in his quality of curator to Yvonne Goulet, spinster of age, all of the city of Montreal, district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of a certain immovable bearing the civic number 1205 in Saint Viateur street, Outremont, designated as follows, namely:

A lot of land fronting on Saint Viateur street West, in the city of Outremont, known and designated as being the lot number one, official subdivision of the original lot number three hundred and thirty three, official subdivision of the lot number thirty four A (No. 34a-333-1) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with all the buildings thereon erected and especially a two-storey house bearing the civic number 1205 in said Saint Viateur street West.

The above described immovable will be put up to auction and adjuged to the highest and last bidder, on the TWENTY SECOND day of JUNE next (1922), in room 31, at HALF past TEN of the clock in the forenoon (Montreal time), sitting the Court, at the Court House, in the city of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said Court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BISAILLON & BEIQUE,

Attorneys for plaintiffs.

Montreal, 15th May, 1922.

2118-20-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 20

Index of the Quebec Official Gazette, No 20

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Aubin vs Mailhot.....	1169
" Benoit vs Fournier.....	1170
" Boulanger vs Villemure.....	1169
" Chalifoux vs Thomas.....	1169
" Cohen vs Kauffman.....	1169
" Corbeil vs Constantineau.....	1170
" Desrochers vs Bisailon.....	1170
" Dufault vs Dufour.....	1170
" Larivière vs Morel.....	1171
" Major vs Boisvert.....	1171
" Pagé vs Leduc.....	1170
" Simpson vs Ham.....	1170
" Tremblay vs Tremblay.....	1169

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

Grindrod vs Dame Leach.....	1171
-----------------------------	------

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 1147

ASSEMBLÉE :—

Motor Mart, incorporée.....	1171
-----------------------------	------

AVIS DIVERS :—

Loi de l'assistance publique de Québec..	1147
--	------

BUREAUX-CHEF :—

Franco-Canadian Dyers, Lt'd.....	1172
La Compagnie manufacturière de Lévis, ltée.....	1172
Motor Mart, incorporée.....	1172
Quebec-Saguenay Pulp Co'y, Lt'd.....	1172

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES :

The Barber Asphalt Paving Company...	1173
The Company Montreal-Ontario Mines, Lt'd.....	1173
The Quaker Oats Company.....	1173

CIE DISSOUTE :—

Kenogami Sash & Door Factory, Lt'd..	1205
--------------------------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Divers lots à mun. scol.: Saint-Michel- des-Cèdres.....	1167
Divers lots à mun. scol.: Lemieux.....	1167
Divers lots à mun. scol.: Saint-Séverin..	1167
Divers lots à mun. scol.: Sainte-Claire...	1168
Divers lots à mun. scol.: Latulippe.....	1168
Divers lots à mun. scol.: Saint-Félicien, village, à Saint-Félicien, paroisse....	1168
Divers lots à mun. scol.: Saint-Antoine- de-Pontbriand.....	1168
Divers lots à mun. scol. de Island Brook..	1168
Lot 37 à mun. scol.: Saint-Ignace-de- Loyola.....	1168
Lot 369b à mun. scol. Côte-des-Neiges..	1204
Lots à mun. scol. de Saint-Ignace-de- Missisquoi.....	1204
South Ireland & Maple Grove.....	1167

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Aubin vs Mailhot.....	1169
" Benoit vs Fournier.....	1170
" Boulanger vs Villemure.....	1169
" Chalifoux vs Thomas.....	1169
" Cohen vs Kauffman.....	1169
" Corbeil vs Constantineau.....	1170
" Desrochers vs Bisailon.....	1170
" Dufault vs Dufour.....	1170
" Larivière vs Morel.....	1171
" Major vs Boisvert.....	1171
" Pagé vs Leduc.....	1170
" Simpson vs Ham.....	1170
" Tremblay vs Tremblay.....	1169

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Grindrod vs Dame Leach.....	1171
-----------------------------	------

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 1147

MEETING :—

Motor Mart, Incorporated.....	1171
-------------------------------	------

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Quebec Public Charities Act.....	1147
----------------------------------	------

CHIEF OFFICES :—

Franco-Canadian Dyers, Lt'd.....	1172
La Compagnie manufacturière de Lévis, ltée.....	1172
Motor, Mart, Incorporated.....	1172
Quebec-Saguenay Pulp Co'y, Lt'd.....	1172

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS :—

The Barber Asphalt Paving Company...	1173
The Company Montreal-Ontario Mines, Lt'd.....	1173
The Quaker Oats Company.....	1173

COMPANY DISSOLVED :—

Kenogami Sash & Door Factory, Lt'd..	1205
--------------------------------------	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Several lots to school mun.: Saint-Michel- des-Cèdres.....	1167
Several lots to school mun.: Lemieux.....	1167
Several lots to school mun.: Saint Séverin..	1167
Several lots to school mun.: Sainte Claire.	1168
Several lots to school mun.: Latulippe...	1168
Several lots to school mun.: Saint Féli- cien, village, to Saint Félicien, parish..	1168
Several lots to school mun.: Saint-Antoine- de-Pontbriand.....	1168
Several lots to school mun. of Island Brook.....	1168
Lot 37 to school mun.: Saint Ignace-de- Loyola.....	1168
Lot 369 to school mun. Côte-des-Neiges.	1204
Lots to school mun. of Saint-Ignace-de- Missisquoi.....	1204
South Ireland & Maple Grove.....	1167

LETTRES PATENTES :—

Blauer Bros, Lt'd.....	1155
Bouret, ltée.....	1158
Côté limitée.....	1152
Johnson & Lamarre.....	1150
Joslins, Lt'd.....	1163
La compagnie de charbon Scranton, ltée.....	1151
Le Cœrcle du Chevalier, ltée.....	1148
Montreal Tourist Guide & Information Bureau, Inc.....	1161
Portland Ship Ceiling Co, Lt'd.....	1165
Silver Café Taverne, Lt'd.....	1148
The Nonpareil Political Club, Inc.....	1164
The Reliable Skirt Mfg Company, Inc.....	1164
Tourist Inn, Lt'd.....	1154
Unic Electric Heating, Lt'd.....	1153

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—

The Lyman Real Estate Corporation, Lt'd.....	1166
--	------

LIQUIDATION—AVIS DE :—

Caplin Waist & Dress Co, Lt'd.....	1177
------------------------------------	------

NOMINATIONS :—

Différentes nominations.....	1191
------------------------------	------

MINUTES DE NOTAIRE :—

En faveur de Oscar Théoret.....	1174
En faveur de Jos.-Lionel Girouard.....	1174

ORDRES DE COUR :—

La Banque Nationale vs Girouard <i>et al.</i>	1174
Montreal Dairy Company, Lt'd vs Drouin.....	1174

PROCLAMATIONS :—

Cours de magistrat: comté de Bonaventure.....	1194
Cours de magistrat: comté de Bonaventure.....	1196
Cours de magistrat: district d'Iberville.....	1193
Cours de magistrat: district de Montcalm.....	1195
Cours de magistrat: comté de Champlain.....	1197
Cours de magistrat: comté de Hull.....	1199
Cours de magistrat: comté de Pontiac.....	1200
Cours de magistrat: comté de Gaspé.....	1202

RATIFICATION DE TITRE :—

Roy & Pager.....	1175
------------------	------

SOUMISSIONS :—

Cité de Sherbrooke.....	1176
Ville de Pointe-Claire.....	1175

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—

Dominion Express Co.....	1177
--------------------------	------

VENTE—LOI DE FAILLITE :—

Côté, J.-Paul.....	1205
Gagnon, Léonidas.....	1206
Greenfield Land & Construction Co., Lt'd.....	1177
Moreau, Pierre.....	1177
St-Laurent, François.....	1205

LETTERS PATENT :—

Blauer Bros, Lt'd.....	1155
Bouret, ltée.....	1158
Côté limitée.....	1152
Johnson & Lamarre.....	1150
Joslins, Lt'd.....	1163
The Scranton Coal Company, Lt'd.....	1158
Le Cœrcle du Chevalier, ltée.....	1148
Montreal Tourist Guide & Information Bureau, Inc.....	1161
Portland Ship Ceiling Co, Lt'd.....	1165
Silver Café Taverne, Lt'd.....	1148
The Nonpareil Political Club, Inc.....	1164
The Reliable Skirt Mfg Company, Inc.....	1164
Tourist Inn, Lt'd.....	1154
Unic Electric Heating, Lt'd.....	1153

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—

The Lyman Real Estate Corporation, Lt'd.....	1166
--	------

WINDING UP NOTICE :—

Caplin Waist & Dress Co, Lt'd.....	1173
------------------------------------	------

APPOINTMENTS :—

Different appointments.....	1191
-----------------------------	------

NOTARIAL MINUTES :—

In favor of Oscar Théoret.....	1174
In favor of Jos. Lionel Girouard.....	1174

RULES OF COURT :—

La Banque Nationale vs Girouard <i>et al.</i>	1174
Montreal Dairy Company, Lt'd vs Drouin.....	1174

PROCLAMATIONS :—

Magistrates' Courts: county of Bonaventure.....	1194
Magistrates' Courts: county of Bonaventure.....	1196
Magistrates' Courts: district of Iberville.....	1193
Magistrates' Courts: district of Montcalm.....	1195
Magistrates' Courts: county of Champlain.....	1197
Magistrates' Courts: county of Hull.....	1199
Magistrates' Courts: county of Pontiac.....	1200
Magistrates' Courts: county of Gaspé.....	1202

CONFIRMATION OF TITLE :—

Roy & Pager.....	1175
------------------	------

TENDERS :—

City of Sherbrooke.....	1176
Town of Pointe-Claire.....	1175

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE :—

Dominion Express Co.....	1177
--------------------------	------

SALE—BANKRUPTCY ACT :—

Côté, J.-Paul.....	1205
Gagnon, Léonidas.....	1206
Greenfield Land & Construction Co., Lt'd.....	1177
Moreau, Pierre.....	1177
St-Laurent, François.....	1205

VENTE PAR LICITATION :—

Goulet <i>et al</i> vs Goulet <i>et al</i>	1206
Maggison (Dme) vs Roy <i>et al</i>	1178
Williams (Dme) <i>et vir et al</i> vs Williams <i>et al</i>	1179

VENTES PAR LES SHERIFS :—

BEAUCE :—

La fonderie de Saint-Anselme, Limitée vs Caron.....	1180
Nadeau vs Bizier.....	1180

BEDFORD :—

Goddard vs McKelvey.....	1181
Mitchell vs Propriétaires inconnus.....	1180

CHICOUTIMI :—

Bergeron vs Tremblay.....	1181
---------------------------	------

IBERVILLE :—

Copping vs Couture.....	1182
-------------------------	------

MONTREAL :—

Dastous vs Bédard.....	1183
Ducharme vs Tansey.....	1184
La cité de Montréal vs Brouillette.....	1183
La corporation de la paroisse de Saint- Laurent vs J. Walter Gage Realty Co.	1182

PONTIAC :—

La Fonderie de Plessisville vs Saumur...	1185
--	------

ROBERVAL :—

La Banque Nationale vs Simard <i>et al</i>	1185
La Banque Nationale vs Simard <i>et al</i>	1186

SAGUENAY :—

McDonald <i>et al</i> vs Savard <i>et al</i>	1184
--	------

SAINT-FRANCOIS :—

Porteous vs Todd.....	1187
-----------------------	------

ST-HYACINTHE :—

Taillefer vs Lessard.....	1187
---------------------------	------

TERREBONNE :—

Sylvestre <i>ès-qual</i> vs les héritiers de Dame Meunier.....	1188
---	------

TROIS-RIVIERES :—

Bussière vs Vincent.....	1190
Desrochers vs Thibault.....	1188
Garage Donacona vs Lafontaine.....	1190
Gauthier vs Melançon.....	1191

SALE BY LICITATION :—

Goulet <i>et al</i> vs Goulet <i>et al</i>	1206
Maggison (Dme) vs Roy <i>et al</i>	1178
Williams (Dme) <i>et vir et al</i> vs Williams <i>et al</i>	1179

SHERIFFS SALES :—

BEAUCE :—

La fonderie de Saint-Anselme, Limitée vs Caron.....	1180
Nadeau vs Bizier.....	1180

BEDFORD :—

Goddard vs McKelvey.....	1181
Mitchell vs Unknown proprietors.....	1180

CHICOUTIMI :—

Bergeron vs Tremblay.....	1181
---------------------------	------

IBERVILLE :—

Copping vs Couture.....	1182
-------------------------	------

MONTREAL :—

Dastous vs Bédard.....	1183
Ducharme vs Tansey.....	1184
The city of Montreal vs Brouillette...	1183
The corporation of the parish of Saint Laurent vs J. Walter Gage Realty Co.	1182

PONTIAC :—

La Fonderie de Plessisville vs Saumur...	1185
--	------

ROBERVAL :—

La Banque Nationale vs Simard <i>et al</i>	1185
La Banque Nationale vs Simard <i>et al</i>	1186

SAGUENAY :—

McDonald <i>et al</i> vs Savard <i>et al</i>	1100
--	------

SAINT FRANCIS :—

Porteous vs Todd.....	1187
-----------------------	------

ST-HYACINTHE :—

Taillefer vs Lessard.....	1187
---------------------------	------

TERREBONNE :—

Sylvestre <i>ès-qual</i> vs the heirs of Dame Meunier.....	1188
---	------

THREE RIVERS :—

Bussière vs Vincent.....	1190
Desrochers vs Thibault.....	1188
Garage Donacona vs Lafontaine.....	1190
Gauthier vs Melançon.....	1191